

UNITÉ

PROLÉTARIENNE



Revue théorique et politique
de l'Organisation marxiste-léniniste
du Canada EN LUTTE!

No 21 (vol. 4, no 3), juillet-août-septembre 1980

Les
communistes
et la famille (p. 20)

Fermetures d'usines,
chômage,
inflation

La récession à nos portes

De la crise économique... à Jean-Paul Sartre

Chers lecteurs,

Le présent numéro s'ouvre sur un article destiné à mieux saisir la portée de la crise économique actuelle. C'est en effet une des caractéristiques importantes de la conjoncture présente que l'instabilité qui s'est emparée de l'économie ces derniers mois, une instabilité qui n'annonce rien de moins que la récession économique et la crise de surproduction pour les masses travailleuses. On verra ensuite, dans un article rédigé par des camarades de l'Ontario, comment se manifeste plus concrètement cette crise dans cette province et la stratégie de la bourgeoisie pour en faire porter le fardeau sur le dos du peuple.

Nous consacrons ensuite un article important à un sujet trop négligé jusqu'à maintenant, celui de la famille. Cet article, qu'on pourra lire avec la lettre du Women Action collective on Health de Regina sur les mêmes questions, tente d'expliquer à la lumière de l'histoire l'évolution actuelle de la famille sous le capitalisme et son avenir sous le socialisme. Nous souhaitons par cette première contribution soulever le débat sur un sujet brûlant d'actualité et sur lequel les communistes sont trop longtemps demeurés silencieux. L'appel est donc lancé à tous ceux qui ont à cœur la lutte pour l'émancipation des femmes et en particulier aux militantes de différentes organisations de femmes de nous faire connaître leurs points de vue et leurs commentaires.

Cela nous amène justement à la nécessité de jeter un regard critique sur l'évolution du mouvement communiste depuis les 40 dernières années. C'est ce qu'entreprend l'article de Charles Gagnon qui porte plus précisément sur cette période de l'histoire du mouvement communiste international, qui entoure la Déclaration et la Conférence de 1960. Cet article est en même temps un plaidoyer pour l'adoption d'un point de vue matérialiste et historique dans l'examen de ces questions.

Soulignons aussi le court dossier que nous publions sur l'Amérique centrale et l'entrevue sur la situation à Chypre qui devraient aider à mieux comprendre les importantes contradictions qui traversent ces deux régions du monde.

Finalement, la table ronde sur l'oeuvre de Jean-Paul Sartre et les notes de lecture sur le roman d'Antonine Maillet, Pélagie La Charette, devraient attirer l'attention de nos lecteurs. Nous souhaitons vivement recevoir vos commentaires sur ces deux articles qui, dans les domaines de la

philosophie et de la littérature, constituent les premières interventions de la revue.

Ceux qui nous lisent depuis déjà quelques numéros s'apercevront que nous avons maintenu nos efforts afin de diversifier le nombre de sujets abordés par la revue. Ces efforts nous entendons les poursuivre car nous sommes fermement convaincus que le marxisme ce n'est pas un dogme figé, c'est une arme pour comprendre ce qui se passe dans le monde, et cela sur les sujets les plus divers qui préoccupent les masses et tous les progressistes. Voilà donc ce que nous vous offrons, mais pour poursuivre ce travail, il vous faudra aussi mettre la main à la pâte.

Les notes de lecture c'est aussi votre affaire

La période des vacances est à nos portes. C'est donc un moment choisi pour s'adonner à différentes lectures qu'on n'a généralement pas le temps de faire durant l'année. Nous vous invitons donc à nous faire parvenir vos commentaires sur les ouvrages que vous aurez l'occasion de vous mettre sous la dent: oeuvres politiques, littéraires, historiques ou sur les sujets les plus divers.

Ce genre de contribution simple est un apport important pour l'équipe de rédaction de la revue. Pas besoin pour cela d'être agrégé d'université. Il suffit simplement de nous faire parvenir le titre des ouvrages que vous jugez important de faire connaître à nos lecteurs ou d'en faire un court résumé et de mettre par écrit vos commentaires. Soyez convaincus que nous verrons à l'utilisation de ce matériel, soit dans le cadre de notre chronique ou d'autres articles en cours.

Trois mois de perdus?

Ceux qui lisent la revue à la loupe auront certainement remarqué que le dernier numéro était identifié aux mois de février-mars, alors que le présent numéro couvre juillet-août-septembre. Tout d'abord, c'est avec ce numéro que la revue devient trimestrielle comme nous l'avions déjà annoncé. Ensuite, nous n'avons pas perdu trois mois de calendrier. Nous avons tout simplement décidé d'identifier la revue aux mois durant lesquels elle est diffusée, comme c'est la pratique courante, plutôt qu'aux mois qui précèdent sa parution.

EN LUTTE! a besoin de traducteurs

Chers lecteurs de la revue,

EN LUTTE! est actuellement à la recherche de personnes en mesure de traduire en différentes langues. Parmi ces langues citons l'italien, le portugais, l'espagnol, le grec, le punjabi, le chinois. Nous sommes aussi à la recherche de personnes en mesure de traduire vers l'anglais ou le français à partir de ces mêmes langues.

Evidemment, la liste qui précède ne s'arrête pas là si on considère les nombreuses langues qui sont parlées parmi la population canadienne et dans lesquelles il faudrait pouvoir traduire nos publications.

Si on considère en plus que la lutte pour l'unité du mou-

vement communiste international exige aussi que nos publications puissent être lues dans d'autres pays et que nous puissions vaincre les barrières de langues en faisant connaître celles de nombreux communistes dans le monde, on peut comprendre l'ampleur de la tâche. C'est pourquoi nous vous demandons de nous prêter main forte.

Pour participer à ce travail écrivez-nous à:

Services de traduction

A/S des Presses de l'Unité Inc.

C.P. 116, Succ. Delorimier,

Montréal, Qué.

Canada

Sommaire

2

Editorial:
Le renouvellement de la
Constitution se fera-t-il au
mépris des droits du peuple?

4

Correspondance

8

L'économie américaine
face à la récession

15

Terres de révoltes

20

Les communistes et la famille

30

Contre les coupures, organisons
la riposte!

37

Les intérêts impérialistes
à Chypre

41

Table ronde sur l'oeuvre
de Jean-Paul Sartre

45

En 1960, qu'était devenu
le camp socialiste?

54

Notes de lecture

57

Mouvement communiste inter-
national



Le vent de la réforme constitutionnelle vient de se remettre à souffler plus fort que jamais. Ce vent, il est venu du Québec comme une suite du référendum, comme la suite d'un référendum qui n'a rien réglé à la question nationale québécoise. Il faut se demander si nos bourgeois arriveront vraiment à s'entendre sur un nouveau projet constitutionnel. Mais, il faut surtout se demander ce que le mouvement ouvrier et les nationalités opprimées du Canada arriveront à arracher à la bourgeoisie dans toute cette affaire. page 2

Il ne se passe plus une seule journée depuis les derniers mois sans qu'on nous annonce avec grand fracas une hausse ou une baisse du dollar, du prix de l'or, des actions en bourse ou des taux d'intérêts. Quelle mouche a donc piqué le capitalisme pour qu'en si peu de temps on assiste à autant de revirements spectaculaires? Où sont donc rendus ceux qui nous promettaient depuis 20 ans la fin des crises et du chômage? page 8

Editorial



Avec les profonds bouleversements qu'a connue la famille depuis les 20 dernières années, avec l'arrivée massive des femmes sur le marché du travail, les mouvements de révolte des jeunes et la contestation de la vieille morale sexuelle, on est justifié de se demander où va la famille. La famille patriarcale traditionnelle, lieu par excellence de l'oppression des femmes n'a pas toujours existé malgré ce qu'on prétend. Quel sort lui réservera donc le socialisme? page 20



Après l'Iran et le Zimbabwe, le feu vient d'être mis aux poudres en Amérique centrale. En moins de quelques mois cette région a connu deux révolutions et le mouvement ne semble pas prêt de s'arrêter. Terre volcanique par excellence, l'Amérique centrale et ses environs sont en train de devenir la source d'autres éruptions encore plus redoutables: celles de la révolte populaire. page 15

Le renouvellement de la Constitution se fera-t-il au mépris des droits du peuple?

Le gouvernement Trudeau a décidé après 12 ans de pouvoir d'y jouer sa tête. Le non au référendum, c'était nous a-t-on dit un oui à quelque chose d'autre. A quoi? Au fédéralisme renouvelé, à une nouvelle constitution canadienne.

Les bourgeois du pays n'avaient finalement pas tellement le choix. Pour éviter un oui au référendum, pour éviter de passer pour les partisans du statu quo, il fallait promettre autre chose... quelque chose de vague, mais quelque chose quand même. Et pour que ces promesses, vieilles de 10 ans, ne soient pas que de la poudre aux yeux, pour profiter du "nouveau climat" issu du référendum et du grand "désir de changement" qui animerait tout à coup nos politiciens, il fallait mettre des gestes au bout des paroles. C'est ainsi que le ministre Jean Chrétien a fait une tournée éclair de toutes les capitales provinciales, sauf Québec, pour tâter le pouls de ce "désir de renouveau". Dès le 9 juin, une nouvelle conférence constitutionnelle était convoquée pour mettre en branle un processus qui, au dire du premier ministre Trudeau, ne devrait pas durer plus de 8 ou 10 mois.

Le vent de la réforme constitutionnelle vient donc de se remettre à souffler plus fort que jamais. Ce vent, il est venu de l'est, comme une suite du référendum québécois, comme la suite d'un référendum qui, tout le monde l'admet, n'a rien réglé à la question nationale québécoise. Il faut prévoir qu'après l'échec du projet péquiste de souveraineté-association, la lutte contre l'oppression nationale redescende dans la rue puisque ni les 4 ans de gouvernement du PQ, pas plus que le référendum, n'y ont apporté de solution véritable pour les masses populaires.

Les débats qui s'amorcent donc sur le renouvellement de la Constitution risquent dans les mois qui viennent de révéler plus que jamais les contradictions profondes qui divisent la bourgeoisie canadienne. Mais, c'est aussi une occasion pour revendiquer la reconnaissance des droits nationaux de toutes les nations et minorités nationales, de même que des droits démocratiques de la classe ouvrière et des couches populaires.

* * *

Ça fait pourtant plus de 50 ans que le projet de réforme de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique est sur la table. Trudeau n'en est pas lui-même à ses premiers efforts. En 1968, tout comme à Victoria en 1971, le projet s'est toujours soldé par un échec. Il est intéressant de noter d'ailleurs qu'en

1971 l'opposition à la Charte de Victoria était dirigée au Québec par Claude Ryan, alors directeur du journal *Le Devoir*. Il n'y a qu'un an, le gouvernement Trudeau était battu aux élections après avoir fait campagne sur le rapatriement de la Constitution. C'est donc dire que, depuis 50 ans, la force grandissante des contradictions qui animent la bourgeoisie canadienne l'ont empêché de s'unir sur un projet commun de réforme constitutionnelle.

L'histoire récente laisse d'ailleurs présager que la chose ne sera guère plus facile aujourd'hui qu'en 1971. Sauf peut-être que les contradictions risquent d'être encore plus aiguës.

C'est l'Alberta qui mène le bal en revendiquant la fin des ingérences fédérales dans le domaine des richesses naturelles et du pétrole en particulier. A l'opposé, l'Ontario dont la force économique a commencé à être attaquée ces dernières années est plus que jamais déterminée à préserver ses avantages grâce à un gouvernement central fort. Le ministre Lalonde devait récemment lui donner raison en affirmant que "nous avons vaincu ceux qui voulaient la souveraineté politique avec une association économique. Nous n'avons pas remporté cette bataille difficile pour accepter aujourd'hui la souveraineté économique doublée d'une association politique."

Voilà donc le terrain sur lequel le débat constitutionnel semble devoir s'amorcer puisque le fédéralisme renouvelé, comme le définissait le premier ministre Blakeney de la Saskatchewan, c'est d'abord et avant tout "la division entre les pouvoirs qui seront exercés par le gouvernement central et ceux qui le seront par les régions et les provinces."

En ce sens, la renégociation du fédéralisme apparaît comme le prolongement direct d'une campagne référendaire durant laquelle on a mis sous la table l'oppression nationale et les droits démocratiques du peuple. C'est bien plutôt de pétrole et d'électricité que nos politiciens ont le goût de discuter par les temps qui courent. Davis et Lougheed seront bien justifiés après cela de présenter le Québec comme une province parmi d'autres, soucieuse simplement de "récupérer son butin" comme nous l'a tant répété René Lévesque, parodiant ainsi l'expression de l'ancien premier ministre du Québec Maurice Duplessis. Son butin, René Lévesque n'a d'ailleurs plus aucune honte à aller le quémander dans les conférences fédérales provinciales, tout comme l'avait fait avant lui Duplessis.

* * *



La fraternité des Indiens du Canada revendiquait en mai dernier de participer de plein droit aux négociations constitutionnelles. Pour toute réponse, on lui a demandé de ne pas se mêler de ce qui ne la regarde pas!

Ce débat ne serait somme toute pas si grave s'il ne devait se réaliser au mépris des droits démocratiques du peuple et des nations et minorités nationales du Canada. Car, il faut se rappeler l'opposition irréductible du Manitoba à ce que les droits linguistiques des minorités (y compris du Manitoba) ne soient inscrits dans la Constitution. Celle de ces autres chauvins de la Colombie-Britannique qui s'opposent à toute extension des droits linguistiques en dehors des services gouvernementaux fédéraux et du Québec. Il faut se rappeler que tous les gouvernements fédéral et provinciaux s'entendent pour ne pas reconnaître le droit à l'autodétermination des peuples québécois, inuit et autochtones et leur opposition commune à l'extension des droits démocratiques du mouvement ouvrier.

Une constitution, ce n'est pas un simple bout de papier où les provinces et le gouvernement central se partagent le gâteau canadien. C'est aussi la loi la plus importante du pays où sont inscrits les droits démocratiques du peuple et des nations et où peut aussi être consacrée la négation de ces mêmes droits, tels le droit à l'autodétermination, les droits linguisti-

ques, les libertés d'expression, d'association, de grève, les droits des femmes, etc.

Voilà justement les questions de fond que pose pour le peuple le renouvellement de la Constitution. Ce qui concerne aujourd'hui le mouvement ouvrier dans la réforme constitutionnelle, ce n'est pas de savoir quel politicien véreux viendra chercher les impôts dans les poches des travailleurs, le nom du gouvernement qui aura autorité pour couper dans l'aide sociale, ou si la perquisition des locaux du Syndicat des postiers du Canada sera le fait du gouvernement fédéral ou provincial.

C'est plutôt de savoir quels droits il pourra arracher à la bourgeoisie par la force du nombre et de la mobilisation, quels droits on sera obligé de lui reconnaître, tout cela afin de créer des conditions meilleures pour la poursuite de la lutte.

Déjà, plusieurs associations, comme celles des francophones hors-Québec, la Fraternité des Indiens du Canada et l'Association des Inuits du Nord du Québec ont exigé de participer à la réforme constitutionnelle. Déjà, plusieurs ont revendiqué que les nations et minorités nationales soient consultées démocratiquement sur la place qui leur sera faite dans cette future constitution. Tous, sans exception, ont reçu une fin de non-recevoir. On leur a tout simplement répondu de ne pas se mêler de ce qui ne les regarde pas! C'est exactement ce que déclarait Trudeau en mai dernier à la Fraternité des Indiens tout en les invitant à voter non au référendum québécois pour préserver ce beau pays.

Il ne faudrait pas en rester là. Il ne faudrait pas que le mouvement ouvrier qui, au dernier congrès du Congrès du travail du Canada reconnaissait avec force le droit à l'autodétermination du Québec; que les associations amérindiennes, inuits, francophones; les organisations de femmes laissent dans ce débat tout le terrain à la bourgeoisie. Il ne faudrait surtout pas laisser Trudeau et Lougheed poser le débat dans les termes qui sont les leurs, ceux du repartage de l'exploitation au Canada.

Cela est d'autant plus important que la conjoncture est plus favorable que jamais à ce que le prolétariat remporte des victoires sur ce terrain. Jamais on n'avait vu autant de personnes se mobiliser pour reconnaître le droit du Québec à l'autodétermination. Ils sont nombreux aujourd'hui les syndicats et les comités qui sont sensibilisés à cette question. Ils sont nombreux aussi les progressistes qui, à travers le Canada, entendent faire valoir les droits démocratiques des Amérindiens, des Inuits, des Acadiens, tout comme ceux qui luttent contre le racisme dans les villes les plus importantes du pays.

Les 60,000 signatures recueillies en faveur de l'égalité des langues et des nations en sont un exemple éclatant.

Il y a là un mouvement d'unité réel entre les ouvriers et les masses populaires de tout le pays et de toutes les nationalités. Ce mouvement doit se faire entendre et remporter des victoires encore plus grandes.

Les bourgeois du pays sont divisés. Ils prétendent de plus vouloir renouveler la Constitution. Profitons-en pour leur faire entendre la voix des travailleurs, celle de l'égalité absolue des langues et des nations.

Sur la polémique et l'ironie dans la revue

Je trouve votre article du no 19 sur le congrès de la CSN très bon. On y montre, faits à l'appui, les formes de nationalisme. Ce sur quoi je voudrais revenir, c'est sur la façon de critiquer le PCO.

Je trouve qu'on prouve très bien le nationalisme du PCO, et leur opportunisme sur cette question, comme sur toutes les autres, ressort clairement. Cependant, des phrases comme: "Et comme par hasard, le PCO va lui-même quelques semaines plus tard présenter son porte-parole principal à la CSN au poste d'aspirant député du comté provincial de Maisonneuve", et "il y a des gestes et des similitudes qui ne trompent pas", je trouve que c'est tirer sur la couverture... Ce qui prouve que le PCO est nationaliste, ce n'est pas le fait qu'il se présente à des élections, ce qui peut être une tactique communiste, mais bien ce qu'explique notre article avant. (...)

Même si on peut utiliser le rire parfois, je trouve qu'il faut être très prudent, car je considère que ça alimente l'idée que plusieurs travailleurs ont des groupes "de gauche" qui se chamaillent pour rien. Et c'est le même effet que ça produit lorsqu'on tire sur les couvertes pour faire ressortir encore plus vigoureusement les erreurs qu'on condamne. En réalité, tout ce que ça fait, c'est de produire l'effet contraire, c'est-à-dire de diminuer l'impact d'une analyse juste, basée sur des faits. (...)

Une camarade de Regina

Un vent d'air frais

En tant qu'observateur du mouvement marxiste-léniniste, je suis agréablement surpris par la tendance que prend l'Organisation. Un vent d'air frais souffle sur EN LUTTE! et c'est très bon signe. Il semble qu'EN LUTTE! a fait un bond qualitativement et on peut réellement sentir la maturité du groupe. Maturité voulant dire la possibilité de penser par soi-même. On ne réagit plus aux événements seulement par des slogans, mais par des analyses qui sont de plus en plus adaptées à la conjoncture et qui démontrent une juste compréhension de la théorie et de la pratique marxistes. (...)

EN LUTTE! a raison de vouloir faire

l'histoire de la IIIe Internationale et il peut même la critiquer s'il croit fondé de le faire. Pour la juger nous ne devons pas nous référer à qui l'a fondée mais à ce qu'elle a fait et ce qu'elle est devenue. Ça c'est une position conséquente que le **Bulletin international** (1) ne semble pas comprendre. Peu avant la IIe Guerre mondiale, l'URSS était très isolée et il était donc normal que Staline ait essayé de protéger les acquis de la révolution russe contre les attaques impérialistes. D'après moi cependant, les positions de la IIIe Internationale ne sont pas très conséquentes. Si nous nous reportons au 7e Congrès, on peut se rendre compte que la lutte de classe a été subordonnée à la lutte contre le fascisme. Avant le 7e Congrès, les sociaux-démocrates sont des sociaux-fascistes et après le congrès on peut s'unir avec à peu près n'importe qui. Le Front populaire en France a plus servi à écraser les grèves ouvrières qu'à vaincre le fascisme. En Allemagne il était déjà trop tard pour s'allier avec les sociaux-fascistes qui quelques mois auparavant étaient les **pires ennemis** de la classe ouvrière.

Si le régime de démocratie nouvelle de Mao Tsé-toung est une conciliation avec la bourgeoisie et consacre l'abandon de la dictature du prolétariat, est-ce que quelqu'un peut m'expliquer la différence d'avec les fronts populaires de l'Europe de l'Est? Quelle différence fondamentale y a-t-il entre les programmes des fronts populaires, du PCC(m.-l.), des eurocommunistes? Sur le programme de lutte pour la paix des fronts populaires, est-ce qu'il n'y aurait pas des ressemblances avec la tactique du PCO? Un protège la révolution russe et l'autre sans le savoir défend la révolution chinoise par leurs alliances à la bourgeoisie conséquente, petite ou nationale, etc., etc. Il ne faut donc pas s'étonner de la flambée de nationalisme dans les partis communistes à la veille de la IIe Guerre mondiale et du sabordement du Comintern pour satisfaire les demandes des bourgeoisies impérialistes en lutte contre le fascisme.

Pour trouver la source du révisionnisme il faut la chercher dans la lutte de classes et non seulement dans les textes. On ne peut crier que Khrouchtchev est révisionniste sans se demander comment il en est venu au pouvoir et sur quelles bases il a pu s'appuyer pour y demeurer (...)

Un lecteur

Que se passe-t-il sur le terrain scientifique?

Comment le progrès scientifique et technique sert-il la bourgeoisie au plan idéologique, politique et économique?

Ce même progrès scientifique peut-il dès maintenant servir la cause du prolétariat dans sa lutte pour la révolution socialiste?

Voilà quelques-unes des questions qui peuvent se poser si l'on veut approfondir cette question. Voilà quelques sujets que je voudrais rapidement aborder dans le présent texte.

La "nouvelle droite" scientifique

Au cours des dernières années, une gamme de théories basées sur le développement des sciences pures et des techniques (et particulièrement dans diverses spécialités de la biologie), ont été construites et propagées largement.

La sociobiologie (étude des facteurs et mécanismes relatifs au maintien et à l'évolution des sociétés animales) est une de ces spécialités qui sert actuellement le plus à alimenter les points de vue de ce qui a été appelé "la nouvelle droite".

Aux Etats-Unis et dans quelques pays d'Europe, cette droite constituée de savants, professeurs, intellectuels appelle à fonder la politique des classes dirigeantes sur la sociobiologie qui a déjà été définie par un de ses adeptes comme "la science de l'optimalité du succès reproductif et des rapports de parenté au service de l'évolution".

Le *Devoir* du mois d'août faisait écho des débats publics en France à propos de l'émergence de cette "nouvelle droite". Un sociologue français faisait d'ailleurs le lien entre ces théoriciens et l'école d'économie de Chicago (M. Friedman et cie): les premiers allant en quelque sorte trouver "dans la nature" des justifications aux politiques d'austérité et de réaction de la bourgeoisie défendues par les seconds.

Mais les sociobiologistes ne sont pas

1. Bulletin mensuel publié en France. Voir notre réponse à certains points de vue de cette publication dans le no 19 d'UNITÉ PROLÉTARIENNE, p. 54 (NDLR).

Un exemple parmi d'autres. L'an dernier, le Dr Jean-Marc Brunet, qui est un partisan de l'eugénisme tel que prêché par le savant et très réactionnaire Alexis Carrel, s'est fait dénoncer dans le journal *La Presse* par deux lecteurs de ce quotidien pour avoir, sous couvert de lois de la nature, propagé des idées fascistes.

La chose est très intéressante à relever quand on sait que ces deux messieurs, Lorentz et Eisenck, sont deux biologistes.

Lorentz, lui, est le fondateur de l'éthologie (étude du comportement animal), il y a plus de 50 ans. Il a plus récemment développé des recherches sur l'agressivité animale et humaine pour en arriver à conclure que le comportement social de l'homme doit encore se soumettre à toutes les lois prédominantes du comportement instinctif acquises au cours de son évolution. Son point de vue est synthétisé dans un livre intitulé *L'agression, une histoire naturelle du mal*.

Les débats autour de ces questions ne sont d'ailleurs pas restreints aux milieux scientifiques, puisqu'on les retrouve, par exemple, dans la *Revue canadienne de science politique* (voir vol. 3, no 2, juin 1970 et autres: "The new biology and the war").

expliquer la politique de Carter.

La biologie

Ces branches de la biologie ne sont évidemment pas les seules. La génétique est un secteur privilégié où foisonnent plusieurs théories qui servent à justifier le racisme et la discrimination sexuelle.

Il ne faut pas sous-estimer cela quand on sait que des généticiens sérieux et reconnus défendent cette idée.

La thèse du polygénisme a servi à plusieurs pour fonder "scientifiquement" la théorie de la supériorité de la race blanche.

Enfin, dernier exemple, l'étude de la thermodynamique (branche de la physique qui traite des phénomènes de transfert énergétique au sein de la matière inerte et vivante) est aussi appliquée à la société humaine.

Un peu dans la même veine, il y a Prigogine, prix Nobel de chimie en 1979, et spécialiste de la thermodynamique (qui a récemment mené entre autres de brillants travaux sur l'explication de la structure des termitières à partir de modèle thermodynamique) qui se demande aussi s'il ne sera pas possible, dans un avenir rapproché, d'expliquer la vie sociale de l'homme (dont les guerres) à partir de modèles thermodynamiques qui tiendront compte des ressources énergétiques, de leur utilisation, leur transformation, etc.

On pourrait parler du magazine *Science for the People* qui est publié aux Etats-Unis depuis plusieurs années. Les objectifs de la revue: dénoncer l'utilisation des sciences et techniques par les classes dirigeantes; démasquer tous les mythes entretenus par la bourgeoisie pour justifier son contrôle et son exploitation réactionnaire de la technologie et des sciences; faire connaître largement les diverses expériences où techniciens, scientifiques, intellectuels mettent leur savoir à la disposition des masses populaires dans leurs luttes quotidiennes contre l'impérialisme yankee.

5

montrer comment la CIA se servait de recherches d'anthropologues sur les systèmes sociaux de tribus de montagne pour mettre au point des opérations de contre-insurrection populaire; comment des travaux de psychologues spécialistes du comportement portant sur les techniques de conditionnement étaient utilisés dans des programmes d'hôpitaux publics aux USA pour torturer les homosexuels en leur infligeant des traitements de chocs négatifs, généralement électriques, afin de les convertir de force à l'hétérosexualité; comment des expériences isolées de génétique servent aux techniciens militaires dans la fabrication de microbes virulents destinés à la guerre bactériologique; etc.

Contre l'antiscience

Enfin, en lien avec l'agitation/propagande sur ces diverses questions, pourrait se greffer l'objectif de s'opposer au développement du courant obscurantiste qui prend de l'ampleur actuellement. Il existe en effet une active "antiscience", qui fait des adeptes un peu partout à travers le monde.

C'est la revue française *La Recherche* (revue de vulgarisation scientifique) qui rapportait récemment qu'au cours d'une enquête sérieuse, 60% des personnes interrogées estimaient que l'Astrologie était une vraie science placée au-dessus de l'ensemble des sciences physiques!

La popularité grandissante des sciences occultes, la distribution sur une large échelle d'une revue comme *La Pure Vérité* (dont un article du numéro de février essayait de prouver que la théorie de l'évolution est fausse et qu'un "dessein intelligent" a présidé à la création des insectes...); l'existence de groupes comme les Enfants de Dieu (dont les militants peuvent vous déclarer, comme ça m'est arrivé, que les théories comme celle de l'évolution, que des sciences comme la génétique ont été inventées pour obscurcir le message divin. C'est le monde à l'envers!) sont autant de manifestations de ce courant obscurantiste entretenu par la bourgeoisie.

Encore récemment, la revue des Témoins de Jéhovah (*Réveillez-vous*, 22 février 1980) diffusée dans les quartiers populaires de Montréal, s'attaquait au problème de l'athéisme, de ses sources et de son développement dans le monde

moderne. La revue pose la question: "L'évolutionnisme peut-il remplacer la foi". On apprend alors:

"Avant que la théorie de l'évolution ne soit popularisée par Darwin, la plupart des gens pensaient qu'il devait y avoir un Dieu, puisqu'il n'y avait pas d'autres explications possibles pour rendre compte de l'existence des choses. Mais, une fois acceptée la théorie de l'évolution, beaucoup ont apparemment pensé que la croyance en Dieu ne s'imposait plus."

Cependant, si vous croyez à l'évolution, peut-être serez-vous intéressé par ce commentaire paru dans la revue Harper's sur les facteurs qui influencèrent la pensée de Darwin. S'agissait-il vraiment d'une analyse objective des êtres vivants et des fossiles? S.Gould, professeur de biologie à l'université Harvard, déclare: "Dès le début, la gradation phylétique était une supposition a priori. On ne l'a jamais observée dans les roches. Elle exprime les préjugés politiques et culturels du libéralisme du dix-neuvième siècle". En d'autres termes, la pensée de Darwin était conditionnée par la société dans laquelle il vivait. D'ailleurs, l'article précité reproduisait ensuite cette phrase de Karl Marx: "Il est remarquable de voir comment Darwin retrouve dans les animaux et les plantes la société anglaise de son temps, avec la répartition du travail, la concurrence, etc."

Cette polémique n'est-elle pas intéressante? On s'appuie sur des biologistes et sur Marx (en le citant hors contexte) pour critiquer radicalement la théorie de Darwin. Plus loin, on reprend des propos d'Einstein et d'autres scientifiques pour arriver à conclure que:

"Il y a quantité de choses dont les savants connaissent l'existence, mais qu'ils sont incapables d'expliquer, ne serait-ce que l'esprit humain, la conscience, l'instinct religieux. Tout cela existe bel et bien, mais la science ne peut pas l'expliquer dans les termes de "la connaissance actuelle". Et la vie proprement dite? Qu'y a-t-il dans cette puissante "énergie vitale" qui distingue les êtres vivants de la matière inerte? Les savants ne peuvent pas le dire."

Encore une fois, les questions soulevées ici sont des plus pertinentes;

elles se posent constamment à quiconque se forge une conception du monde.

A nous donc de les reprendre pour faire valoir le point de vue matérialiste amplement élaboré par la rupture complète que Marx et Engels ont opérée avec les restes de la philosophie religieuse dominante de leur époque.

Le matérialisme dialectique est-il appelé à s'éteindre?

Jacques Monod a reçu le Prix Nobel 1965 pour ses recherches et ses découvertes en génétique des micro-organismes et sa théorie de la régulation de l'activité des gènes.

Pour Monod, les philosophies anciennes, les religions et le matérialisme proposent tous une conception "animiste" de l'histoire, une orientation prédéterministe de l'histoire.

Monod a concentré ses nombreuses critiques au marxisme ainsi que l'exposé de sa philosophie naturelle de la biologie moderne, qui dépasserait toutes les "conceptions du monde depuis les civilisations primitives occidentales jusqu'au matérialisme dialectique", dans son ouvrage *Le hasard et la nécessité*.

Ce manifeste publié en 1970 a eu un écho formidable. La presse internationale scientifique et non scientifique l'a publicisé, commenté, critiqué largement. Un philosophe-journaliste russe, I.T. Frolov, y a consacré une critique de 400 pages (*Dialectique et éthique en biologie*, Editions du Progrès, 1978). La presse chinoise l'avait aussi commenté et critiqué. Le PC (m-l) France (*Humanité rouge*) a produit un court article lorsque Monod est mort. Autre exemple: vous ouvrez la revue *Scientific American* de novembre 1979 et vous y trouvez un article intitulé "The quantum theory and reality" qui vise à prouver que "la doctrine selon laquelle le monde est fait d'objets dont l'existence est indépendante de la conscience humaine s'avère être en opposition avec la mécanique du quantum et avec des faits prouvés en pratique".

La doctrine dont parle l'auteur, il s'agit de Bernard D'Espagnat, a des liens de parenté assez prononcés avec le matérialisme (D'Espagnat parle de la doctrine du réalisme). A un degré plus élevé, c'est le débat entre matérialisme et idéalisme auquel Lénine a pris part avec son *Matérialisme et empiriocriticisme*, qui se poursuit ici.

Cet auteur vient d'ailleurs de présenter son point de vue de façon plus élaborée dans un livre intitulé *La nature du réel*.

La nomenclature de tous les cas de ce type pourrait évidemment être longue. On peut tout de même déjà souligner que, très souvent, les conceptions défendues par ces idéologues des sciences naturelles se présentent sous l'étiquette de le nouveauté et du jamais vu.

Or, pour qui a fait un minimum de lecture et d'études en sciences ou en philosophie, ces nouveaux systèmes philosophiques sentent plutôt le réchauffé.

Même que nous savons tous que l'idée de prouver que le matérialisme dialectique est dépassé par le développement des sciences n'est pas née d'hier. En fait, elle fut appliquée dès les années 1870 par un M. Dühring qui est passé à la postérité par la critique qu'Engels lui a infligée.

Marx et Engels s'étaient donné comme tâche d'intégrer la dialectique, dégagée par la philosophie allemande, dans une conception matérialiste de l'histoire mais aussi de la nature. Ils surent voir ce que le développement des sciences de la nature pouvait apporter à leurs conceptions (c'est Marx qui affirmait que malgré ses limites, l'ouvrage de Darwin sur la sélection naturelle et la théorie de l'évolution constituait un fondement historico-naturel de ses conceptions).

Cette lutte entreprise par les fondateurs du marxisme s'est poursuivie avec Plékhanov, puis avec Lénine contre les courants empiriocritiques. Dans les deux derniers cas, on constate que le domaine de la philosophie est un terrain particulier où se développe le révisionnisme. On voit aussi que ces propagandistes du marxisme n'hésitaient pas à engager la lutte contre des courants comme celui de "la construction de Dieu" qui cherchait à concilier le marxisme et la religion.

Bref, entrer en lutte contre les principaux courants philosophiques actuels qui en arrivent à influencer les masses et le mouvement révolutionnaire devrait être pour nous l'occasion d'exposer et de mettre à jour les fondements théoriques du marxisme.

Le matérialisme doit changer de forme à chaque étape majeure du développement des sciences: cette affirmation, on peut la lire souvent dans bien des ouvrages de philosophie qui se veulent marxistes. La mettre en pratique

demande cependant un peu plus d'effort que de la répéter.

(Extraits choisis par UNITÉ PROLÉTARIENNE.)

Un membre d'En Lutte!

Des militantes féministes discutent du socialisme

Un camarade de Regina nous faisait récemment parvenir un document fort intéressant rédigé par le Women Action Collective on Health (WACH — Collectif d'action féminine sur la santé). Cette organisation de femmes qui compte plusieurs années de lutte à son actif a été très active dans la lutte pour le droit à l'avortement en Saskatchewan et sur toutes les questions qui concernent la lutte pour l'émancipation des femmes. L'extrait qui suit est tiré d'un document intitulé Un point de vue féministe sur la lutte pour le socialisme qui fut soumis à la discussion au sein de l'organisation. Voici comment les camarades du WACH présentent leur contribution: "WACH présente ces notes dans un esprit particulier: nous nous considérons comme une partie intégrante de la gauche et nous voulons y encourager la communication et la lutte commune. Nous ne prétendons pas, pas plus que le mouvement des femmes, avoir de réponse finale sur la nature de la lutte, mais nous avons certaines idées fondées sur notre pratique que nous voulons explorer et discuter."

* * *

(...) Lors du débat précédent, nous avons dégagé deux faiblesses majeures des groupes marxistes-léninistes: la définition de ce qui est politique qui met tellement l'accent sur l'analyse de classe et qui crée une hiérarchie de l'oppression; les problèmes organisationnels qui découlent en partie du fait que plusieurs groupes ne réussissent pas à s'adresser à certains des problèmes vitaux de la vie quotidienne. Ces deux problèmes découlent eux-mêmes en bonne partie de la faiblesse fondamentale de l'analyse marxiste traditionnelle: l'incapacité de développer une compréhension adéquate de la culture.

La culture est un concept des plus complexes. WACH utilise ce terme pour décrire des formes significatives de comportement qui ne s'expliquent pas aisément en termes de classe ni même en termes matérialistes. Par exemple, le sexisme et le racisme sont arbitraires à bien des niveaux. Ce sont des pratiques sociales inefficaces qui sont cependant tellement répandues qu'elles sont devenues universelles. Elles sont présentes dans toutes les formes de sociétés de classes et le sont probablement même dans des sociétés sans classes. Dans plusieurs situations, elles dominent les relations de classes comme cela se voit clairement par la place que les femmes occupent dans notre propre société. Il devient donc évident qu'une analyse qui se base uniquement sur le facteur de classe en tant que seul facteur politico-social déterminant, ne nous permet pas de comprendre la réalité de façon adéquate. Malheureusement la plupart, sinon la majorité, des groupes de gauche se basent sur ce type d'analyse.

Les explications marxistes sur la famille et la vie privée ont une longue histoire de lutte désespérée avec les faits pour réussir à les faire cadrer avec l'hypothèse que notre existence sociale est avant tout déterminée par le facteur de classe. Engels est le premier analyste important à s'être fait prendre dans ce piège lorsqu'il a expliqué l'oppression des femmes comme étant le résultat du développement de la société de classes et de la domination des hommes sur la propriété. Mais Engels n'a pu expliquer pourquoi les femmes ne possédaient pas de terres au début. Il n'a que vaguement invoqué des raisons biologiques. Certains groupes contemporains de gauche prétendent qu'il n'existe pas d'oppression sexuelle ou sexiste au sein d'un mariage ouvrier parce que la classe ouvrière ne possède rien. Ce pattern est appliqué aussi bien en pratique qu'en théorie.

Lénine méprisait le fait que certains groupes de femmes communistes se préoccupaient des questions sexuelles. Il a même lutté ouvertement contre la légitimité de ces questions en déclarant aux femmes du 20e siècle qui luttèrent pour arriver à comprendre leur condition qu'Auguste Bébel, un homme du 19e siècle, avait déjà dit tout ce qu'il y avait à dire sur les femmes.

En plus, l'histoire de lutte des derniers cent ans en est une où les femmes se sont fait répéter à tour de bras que

L'économie américaine face à la récession

leur émancipation dépendait de celle de toute la classe ouvrière et que des luttes séparées ne servent qu'à diviser, qu'elles sont inutiles et que, de toute façon, elles sont condamnées à l'échec. Il est intéressant de noter que plus de 60 ans après la Révolution d'Octobre, le KGB arrêta l'éditeur d'une nouvelle revue féministe intitulée *Les femmes en Russie*, à peine 24 heures après la parution du premier numéro, pour la questionner. Cette femme a été forcée de désavouer son point de vue non-orthodoxe.

Pendant les derniers 100 ans, la gauche organisée, de quelque courant idéologique ou intellectuel que ce soit, a joué un rôle similaire face aux femmes. En effet, la gauche a systématiquement déprécié les questions des femmes et leurs luttes, allant parfois jusqu'à qualifier de contre-révolutionnaires des femmes qui s'intéressaient à la place qui leur est faite dans la société. Plutôt que de questionner l'idéologie marxiste, la gauche a continuellement lancé des chasses aux sorcières contre les femmes qui ont osé poser des questions auxquelles le marxisme ne peut répondre. Et les femmes, insécures et élevées pour se préoccuper des autres, ce qui les rend particulièrement vulnérables face à l'argument qu'elles divisent la classe ouvrière, les femmes, donc, ont subordonné leurs propres luttes ou ont perdu leurs illusions sur la gauche.

Les marxistes doivent réaliser que le marxisme ne couvre pas tous les sujets sociaux et qu'il n'aborde pas toujours de façon adéquate des problèmes sociaux. Le cas du sexisme en est une preuve. L'histoire et l'expérience ont démontré que l'approche marxiste traditionnelle ne résout pas la question des femmes. Cela n'implique pas que nous rejetons le marxisme en soi. La gauche ne lui rend d'ailleurs pas hommage en laissant entendre que cette théorie doit être parfaite, rien de plus, rien de moins.

La gauche marxiste devrait plutôt assumer la tâche de développer une analyse et une compréhension des problèmes brûlants qui ne peuvent être compris ou résolus uniquement en terme d'analyse de classe. Le sexisme est une question de ce type. C'est une question centrale tant au niveau politique qu'organisationnel. Cette question ne peut être résolue, et ne sera pas résolue, en réitérant simplement la primauté de l'analyse de classe (...).

Février 1980

Il ne se passe plus une seule journée, depuis les derniers mois, sans qu'on nous annonce avec grand fracas une hausse ou une baisse importante du dollar américain, du prix de l'or, de l'argent ou des actions en bourse.

En septembre 79, c'est le dollar américain qui enregistrait une baisse inquiétante. Durant la même période, de août à octobre, c'est la fièvre de l'or qui s'empara des marchés, faisant monter son prix de 50% en quelques mois seulement. Dans la seule journée du 27 mars dernier, les pertes à la bourse au Canada se chiffraient à pas moins de 7 milliards de dollars.

Quelle mouche a donc piqué le capitalisme pour qu'en moins d'un an on assiste à autant de revirements spectaculaires? A chaque mois, on établit de nouveaux records, la panique s'empare des marchés et plus les hausses sont fulgurantes, plus les retombées sont abruptes. Ce qui apparaît d'abord comme un événement exceptionnel devient avec les semaines quelque chose de normal. Comme une instabilité chronique avec laquelle il faudrait apprendre à vivre.

La situation est telle que le Financial Post en est réduit à organiser des loteries (sweepstakes) pour déterminer les meilleurs pronostics économiques. Quant au spécialiste américain de la finance, J. P. Granville, de passage récemment à Montréal, il ne craint pas d'affirmer:

"Ne vous fiez pas aux prévisions des économistes, des courtiers et des journaux financiers... Ecoutez votre rythme intérieur..."⁽¹⁾

C'est là qu'en sont rendus ceux qui nous promettaient il y a 20 ans la fin des crises et du chômage, avec en prime la société des loisirs. Les événements des derniers mois n'annoncent rien de rose pour le capitalisme, non plus que pour les masses laborieuses. Car, l'agitation qui a gagné, il y a quelques mois, les milieux financiers canadiens et américains n'est que la pointe de l'iceberg. Elle n'est que le reflet de la crise qui gangrène tout le système financier et monétaire occidental et le symptôme avant-coureur d'une crise encore plus grave au coeur même de la production capitaliste.

Ces premières pages d'importantes revues américaines témoignent de l'émol qu'est en train de susciter la crise économique.



Le plan Volcker

Pour rétablir cette situation, qui a vu durant la même période le dollar enregistrer des baisses importantes et les acheteurs se réfugier vers l'or, le gouvernement américain devait annoncer toute une série de mesures de restriction du crédit. Au premier rang de ces mesures, on retrouve la hausse fulgurante des taux d'intérêt qui ont atteint des sommets que le capitalisme américain n'avait encore jamais vu.

Dès le 6 octobre 79, suite à l'assemblée générale du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale à Belgrade en Tchécoslovaquie, M. Volcker, président de la Réserve fédérale américaine (banque centrale des Etats-Unis), rentra abruptement à Washington. Le même jour, il annonçait une hausse de 11% à 12% du

1. La Presse, 21 avril 1980, p. C-1

taux d'escompte, le taux que la banque centrale américaine charge aux banques commerciales (²). Trois jours plus tard, ces mêmes banques portaient leur taux préférentiel (taux chargé aux meilleurs clients) à 14.5%. Les mesures Volcker obligeaient aussi ces banques à augmenter leurs réserves (les liquidités que les banques conservent pour faire face à leurs obligations), ce qui a pour conséquence de restreindre la capacité de prêter des banques.

Le 15 février 80, le taux d'escompte augmentait à nouveau d'un point et atteignait 13%. Si bien, que le taux préférentiel passait à 16¼% ou 16½%. Par la suite, ces hausses n'ont cessé de s'ajouter les unes aux autres et il n'était plus rare, il y a à peine quelques semaines, que les taux préférentiels sur les prêts à court terme (entre quelques mois et un an) voisinent autour des 20%, un taux que l'on croyait jusque là réservé aux pays sous-développés. Ce n'est que tout récemment que ces taux ont commencé à enregistrer quelques baisses.

Aussitôt, ces mesures ont été suivies dans presque tous les pays capitalistes avancés. Au Canada, M. Bouey, président de la Banque du Canada, annonçait que le taux d'escompte serait dorénavant flottant, c'est-à-dire qu'il s'ajusterait à chaque semaine aux besoins du marché. Le Canada n'avait pas connu une telle mesure depuis la fin des années 50. Les résultats ne se sont pas fait attendre et les taux canadiens ont depuis suivi régulièrement l'escalade et les baisses américaines.

La hausse du taux d'escompte a été annoncée tout d'abord par M. Volcker comme une mesure de renforcement du dollar américain qui venait tout juste, dans les semaines précédentes, de descendre un peu trop aux yeux de la Réserve fédérale.

Il faut comprendre en effet que le dollar américain est en baisse constante depuis la dévaluation annoncée par Nixon en 1971, moment où on annonçait aussi que le dollar ne serait dorénavant plus convertible en or. Ce qu'on a appelé le dérapage contrôlé du dollar depuis 1971 est le reflet d'un dollar dont la valeur a été sérieusement attaquée depuis plusieurs années. Ce dérapage a aussi un avantage en ce qu'il a permis aux Etats-Unis de rejeter sur le dos de ses concurrents une partie de sa propre crise. Cela a obligé, par exemple, le Japon et l'Allemagne à des interventions régulières pour soutenir

Tableau 1
Evolution du taux d'escompte au Canada

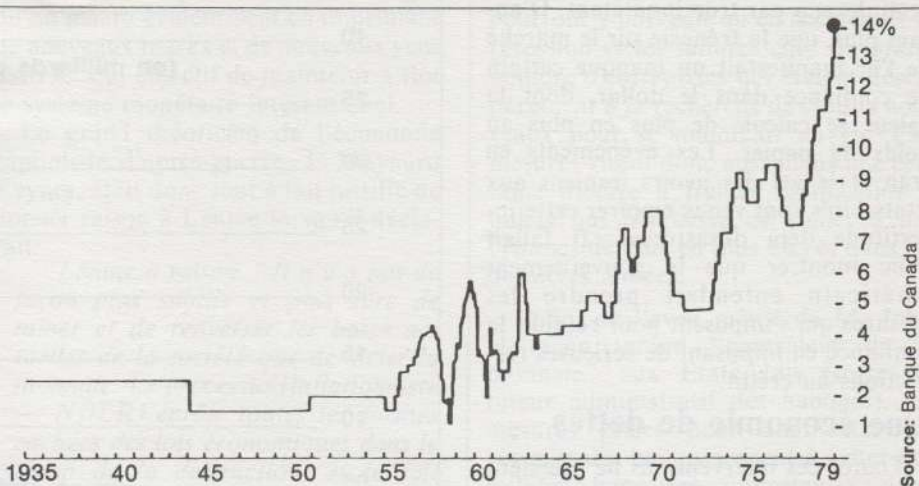


Tableau 2
Evolution du taux d'escompte au Canada et aux Etats-Unis

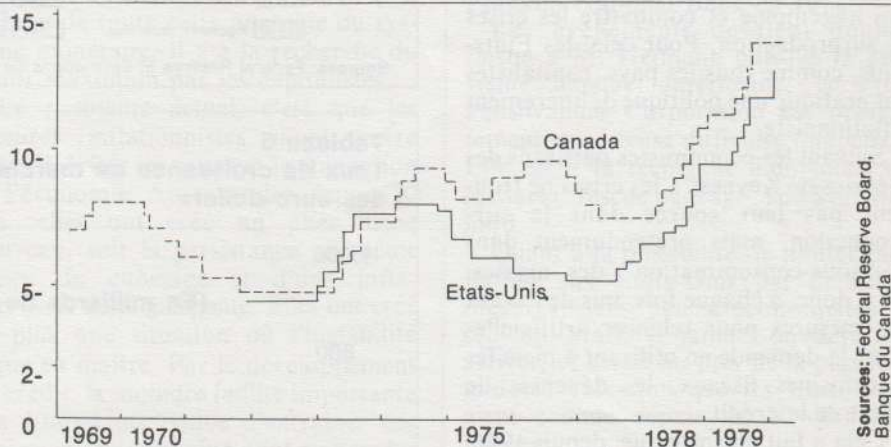


Tableau 3
Quelques dates importantes de l'histoire du système monétaire International

1944 — Accords de Bretton Wood: ces accords signés entre les principaux pays impérialistes de l'époque font de l'or la monnaie d'échange internationale. Le cours de l'or est établi à un prix fixe de \$US35.00 l'once.

1971 — Le gouvernement Nixon annonce que **le dollar ne sera dorénavant plus convertible en or**. Cette mesure s'accompagne d'une première dévaluation du dollar qui permet aux Etats-Unis de reporter sa crise sur le dos de ses concurrents et de relancer ses exportations.

1973 — généralisation des changes flottants pour les différentes monnaies des principaux pays capitalistes. Ces monnaies réagissent ainsi à la dévaluation du dollar.

1976 — Accords de la Jamaïque: le Fonds monétaire international décide officiellement d'abandonner l'or comme monnaie d'échange internationale et réduit ses réserves d'or. Les Etats-Unis font reconnaître le dollar en lieu et place de l'or.

un dollar qui demeure malgré tout à la base de tout le système monétaire d'après-guerre. Une chute trop abrupte

2. Comme toutes les banques centrales, la

Réserve fédérale américaine met de l'argent en circulation en prêtant aux banques, moyennant un intérêt qu'on appelle l'escompte. Les banques prêtent ensuite à leurs clients à des taux d'intérêt nécessairement supérieurs au taux d'escompte.

du dollar risquerait en effet d'entraîner avec elle les monnaies de ces pays.

Mais à la fin de 1979, ce dérapage était devenu par trop inquiétant. D'autant plus, que la frénésie sur le marché de l'or manifestait un manque certain de confiance dans le dollar, dont la valeur se calcule de plus en plus au poids du papier. Les événements en Iran et le gel des avoirs iraniens aux Etats-Unis sont venus empirer cette incertitude déjà désastreuse. Il fallait donc montrer que le gouvernement américain entendait prendre les mesures qui s'imposent pour rétablir la confiance en imposant de sérieuses restrictions au crédit.

Une économie de dettes

Toutes ces interventions ne prennent leur sens qui si on les met en rapport avec les moyens qu'a utilisés l'économie américaine depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale pour étendre son hégémonie et combattre les crises de surproduction. Pour cela, les Etats-Unis, comme tous les pays capitalistes ont pratiqué une politique délibérément inflationniste.

Suivant les économistes partisans des théories de Keynes⁽³⁾, les crises ne trouvent pas leur source dans la surproduction, mais prétendument dans la "sous-consommation" des masses. On a donc, à chaque fois, mis de l'avant des mesures pour relancer artificiellement la demande en utilisant à plein les mécanismes fiscaux, les dépenses de l'Etat et le crédit.

Cela a fait en sorte que, depuis 1946, on a emprunté aux Etats-Unis près de \$200 millions par jour pour faire marcher la machine à profits. C'est ce que révélait le Business Week d'octobre 1974.

"L'économie américaine repose sur une montagne de \$2,500 milliards de dettes, faites des masses de voitures, de maisons, d'usines et de machines qui ont fait de notre économie la plus riche et la plus puissante de l'histoire.

"Les chiffres défient l'imagination: \$1,000 milliards d'endettement des sociétés, \$600 milliards de crédits hypothécaires, \$500 milliards d'emprunts du gouvernement américain, \$200 milliards d'endettement des particuliers. Pour soutenir trente années de croissance économique, ce pays s'est endetté chaque jour à un rythme de \$200 millions jour après jour depuis la fin de la Deuxième Guerre

Tableau 4
Une montagne de dettes qui grandit

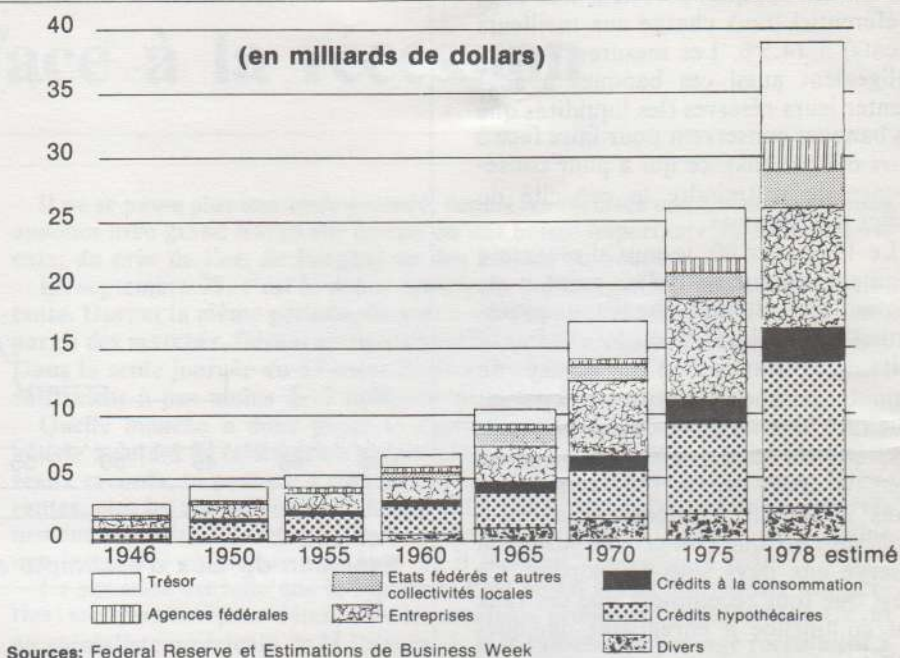


Tableau 5
Taux de croissance du marché international des euro-dollars



mondiale." ⁽⁴⁾

Cela a fait des Etats-Unis le pays industrialisé où l'épargne est la plus faible et va en décroissant avec les années (3,4% du revenu des individus en 75 et 3% en 79).

Le développement du crédit à la consommation sur une large échelle a

permis d'écouler des marchandises que jamais, autrement, les masses n'auraient pu se procurer. Pour les capita-

3. J. Maynard Keynes: économiste anglais dont les thèses ont été appliquées dans tous les pays capitalistes à partir des années 30.

4. Business Week, octobre 1974, cité dans la revue La Vérité, mars 1980, p. 90

listes, le recours au crédit permet d'accroître ce qu'on appelle le cycle de rotation du capital. Une fois les marchandises produites, le capital se retrouve immobilisé sous forme de marchandises. Sans le crédit, le capitaliste devrait attendre de vendre ces marchandises avant de reprendre la production. Avec le crédit, cela n'est plus nécessaire, il peut immédiatement reprendre son activité. Il utilise ainsi au maximum les moyens de production, tout comme il exploite au maximum le travail de l'ouvrier, source de tous les profits.

Pour faire fonctionner un tel système où les entreprises et l'Etat empruntent aux banques, où les banques empruntent à la Réserve fédérale et où, à nouveau, les entreprises empruntent pour payer les intérêts sur leurs emprunts précédents, il a fallu faire marcher la presse à billets à pleine vapeur.

Aux Etats-Unis, comme dans presque tous les pays capitalistes, la croissance de la masse monétaire (nombre de billets en circulation) a dépassé de très loin le rythme d'accroissement de la production réelle. C'est cette masse de dollars, qui ont été exportés dans presque tous les pays du monde, qu'on nomme les eurodollars et les pétrodollars. Le nombre des eurodollars qui circulent en Europe se chiffrait au 31 mars 79 à plus de 850 milliards, une masse égale à celle qui circule ou qui est déposée à l'intérieur même des Etats-Unis.

Depuis 1971, soit un peu moins de 10 ans, cette masse d'eurodollars a été multipliée par 11 et toutes les réformes successives du système monétaire n'ont contribué qu'à la faire augmenter encore plus. C'est le prix que les capitalistes ont été obligés de payer afin de maintenir leur marge de profit et une certaine croissance de la production, si minime soit-elle.

Cette situation est en elle-même inflationniste, puisque la croissance continue de cette masse de dollars qui s'échangent à travers le monde n'a plus aucune signification en terme de production réelle. C'est cette réalité qu'exprime l'idée qu'on entend souvent, suivant laquelle le dollar d'aujourd'hui ne vaut plus que la moitié de celui d'hier.

Mais cette situation est une source d'inflation toute aussi galopante chez les pays européens et le Japon. Pour

freiner la chute du dollar, ces pays se voient acculés régulièrement à devoir acheter de cette "monnaie de singe" qu'on paiera évidemment en imprimant de nouveaux marks et de nouveaux yens dans le seul objectif de maintenir à flot le système monétaire international.

Le grand théoricien de l'économie capitaliste d'après-guerre, J. Maynard Keynes, était donc tout à fait justifié de donner raison à Lénine lorsqu'il déclarait:

"Lénine a raison... Il n'y a pas de façon plus subtile et plus sûre de miner et de renverser les bases actuelles de la société que de vicier la monnaie. Le processus (inflationniste — NDLR) enrôle toutes les formes cachées des lois économiques dans le camp de la destruction, et le fait d'une manière que seul un homme sur un million est capable de diagnostiquer." (5)

Il oubliait cependant d'ajouter qu'à la base de toute cette anarchie du système monétaire, il y a la recherche du profit maximum par les capitalistes.

Le problème actuel, c'est que les mesures inflationnistes n'ont guère réussi à éviter les crises et la stagnation de l'économie. Au contraire, depuis 20 ans, elles ont créé un phénomène nouveau, soit la persistance en même temps du chômage et d'une inflation toute aussi galopante. Elles ont créé de plus une situation où l'instabilité règne en maître. Par le développement du crédit, la moindre faillite importante aux Etats-Unis risque d'entraîner des répercussions en chaîne, tout comme les problèmes du dollar américain se répercutent sur tous les pays capitalistes occidentaux.

C'est dans ce contexte uniquement que les mesures Volcker prennent toute leur signification. Ces mesures visent à

restreindre le crédit et, en particulier, la très forte demande qui s'était manifestée sur les marchés américains. Elles ne pourront y parvenir qu'en accélérant la récession et les faillites chez un grand nombre d'entreprises qui étaient désespérément à la recherche de crédits nouveaux pour se maintenir en vie. Ces mesures visent donc aussi dans une certaine mesure à freiner la machine à billets qui n'a cessé de rouler à des rythmes de plus en plus élevés dans les dernières années.

Enfin, de l'aveu même de M. John Heimann, grand "contrôleur de la monnaie" aux Etats-Unis (sorte de tuteur administratif des banques), les mesures prises pour augmenter les réserves des banques visent à éviter des faillites bancaires importantes dans l'année qui vient. Mais, devait-il ajouter, il est sans doute trop tard pour éviter des faillites comme celle de la Franklin National Bank en 1974.

Les événements devaient donner raison à M. Heimann puisque la plus vieille banque américaine, la First Pennsylvania Corporation est présentement en sérieuse difficulté financière. Elle est à la recherche d'un fonds de secours ("rescue package") de \$1.5 milliard.

Quant à la possibilité de limiter l'inflation aux Etats-Unis par de telles mesures, très peu d'économistes y croient. Mais, si jamais on devait y arriver, ce serait au prix de la plus formidable récession que les Etats-Unis aient connue depuis les 20 dernières années.

Les mesures Volcker visent essentiellement à rassurer les capitalistes en limitant certains excès d'un système qui était en train de créer la panique. Elle

5. J. Maynard Keynes, cité dans la revue *La Vérité*, mars 1980, p. 71

Manifestation des membres de l'Union nationale des fermiers devant le parlement canadien en avril dernier pour protester contre la hausse des taux d'intérêt.



Tableau 6
Taux d'inflation, de chômage et de croissance
réelle du produit national brut (PNB)
au Canada entre 1960 et 1979

Années	Taux moyen d'inflation	Taux moyen de croissance réelle du PNB	Taux de chômage
1960-70	3.3%	4.7%	
1970-72	3.8%	3.5%	6.2%
1973	9.0%	6.7%	5.6%
1974	10.9%	3.7%	5.5%
1975	10.7%	1.1%	6.9%
1976	7.5%	4.9%	7.1%
1977	7.8%	2.0%	8.1%
1978	7.7%	3.4%	8.3%
1979	9.8%	2.75%	7.6%

Source: Revue économique du Canada

n'ont aucunement l'intention d'y mettre fin.

En fait, tous les économistes bourgeois sont depuis les dernières années devant une impasse. C'est ainsi que le Bulletin du Fonds monétaire international du 14 janvier 80 exprimait le cul-de-sac auquel mène de telles mesures.

"Auparavant, un resserrement de la politique budgétaire et monétaire permettait de maîtriser l'inflation et de freiner l'emballement de l'économie, tandis que des mesures de relance permettaient de réduire le chômage et de faire repartir l'activité économique. A l'heure actuelle, la relance de l'économie ne fait qu'accélérer l'inflation sans augmenter l'emploi, tandis qu'une politique de rigueur aggrave le chômage sans diminuer l'inflation." (6)

La raison de cette impasse est facile à comprendre. C'est que, tout ce que nous venons de voir, ne constitue que l'aspect financier et monétaire de la crise qui se déroule sous nos yeux. Ce ne sont là que des symptômes, et non les causes, d'une crise encore plus profonde qui est déjà commencée au cœur de l'édifice capitaliste, dans le domaine de la production. Pas étonnant qu'en s'attaquant aux effets et non aux causes, les économistes bourgeois avouent leur faillite à juguler la crise.

La crise de surproduction

Pourquoi parle-t-on aujourd'hui de crise de liquidités sur les marchés financiers américains? Cette demande importante de crédit n'origine pas, loin

de là, d'une nouvelle croissance de la production dont le taux voisine aux Etats-Unis, comme au Canada, autour de 0%. Elle provient en bonne partie du grand nombre d'entreprises qui sont présentement en sérieuse difficulté financière. Pour faire face à leurs obligations, ces entreprises se voient acculées à emprunter à n'importe quel taux d'intérêt.

C'est ainsi que le Canada a connu une augmentation du nombre de faillites qui est passé, pour les mois de janvier 79 et janvier 80, de 452 à 578. Et ce ne sont pas que les petites et moyennes entreprises qui sont touchées par le mouvement. On note au Canada une augmentation du passif (7) de ces entreprises en faillite qui a presque été multiplié par 3. L'exemple le plus connu nous est fourni par la société Chrysler qui, mois après mois, rencontre de plus en plus de difficultés à obtenir des banques américaines les garanties suffisantes pour bénéficier de l'aide du gouvernement américain. Et aux Etats-Unis, on pourrait aussi citer Amtrack, Lockheed Aircraft, la ville de New York qui rencontrent aussi des difficultés financières importantes.

C'est pourquoi, on a assisté à une montée fulgurante des emprunts sur le marché à court terme, soit 30% depuis 2 ans. Ces sociétés n'empruntent pas pour augmenter leur production, mais tout simplement pour se maintenir en vie et financer leurs inventaires invendus. Elles empruntent aussi sur le marché à long terme pour s'adonner à la spéculation et absorber d'autres entreprises en difficulté. Le nombre de fusions et d'absorptions a augmenté considérablement ces dernières années

et certaines firmes se sont même spécialisées dans ce genre d'opérations.

La cause de la crise actuelle, il ne faut donc pas aller la chercher dans l'expansion ou la contraction du crédit, ou dans une politique monétaire plus ou moins restrictive, comme l'expliquait Marx à son époque.

"L'économie politique révèle son caractère superficiel par ce simple fait qu'elle considère comme une cause déterminante du cycle industriel, l'expansion et la contraction du crédit, c'est-à-dire le simple symptôme des périodes alternatives." (8)

Le fond de l'affaire, c'est la crise de surproduction qui fait en sorte que les masses ne peuvent plus se procurer les marchandises qu'elles ont elles-mêmes produites. C'est là, le sens de la récession qui est amorcée actuellement au Canada et aux Etats-Unis.

Depuis quelques mois, l'industrie forestière en Colombie-Britannique a enregistré pas moins de 10,000 mises à pied et on en prévoit 12,000 d'ici la fin de l'année. A Windsor (Ont.), où le taux de chômage atteint 20%, la compa-

6. Bulletin du Fonds monétaire international, 14 janvier 1980, cité dans la revue *Interventions critiques en économie politique*, printemps-été 80, no 5, p. 94
7. passif: désigne la totalité des dettes d'une entreprise.
8. Karl Marx, *Le Capital*, cité par Jean Baby dans *Principes fondamentaux d'économie politique*, Ed. Librairie progressiste, p. 150

"Arrêtez les fermetures d'usines", un mot d'ordre de tous les travailleurs de l'automobile et de leurs familles.





La surproduction c'est pour qui?

gnie Ford annonçait récemment la fermeture de son usine de moulage. Aux Etats-Unis, la même compagnie a aussi annoncé la fermeture de sa plus grande usine d'assemblage en Amérique du Nord. Présentement, 28% du membership du syndicat des Travailleurs unis de l'automobile a été mis à pied et les chroniqueurs du magazine américain Newsweek ne se gênent pas pour qualifier cette situation de *"la crise la plus grave depuis la Grande Dépression"* (9).

La hausse récente des taux d'intérêts n'aura fait qu'empirer les choses, ce qui a fait dire à plusieurs qu'il s'agissait d'une mesure délibérée pour provoquer la récession. L'industrie de la construction et de l'automobile ont été les premières touchées. En mars 80, les ventes au détail ont baissé aux Etats-Unis de 1.3% et la production industrielle de 0.8%. Robert Korthals, vice-président exécutif de la Banque Toronto Dominion disait, qu'avec cette hausse des taux d'intérêts, les dirigeants des petites et moyennes entreprises *"risquent d'y perdre cette année plus qu'un voyage en Floride"* (10).

Cette récession, qu'on a tant souhaitée dans la presse américaine, supposément pour combattre l'inflation, ce n'est rien d'autre que le choix auquel est poussé le capitalisme pour résoudre ses propres contradictions.

Ayant fait rendre à la machine à profit tout ce qu'elle pouvait rendre, les capitalistes se retrouvent avec une masse de capitaux immobilisés sous forme de marchandises que les masses ne peuvent plus acheter. La crise de liquidités dont parlent les économistes ne signifie pas qu'il y a pénurie de capital; c'est plutôt que ce capital est bloqué sous forme de marchandises qui trouvent de moins en moins d'acheteurs, ou de machines et d'usines qui ne tournent plus, et qu'il ne peut plus servir à re-

prendre le cycle productif. Il n'y a donc plus d'autre solution que la crise proprement dite, qui permettra de dévaluer une partie de ce capital et de le faire entrer à nouveau dans le cycle de la production. Cela veut dire qu'on tentera d'écouler la surproduction par tous les moyens, même en dessous de sa valeur; qu'on laissera les usines et les machines rouiller sur place, et donc se déprécier; que les entreprises en difficulté seront rachetées à bas prix ou qu'elles disparaîtront tout simplement. C'est pourquoi, les capitalistes n'ont aucune honte à accepter la récession actuelle comme l'illustre si bien le Times d'avril dernier:

"Les récessions ne sont pas seulement inévitables, mais souvent bénéfiques — malgré les souffrances qu'elles causent à certains individus. Elles permettent de purger le système de ses excès et des produits dont la vente a échoué ('failed products' — ndlr) ainsi que des compagnies mal administrées." (11)

Peut-on imaginer plus de franchise? Tenez-vous-le pour dit, le Capital a besoin de la crise, malgré le chômage et les misères qu'elle entraîne! Cela annonce donc pour les peuples américain et canadien des conditions de vie encore pires au moment où on leur fera payer au prix fort les investissements nécessaires à l'entreprise de guerre.

La guerre: la seule industrie qui se développe

Le président Carter annonçait en janvier dernier une augmentation du budget militaire américain digne des plus beaux jours de la guerre du Vietnam. L'augmentation sera de \$100

milliards d'ici 1985. Ce qui fera entre 1980 et 1985 près de \$1,000 milliards consacrés à l'industrie militaire, à un moment où le gouvernement américain prétend avoir comme priorité de combattre l'inflation en coupant dans les services sociaux. Au Canada, les ouvriers paieront eux aussi leur part du renouvellement des forces de l'OTAN. Mais, cela ne sera pas suffisant pour arrêter la récession, au dire même du Business Week de février 80:

"Pratiquement nulle part — sauf peut-être dans l'industrie de la défense — est-il raisonnable de défendre l'hypothèse d'une reprise spontanée de la demande. Au contraire, tous les autres secteurs de l'économie luttent pour maintenir les niveaux de production antérieurs." (12)

La revue ajoutait aussi:

"Si nous finançons les dépenses d'armement comme nous l'avons fait durant la guerre du Vietnam, de telle sorte qu'elles s'ajoutent à la demande globale, nous ne ferons que pénaliser les investissements non militaires, en accélérant l'inflation et les taux d'intérêts." (13)

Voilà pourquoi, suivant cette même revue, pour faire accepter au peuple américain la récession accompagnée de l'inflation, et pour lui faire payer en même temps la note militaire, il faudrait instaurer le gel des salaires.

9. Newsweek, 28 avril 1980, p. 58 (notre traduction).
10. Financial Post, 22 mars 1980, p. 2 (notre traduction).
11. Time, 21 avril 1980, p. 49
12. Business Week, 18 février 1980
13. Idem

Tableau 7
Le plan Carter
d'augmentation des
budgets militaires

Années	Crédits militaires
1980	\$146 milliards
1981	\$158 milliards
1982	\$180 milliards
1983	\$201.5 milliards
1984	\$224.2 milliards
1985	\$248.9 milliards

N.B.: ces chiffres sont en dollars courants
Source: Département de la Défense



Mars 1980: manifestation devant la Maison blanche: "Etranglez l'inflation, pas les pauvres!"

On voit bien le sens de toute cette démagogie qui ne vise qu'à justifier une situation qui a caractérisé les économies capitalistes depuis les années 60 et en particulier depuis l'effort de guerre américain au Vietnam: l'aggravation simultanée du chômage et de l'inflation.

Plus que jamais, les seules perspectives de croissance de l'économie ne résident pas dans la production de biens de consommation destinés aux masses, mais dans la production militaire destinée directement à la ferraille.

C'est ainsi que la guerre apparaît sous le capitalisme, non seulement au niveau politique, mais au strict plan économique, comme la seule perspective de développement.

**"A long terme,
nous serons tous morts"
(J. M. Keynes)**

C'est en ces termes que l'économiste le plus réputé depuis la crise des années 30, J. Maynard Keynes, résumait l'esprit de son époque et celui de sa classe. Il exprimait par là les contradictions insolubles face auxquelles se retrouve confronté le capitalisme, ainsi que tout le caractère parasitaire de la poignée de financiers qui dirigent les destinées de 3 milliards d'hommes sur la terre.

Ce parasitisme apparaît de plus en plus au grand jour. Les maîtres du monde, ce sont ces grands financiers dont Lénine disait qu'ils "vivent de la tonte des coupons", qui sont tout à fait à l'écart de la participation à une entreprise quelconque et dont la profession est l'oisiveté" (14).

Ces capitalistes ont aussi une autre profession: la spéculation. On spéculait aujourd'hui autant sur les entreprises qu'on vend et qu'on revend, sur l'or, sur les actions en bourse que sur les hommes. La revue Forbes décrivait ainsi cette caractéristique qui fait des classes dirigeantes de véritables parasites de la société.

"Le monde des affaires est-il en train de devenir un simple ramassis d'administrateurs de porte-feuilles, qui ont abandonné le financement créateur de la nouvelle productivité industrielle pour brasser des affaires moins risquées et plus expéditives sans créer de nouveaux produits et de nouveaux emplois? Le pouvoir économique est-il en train de se concentrer sans produire les avantages économiques qui devraient y correspondre?" (15)

Ce parasitisme n'est pas simplement la caractéristique des bourgeoisies de chacun des pays industrialisés pris séparément, c'est la caractéristique de cette classe à l'échelle du monde. La bourgeoisie américaine, canadienne, allemande, japonaise, etc. ne vit pas que du sang et de la sueur de son propre prolétariat, mais de celui des peuples du monde. Cela est encore plus vrai dans les pays sous-développés dont la seule dette atteignait, en 1977, 250 milliards de dollars.

La crise qui gagne les différents pays capitalistes les uns après les autres est donc en réalité une crise mondiale à laquelle personne n'échappe. Cette crise frappe autant les pays sous-développés

que les pays révisionnistes et, en particulier, l'URSS dont la croissance économique est tombée en 1979 à 2%, son taux le plus bas depuis 1930.

On voit donc ce qu'il est advenu des promesses des années 50 suivant lesquelles les crises étaient devenues des choses du passé. Il est vrai que, suite à la Deuxième Guerre mondiale, les pays capitalistes, en particulier les Etats-Unis, n'avaient pas connu de crises aussi profondes que celle des années 30. Les moyens utilisés alors auraient pu éviter le pire durant une certaine période de temps. Mais cela n'est plus vrai. En 1974, une nouvelle crise de surproduction éclate dans tous les pays capitalistes. Depuis lors, la production n'a guère repris que déjà éclate une nouvelle crise qui menace d'être encore plus dévastatrice.

Le capitalisme ne fait que récolter ce qu'il a semé depuis 30 ans. Le développement des investissements improductifs, la politique délibérément inflationniste, le développement sans précédent du crédit et de l'endettement des Etats n'auront créé que les conditions pour des crises encore plus graves que les précédentes.

Ce n'est pas sans raisons que les économistes évoquent de plus en plus le spectre des années 30; ils sont bien placés pour le savoir. Ce n'est pas la société des loisirs que nous prépare la bourgeoisie, c'est celle du chômage et de la misère pour les masses.

14. Lénine, *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, Ed. en langues étrangères, Pékin 1970, p. 119

15. Forbes, 7 août 1978, p. 31

Terres de révolte

Des intérêts à protéger

En avril dernier, en pleine vague de déclarations entourant le renforcement de la présence militaire soviétique à Cuba, le président Carter ne ménageait pas ses paroles en déclarant qu'il fallait s'opposer à cette présence dans une région "d'extrême importance stratégique" pour les Etats-Unis.

Jimmy Carter avait pesé ses mots, car l'Amérique centrale, le Mexique et les Antilles sont certainement, après le Moyen-Orient, une des régions les plus importantes au maintien de l'hégémonie américaine dans le monde, tant au plan économique que militaire.

Si les filiales américaines à l'étranger produisent 4 fois plus en dollars que ce que les Etats-Unis y exportent, l'Amé-

"La souveraineté d'un peuple ne se discute pas, elle se défend les armes à la main". Ce cri du peuple du Nicaragua est en train d'être repris par tous les peuples du continent.

Après l'Iran et l'Afghanistan, le feu vient d'être mis aux barils de poudre qui sommeillaient depuis plusieurs années dans une région stratégique pour l'impérialisme américain: l'Amérique centrale.

En moins d'un an: 2 révolutions et une instabilité qui semble s'emparer de toute la région. Après l'explosion au Nicaragua d'une des plus vieilles dictatures militaires en Amérique latine, le peuple du Salvador vient de déclarer la guerre à l'impérialisme. A ces manifestations victorieuses de la révolte populaire, viennent s'ajouter la campagne de propagande anticommuniste autour des réfugiés cubains et celle moins édifiante pour l'impérialisme autour des réfugiés haïtiens.

Si on ajoute à cela que l'URSS, par l'entremise de son associé cubain, vient de se lancer lui aussi dans une campagne "d'aide" à plusieurs républiques nouvellement indépendantes des Antilles, on a tout raison de croire que cette région du monde ne cessera pas de connaître des bouleversements dans les mois et les années qui viennent.

Terre volcanique par excellence, l'Amérique centrale et ses environs sont en train de devenir la source d'autres irrptions encore plus redoutables, celles de la révolte populaire.

rique centrale ne fait pas exception à cette surexploitation qui est le lot de toute l'Amérique latine. Cette dernière fournit à elle seule 18% de tous les revenus américains provenant de l'étranger.

Chasse gardée de la United Fruit Co. depuis des années, cette mince bande de terre qui s'étend de la frontière du sud des Etats-Unis aux portes du continent sud-américain est en train de ne plus être un simple réservoir de fruits à bon marché. En effet, on a assisté ces dernières années à un développement significatif des investissements dans de nouveaux secteurs comme le pétrole, les industries de transformation, la finance et le commerce.

En Amérique centrale, 1/3 des investissements se porte maintenant vers l'industrie, ce qui a conduit dans une

courte période de temps au développement de la classe ouvrière et à la montée de ses organisations. Même si 50% de la population demeure paysanne, ces paysans sont de plus en plus en voie de prolétarianisation et se voient obligés de quitter les villages pour gagner la ville ou travailler dans les grandes propriétés agricoles plusieurs mois de l'année.

Le Mexique par exemple, dont les 2/3 du commerce se fait avec les Etats-Unis, est en train de devenir un important producteur de pétrole et de gaz. Certains n'hésitent pas à comparer son développement futur à celui de l'Arabie saoudite aujourd'hui. Dans ce pays, les investissements industriels sont passés de \$924. milliards en 1966 à \$2,223 milliards en 1976.

Le Mexique n'offre pas aux Etats-Unis que du pétrole, mais aussi, à chaque année, 800,000 immigrants qui vont grossir la masse d'ouvriers sous-payés aux Etats-Unis, en particulier dans le textile.

Il faut ajouter à ces avantages économiques, les paradis fiscaux que constituent pour les grands monopoles des pays comme Panama, les Bahamas et les Bermudes. Ces deux derniers pays concentrent à eux seuls 60% de toute l'activité financière américaine en Amérique latine.

Et cela, sans compter que les îles des Antilles demeurent pour les Etats-Unis des sources non négligeables de pétrole, de bauxite (pour la fabrication de l'aluminium), de fer, de cuivre, de sucre, de viande, de coton et de bananes. Cela donne pour ces petits pays, \$13.7 milliards d'investissements directs américains.





Mais, il y a plus important. Il y a que toute cette région demeure un région stratégique au plan politique et militaire. C'est par les eaux qui s'étendent entre le Venezuela et les côtes de la Floride que transige plus de la moitié du pétrole importé aux Etats-Unis, dont celui du Venezuela et du Mexique.

Ces mêmes eaux demeurent la porte d'entrée pour tout l'occident vers le canal de Panama, seule voie d'accès directe entre les océans Atlantique et Pacifique.

Il n'y a donc rien d'étonnant à ce qu'à la fois l'URSS et les Etats-Unis, ainsi que les autres puissances impérialistes, aient jugé nécessaire de renforcer leur présence militaire dans la région.

Depuis plusieurs années, l'île de Cuba, à seulement 90 milles de la côte américaine, est envahie par une nuée de conseillers militaires soviétiques et par 5,000 hommes de troupe. Plus récemment, le gouvernement cubain entreprenait la construction de facilités portuaires à Cienfuegos (sur la côte sud-ouest) capables d'accueillir des sous-marins porteurs d'ogives nucléaires.

Suite à ces efforts militaires soviétiques, aux soulèvements populaires et à l'instabilité politique de la région, les Etats-Unis n'ont pas voulu demeurer en reste. C'est pour ces raisons que cette année le Pentagone ordonna la tenue de manoeuvres militaires importantes dans la région. Le Solid Shield 1980 se serait déroulé cette année dans les îles des Caraïbes plutôt que sur la côte est des Etats-Unis comme prévu, si ce n'avait été de l'événement des réfugiés cubains.

Le Canada n'est pas sans manifester aussi un grand intérêt à la stabilité de toute cette région dans laquelle ses intérêts économiques sont aussi considérables. Mettant la main à la pâte, le Canada participait cette année à la Caribbean Contingency Joint Task Forces (force conjointe d'intervention rapide) qui patrouille la région conjointement avec les forces américaines et britanniques.

La révolte populaire qui risque aujourd'hui d'enflammer l'Amérique centrale amène les impérialistes à y déployer toutes leurs armes, qu'elles soient militaires ou non. C'est que justement, les peuples de ces pays, à l'instar de ceux d'Iran et du Zimbabwe, ont entrepris de mettre fin à des siècles d'oppression et d'exploitation impérialiste.

La révolte gronde

La chute du dictateur Somoza au Nicaragua l'an dernier marque un moment historique dans la lutte des peuples latino-américains. Il s'agit de la première révolution armée en Amérique depuis le renversement il y a 20 ans du dictateur Batista à Cuba.

Avec Somoza s'effondrait un des piliers depuis 40 ans de l'impérialisme américain dans la région. Somoza qui était personnellement propriétaire des 2/3 des moyens de production du pays représentait une des dictatures les plus sanguinaires qu'on puisse imaginer.

Mais plus encore, la famille Somoza a joué traditionnellement le rôle de gardien de l'ordre partout en Amérique centrale et même ailleurs dans le monde. Installés au pouvoir en 1934

par les marines américains; les Somoza ont depuis ce temps largement payé leur dette à l'oncle Sam. Tour à tour, le Nicaragua a soutenu les sanctions économiques contre Cuba, il est intervenu avec l'armée américaine à St-Domingue en 1965. En 1954, au Guatemala, Somoza aide au renversement du gouvernement Arbenz qui avait eu le front de s'attaquer à la United Fruit Co. Grand protecteur de la réaction mondiale, armé par les Etats-Unis, Israël et l'Argentine, Somoza ne s'est pas gêné pour soutenir l'effort de guerre américain en Corée du Sud dans les années 50.

Somoza représentait aussi un des piliers du Conseil de défense centraméricain (CONDECA). Cette création de l'impérialisme américain et des régimes réactionnaires locaux destinée à réprimer les mouvements de guérilla réunit des régimes qui n'avaient rien à envier au Nicaragua comme le Honduras, le Salvador et le Guatemala.

C'est dans le cadre de ces accords conjoints qu'a été organisée il y a quelques mois la répression contre la guérilla dans le nord du Nicaragua et, en 1978, contre les soulèvements populaires avec l'aide de l'armée hondurienne.

Le 30 décembre dernier, Somoza convoquait une réunion secrète du CONDECA pour étudier l'état de la subversion en Amérique centrale. Cela devait entraîner l'engagement des forces du CONDECA dans des combats au nord du Nicaragua et le stationnement de troupes honduriennes à la frontière. Et au moment où ces lignes sont écrites, les troupes guatémaltèques

et honduriennes viennent de traverser la frontière du Salvador.

On comprend donc mieux dans ce contexte ce qu'a représenté pour l'impérialisme américain et toute la réaction locale la chute de Somoza. On comprend aussi pourquoi l'impérialisme américain n'a pas eu ces dernières années à intervenir directement dans ces pays et à chercher plutôt à s'appuyer sur les forces de répression locales.

Mais, la force des baïonnettes est de moins en moins capable de maintenir l'ordre. Chacun des pays d'Amérique centrale peut être comparé à un volcan en gestation dont l'irruption risque de faire plus mal à l'impérialisme que les soubresauts du mont St-Helen dans l'Etat de Washington.



Au Salvador, la Coordonnatrice révolutionnaire des masses a déclaré la guerre civile à la junte militaire supposément réformatrice qui a succédé au dictateur Romero. On y apprenait en mai dernier la proclamation des premiers territoires libres du Salvador.



Au Guatemala, pays encore essentiellement exportateur de produits agricoles, les Métais et les Indiens représentent 32% de la population. Dans ce pays où le prix des produits de première nécessité a augmenté de presque 100% en 1979, les révoltes paysannes prennent de l'ampleur. Le 2 février, c'est 50,000 personnes qui ont suivi le cortège des 40 Indiens assassinés lors de l'occupation de l'ambassade d'Espagne. Depuis les dernières années, le mouvement ouvrier s'est renforcé et, suite par exemple à la grande grève de Coca-



La dictature sangulaire de Somoza au Nicaragua, pas plus que la visite du pape en Amérique latine l'an dernier, n'ont réussi à contenir la révolte populaire.

Cola en 1976, s'y est constitué un mouvement syndical plus fort avec la création du Conseil national d'unité syndicale. Les mouvements de guérilla sont aussi en train de réaliser leur unification par la fusion du Parti guatemalteque du travail (PGT), des Forces armées rebelles (FAR) et de l'Armée de guérilleros des pauvres (AGP) qui mène une guérilla couronnée de succès dans des régions habitées par la population indienne.



Au Honduras, pays le plus pauvre de la région, les événements du Nicaragua ont également eu leurs répercussions. La présence des 6,000 gardes somozistes qui s'y sont réfugiés a entraîné des protestations dans le pays. Le triumvirat (instance dirigeante composée de 3 personnes) au pouvoir n'y a guère réalisé ses promesses de réforme agraire, si bien qu'on a assisté à de nombreuses occupations de terres par les paysans.

Après 8 ans de dictature militaire, une assemblée a été élue récemment pour rédiger une nouvelle constitution. Mais les promesses de retour aux normes constitutionnelles demeurent chancelantes. Cela faisait dire récem-

ment à un officiel américain "Si la stabilité de l'Amérique centrale dépend du Honduras, nous sommes tous en difficulté"!



Au Panama, là aussi le boum économique prévu avec la signature des nouveaux accords sur le canal n'est pas venu. Présentement, suivant des chiffres américains, 1/3 de la population vit dans la pauvreté. Le chômage est endémique et il est renforcé par l'exode d'une population rurale qui peut de moins en moins vivre dans les campagnes. Le mécontentement a donc éclaté au grand jour avec en particulier la grève de plusieurs semaines des enseignants en 1979. Cette situation crée une instabilité grandissante pour le régime du général Torrijos qui est de plus en plus démasqué.



Même le Costa-Rica qui était

considéré comme le pays le plus stable d'Amérique centrale, n'a pas fait exception. Dans cet "îlot de démocratie", les grèves se sont faites plus nombreuses: les cheminots en 76, les enseignants en 77. En août 79, Puerto Limon, lieu de la seule raffinerie du pays, a connu des révoltes importantes.

Ce bref tableau de la révolte populaire devrait suffire à démontrer que l'Amérique latine est en train de sortir du silence que lui ont imposé des décennies de régime militaire et de coups d'Etat.

Le développement significatif du prolétariat dans cette région n'a pas été non plus sans influencer la lutte qu'y mènent les masses populaires. Les grèves ouvrières s'y sont faites de plus en plus importantes et ont donné naissance à des syndicats. Des organisations politiques se réclamant de l'idéologie du prolétariat et du marxisme-léninisme y jouent aussi un rôle de plus en plus significatif comme l'illustre l'exemple des forces armées populaires Farabundo Martí, la force dirigeante du Bloc populaire révolutionnaire au Salvador. De plus en plus, la classe ouvrière apparaît comme la seule force capable de mettre ces pays sur la voie de leur libération véritable et du socialisme. La seule classe aussi en mesure de réaliser la réforme agraire revendiquée par les larges masses paysannes.

Mais, à l'ébullition de l'Amérique centrale, il faut ajouter l'instabilité qui commence à s'installer aussi à la périphérie, dans ces nombreuses petites îles qui parsèment la mer des Caraïbes.

Mini-Etats, gros problèmes



On a vu plus haut l'importance que les impérialistes accordent à cette zone stratégique par excellence. Si on ajoute à cela que 2 des plus grandes raffineries mondiales de pétrole qui traitent 1/4 du pétrole arabe et africain importé en

Amérique sont dans la mer des Caraïbes, on comprendra que les impérialistes sont en train de s'inquiéter.

Dans les Antilles, de nombreux mini-Etats anciennement soumis à la France ou à la Grande-Bretagne sont en voie d'acquiescer leur indépendance politique. Cela donne lieu à une véritable course impérialiste à "l'aide" supposément désintéressée à ces nouveaux Etats.

Depuis 5 ans, 5 nouveaux Etats dans cette région ont obtenu leur indépendance, dont 3 dans la dernière année: St-Vincent, Ste-Lucie et Grenade.

Ce dernier était l'an dernier le théâtre d'un coup d'Etat qui renversait M. Eric Gairy, soutenu à tour de bras par les Etats-Unis, le Chili, Taïwan et la Corée du Sud. La nouvelle administration installée le 13 mars 1979 ne cache pas ses sympathies pour Cuba et elle a déjà reçu une aide significative de sa part. Peu avant le cyclone David qui ravagea l'île en août 79, Grenade connut de grandes manifestations en opposition à la corruption et à la minorité blanche de propriétaires terriens qui maintient dans la misère la majorité noire et indienne.

Des manifestations du même genre se sont aussi déroulées à Dominique, ce qui entraîna la démission du gouvernement en place. Depuis, la France s'est dépêchée de fournir une assistance économique à l'île pour éviter que les Cubains ne fassent la même chose qu'à Grenade et en Jamaïque.

En Jamaïque d'ailleurs, le gouvernement américain a utilisé toutes ses armes économiques pour que ses alliés et



Manifestation à Panama en 1978 contre la visite du président Carter qui se rendait négocier une nouvelle entente sur le canal.

la Banque mondiale refuse de consentir au gouvernement de l'île des prêts dont il avait besoin à cause de ses sympathies envers Cuba.

La conséquence de ce jeu impérialiste, c'est que le peuple de ce pays manque aujourd'hui du plus stricte nécessaire et est plongé dans une misère extrême. Washington espère ainsi le renversement de Michael Manley aux prochaines élections au profit d'Edward Seaga plus favorable au développement des liens économiques avec les Etats-Unis.

A cette situation, il faut ajouter que des colonies américaines, françaises et hollandaises risquent de réclamer leur indépendance dans les années qui viennent. C'est le cas de Porto-Rico, dépendance américaine où l'an prochain aura lieu un référendum sur le statut politique de l'île. Au plan intérieur, aucune organisation politique ne défend plus le statut de Commonwealth que connaît Porto-Rico depuis 1952. Au plan international, la cause de l'indépendance de l'île bénéficie d'un soutien partout en Amérique latine et chez le mouvement des non-alignés. Il y a donc là, à nouveau, une source possible de remise en question de l'hégémonie américaine dans la région. D'autant

Photo du congrès de fondation de la Coordinatrice révolutionnaire des masses au Salvador qui vient de déclarer la guerre civile à la domination impérialiste.



plus que Porto-Rico est une base militaire américaine de première importance, et surtout un grand centre industriel où les Etats-Unis profitent d'une main-d'oeuvre à bon marché.

Ces dizaines de mini-Etats, tous dispersés dans la mer des Antilles sont donc en train de devenir une source d'instabilité politique et de rivalités impérialistes.

Une nouvelle politique?

La situation générale en Amérique centrale et aux Antilles a fait dire à certains que les Etats-Unis avaient opté pour une nouvelle politique moins interventionniste dans la région.

Suite à l'intervention américaine armée à Cuba et St-Domingue, on n'a pas assisté ces dernières années à de nouvelles interventions militaires directes, pas même au Nicaragua l'an dernier. On a même vu le gouvernement américain tenter de remplacer Somoza par une figure plus acceptable et aux allures réformistes. On a vu ensuite le gouvernement américain consentir, après beaucoup d'hésitations, un prêt de \$75 millions pour la reconstruction d'un Nicaragua dévasté depuis 2 ans par un tremblement de terre et une guerre civile que Somoza juste avant sa défaite, avait transformé en hécatombe.

En fait, les Etats-Unis poursuivent la même politique mais par d'autres moyens. Ces moyens ce sont les tentatives de corruption des gouvernements au

pouvoir, la mise en place de gouvernements aux allures plus réformistes pour éviter le renversement de régimes haïs par les masses et qui ne sont plus en mesure de contenir la révolte de tous les secteurs de la population.

Mais, comme le soulignait le US News and World Report de mai dernier, "Washington et ses amis craignent que cette aide soit trop peu, trop tard".

C'est bien ce qu'illustrent les soulèvements du Nicaragua et du Salvador. Washington a beau se débarrasser à la dernière minute de ses dictateurs de service, elle a beau essayer de faire la même chose dans les autres pays de la région et intervenir par personne interposée sous des allures plus réformistes, cela n'est pas suffisant pour freiner la révolte populaire. C'est pourquoi on assiste présentement à un retour en force des partisans d'une intervention plus ferme, comme l'illustre si bien la campagne électorale américaine.

On assiste aussi dans ces pays à un élargissement considérable des secteurs de la population qui entrent en lutte contre les régimes maintenus en place par l'impérialisme américain. Au coeur de cette opposition, il y a le prolétariat et la paysannerie.

Le prolétariat dont on a vu les développements plus haut, subit dans ces pays un système d'exploitation à peine imaginable. Etre prolétaire en Amérique centrale c'est généralement être condamné à vivre dans des barraques en tôle et, le plus souvent, à ne prendre

qu'un repas sur deux. C'est être condamné de plus en plus au chômage, à la sous-alimentation et la négation des droits les plus fondamentaux d'association et de liberté d'expression. Pas étonnant, que la classe ouvrière se développant se soit mise à l'avant-garde de la lutte pour l'émancipation des masses populaires, parmi lesquelles les paysans occupent une place centrale.

La paysannerie constituait encore ces dernières années la majorité de la population d'Amérique centrale. Ses conditions n'ont rien à envier à celles du prolétariat. Sa revendication principale, la réforme agraire, promise depuis des décennies par tous les politiciens bourgeois n'a, la plupart du temps, jamais été réalisée.

Autour de ces deux classes fondamentales se greffent de plus en plus de nombreux secteurs de la population comme la petite bourgeoisie et parfois même de la bourgeoisie du pays.

C'est donc dire que la domination impérialiste est de plus en plus isolée et qu'elle doit redoubler d'ardeur pour se maintenir en place. Cela crée en même temps les conditions pour la pénétration de nouvelles puissances impérialistes.

A l'exemple des luttes révolutionnaires des peuples d'Iran et du Zimbabwe, la lutte révolutionnaire des peuples d'Amérique centrale voit se dresser devant elle de nombreux problèmes. Elle voit se liquer contre elle les forces conjuguées de l'impérialisme. Elle doit affronter les régimes réactionnaires locaux qui, en écrasant la révolution à leurs frontières, visent à se maintenir en place. Elle affronte enfin les tentatives de récupération par une puissance impérialiste ou une autre disposée à se présenter sous le visage de la démocratie et du progrès, par la bourgeoisie nationale prête à collaborer à nouveau avec l'impérialisme.

Il convient donc que le prolétariat international ne reste pas insensible à cette situation. Aider aujourd'hui ces peuples à sortir de l'ornière de l'impérialisme, c'est préparer des conditions meilleures à ce que ceux-ci s'attaquent avec force aux nouveaux ennemis qui tentent de freiner leur élan vers la libération complète de l'impérialisme, vers le socialisme.

De gauche à droite: M. Bishop, premier ministre de Grenade; M. Ortega, leader du Front sandiniste du Nicaragua; et Fidel Castro de Cuba.



Les communistes et la famille

En finir avec le joug de la propriété privée

La famille est-elle en train de s'effriter? Demeure-t-elle le fondement de tout l'édifice social actuel? Voilà des questions que l'on entend répéter sur tous les tons depuis plusieurs années.

Ces questions apparaissent dans tous les milieux de la population suite à ce qu'on pourrait appeler la crise de la famille qui s'est faite de plus en plus aiguë et profonde, en particulier depuis les 20 dernières années.

Les milieux les plus réactionnaires et les plus conservateurs ne cessent d'appeler à la préservation de cette sacro-sainte institution, dernier rempart contre les vents de contestation qui balayent toute la société capitaliste. Il faudrait restaurer l'autorité du père et continuer à chanter la gloire de la reine du foyer. Il faudrait faire l'éloge d'un foyer familial où la mère fait la vaisselle, pendant que le père lit son journal et que les enfants s'épanouissent sous la protection de l'école et de l'autorité paternelle.

Heureusement, les dernières années ont profondément contribué à ébranler cette vision des choses. Les mouvements de révolte de la jeunesse des années 60, l'entrée massive des femmes sur le marché du travail, la contestation importante de la vieille morale sexuelle, tout cela a contribué à montrer que la famille n'était pas ce havre de quiétude qu'on nous a toujours présenté. Tout cela a permis de réaliser que la famille n'était pas non plus une institution immuable et éternelle. Dès lors, on est justifié de se demander: où va la famille? Quels sont les facteurs qui la font évoluer?

C'est ce que nous ferons dans cet article, en nous attachant à comprendre les bases matérielles qui ont fait de la famille ce qu'elle est aujourd'hui. C'est ainsi qu'on pourra comprendre comment agir sur ces facteurs qui annoncent dès aujourd'hui des transformations encore plus fondamentales de cette institution que tout ce que nous avons connu jusqu'à maintenant.

Voilà l'image de la famille traditionnelle qu'on nous présente comme un havre de paix. La réalité n'a malheureusement rien à voir avec ça.



La place de la famille dans l'histoire

La bourgeoisie a tout intérêt à nous présenter les structures actuelles de la société capitaliste comme des choses immuables ou, si l'on veut, comme l'ordre même des choses. Cela est particulièrement vrai pour la famille qui, au-delà du développement économique et des soubresauts politiques, nous est présentée comme le fondement naturel de toute société humaine, en somme comme une catégorie qui échapperait à l'histoire.

En fait, cette famille éternelle, dont nous parle la bourgeoisie, n'est en réalité qu'une forme particulière, et relativement récente du point de vue historique, du regroupement des individus sur la base du mariage. C'est la famille patriarcale monogamique, c'est-à-dire fondée sur le mariage conjugal et placée sous l'autorité du mari et père. L'origine de cette forme de famille, on doit la chercher, non pas dans l'ordre naturel, biologique, des rapports entre les sexes dans un but de reproduction de l'espèce, mais bien dans les rapports proprement économiques qui ont modelé l'évolution des sociétés jusqu'à nos jours.

"Selon la conception matérialiste, le facteur déterminant, en dernier ressort, dans l'histoire, c'est la production et la reproduction de la vie immédiate. Mais, à son tour, cette production a une double nature. D'une part, la production de moyens d'existence, d'objets servant à la nourriture, à l'habillement, au logement, et des outils qu'ils nécessitent; d'autre part, la production des hommes mêmes, la propagation de l'espèce. Les institutions sociales sous lesquelles vivent les hommes d'une certaine époque historique et d'un certain pays sont déterminées par ces deux sortes de production: par le stade de développement où se trouvent d'une part le travail, et d'autre part la famille." (1)

1. Engels, *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat*, Ed. sociales, Paris, 1975, p. 17

Saisissant dans l'histoire le développement réciproque des deux bases matérielles de la société humaine, le travail et la reproduction de l'espèce, Engels indique:

"Moins le travail est développé, moins est grande la masse de ses produits et, par conséquent, la richesse de la société, plus aussi l'influence prédominante des liens de sang semble dominer l'ordre social." (2)

Il est en effet tout à fait plausible que les hommes, dans les temps les plus reculés de l'histoire, aient dû découvrir empiriquement des choses aussi simples pour nous aujourd'hui que la façon de faire les enfants et les conséquences biologiques néfastes qu'entraîne le mariage entre proches parents.

Ce n'est donc que sur la base de cette expérimentation, réalisée dans les conditions du dénuement le plus total, que se sont progressivement développées des conceptions comme l'interdiction de l'inceste et de l'union entre parents.

Avant l'apparition des classes sociales et de l'Etat qui garantit la domination d'une classe sur une autre, on voit apparaître diverses structures familiales qui conduiront à l'établissement de règles limitant toujours davantage le mariage entre consanguins. Ainsi, comme l'indique Engels, *"la tendance qui pousse à interdire le mariage entre consanguins s'affirme constamment, mais par tâtonnement tout intuitif, sans claire conscience du but à atteindre"* (3).

Cette évolution se fait d'abord dans les formes du mariage par groupe qui implique la *"communauté réciproque des hommes et des femmes à l'intérieur d'un cercle familial déterminé, mais d'où étaient exclus les frères des femmes, d'abord les frères utérins, (nés d'une même femme — NDLR), plus tard également les frères plus éloignés, et inversement aussi les soeurs des hommes"* (4).

"Dans toutes les formes de la famille par groupe, on ne peut savoir avec certitude qui est le père d'un enfant, mais on sait à n'en point douter qui est sa mère. (...) Il est donc évident que, tant qu'existe le mariage par groupe, la descendance ne peut être prouvée que du côté maternel, et que seule la filiation féminine est donc reconnue." (5)

C'est ce qu'on a appelé le "droit maternel", étant compris ici que le mot "droit" n'a aucune connotation juridique puisque dans ces sociétés sans classes, l'Etat, et donc le système juridique, n'existait pas.

Mais, à mesure que se complexifiaient les règles visant à empêcher le mariage entre consanguins, les mariages par groupe deviennent de plus en plus difficiles et sont supplantés par la **famille appariée**, fondée sur le couple.

"Le développement de la famille dans l'histoire primitive consiste donc dans le rétrécissement incessant du cercle qui, à l'origine, comprenait la tribu toute entière, et au sein duquel règne la communauté conjugale entre les deux sexes. Par l'exclusion progressive des parents, d'abord les plus proches, puis des parents de plus en plus éloignés, et finalement même des parents par alliance, toute espèce de mariage par groupe devient pratiquement impossible, et il ne reste enfin que le seul couple, uni provisoirement par des liens encore fort lâches." (6)

Mais cette famille appariée diffère encore grandement de la famille monogamique patriarcale qui apparaîtra en même temps que la société de classes. Car, le mariage apparié ne remet pas en cause la filiation maternelle ni le caractère public de l'économie domestique.

Ces formes primitives de la famille, fondées sur la filiation maternelle, trouvent donc leur sens dans les deux conditions déterminantes que définissait plus haut Engels:

— D'une part, la reproduction de l'espèce et son expérimentation mène tout naturellement les hommes à établir la filiation maternelle et aussi, progressivement, à restreindre les mariages consanguins jusqu'à ce que la famille se fonde sur le couple.

— D'autre part, les conditions économiques du travail étant réduites à leur plus simple expression, la propriété privée n'existant pas, non plus que les classes et l'Etat, les rapports au sein de la famille sont des rapports d'égalité et non pas d'oppression. Le travail domestique n'y est pas exclu de la production sociale, ni dévalorisé.

On verra que ces derniers facteurs, se transformant, prendront progressivement le dessus pour transformer fondamentalement la famille avec l'apparition de la société de classes.

Avec la société de classes, apparaît la famille patriarcale

Les forces motrices qui vont alors transformer fondamentalement la famille, il faut les trouver dans la révolution économique qui amena une accumulation sans précédent de richesses. Il faut les voir aussi dans l'accaparement de ces richesses sous la forme de propriété privée d'une classe qui dominera l'ensemble de la société en s'appuyant sur une institution jusqu'alors inconnue, l'Etat.

C'est ainsi que les peuples qui découvrirent l'élevage, parent, grâce à la constitution de troupeaux, développer des moyens de production alimentaire qui jetèrent à l'arrière plan les anciens moyens de se procurer la nourriture. Mais une famille ne se reproduit pas aussi vite que du bétail, et la main-d'œuvre familiale pouvait ne plus suffire à surveiller des troupeaux de plus en plus importants et productifs. C'est alors que firent leur apparition les esclaves constitués de prisonniers capturés lors de guerres contre d'autres tribus.

"Une fois qu'elles furent passées dans la propriété privée des familles et qu'elles s'y furent rapidement accrues, de pareilles richesses portèrent un coup très rude à la société basée sur le mariage apparié et sur la gens (groupes de familles — NDLR) à droit maternel. Le mariage apparié avait introduit dans la famille un élément nouveau, à côté de la vraie mère, il avait placé le vrai père, le père attesté (...). D'après la division du travail en vigueur dans la famille à cette époque, il incombait à l'homme de procurer la nourriture et les instruments de travail nécessaires à cet effet; par suite, il était donc propriétaire de ses instruments de travail; il les emportait, en cas de séparation, tandis que les femmes gardaient les objets de ménage. Selon la coutume en vigueur dans cette société, l'homme était donc également propriétaire de la nouvelle source d'ali-

2. Engels, ouv. cité p. 18

3. Engels, ouv. cité p. 53

4. Engels, ouv. cité p. 48

5. Engels, ouv. cité p. 50

6. Engels, ouv. cité p. 55

mentation, le bétail, et plus tard du nouveau moyen de travail, les esclaves. Mais, selon la coutume de cette même société, ses enfants ne pouvaient hériter de lui." (7)

"Donc, au fur et à mesure que les richesses s'accroissaient, d'une part elles donnaient dans la famille une situation plus importante à l'homme qu'à la femme, et d'autre part, elles engendraient la tendance à utiliser cette situation affirmée pour renverser au profit des enfants l'ordre de succession traditionnel." (8)

C'est ainsi que la filiation masculine (de père en fils) et le droit d'héritage paternel supplantèrent la filiation féminine (de mère en fille). Comme le souligne Engels, "le renversement du droit maternel fut, la grande défaite historique du sexe féminin. Même à la maison, ce fut l'homme qui prit en main le gouvernement; la femme fut dégradée, asservie, elle devint l'esclave du plaisir de l'homme et simple instrument de reproduction" (9).

Ainsi naissait la famille fondée sur le patriarcat, c'est-à-dire sur la domination d'un sexe sur un autre afin d'assurer la transmission de l'héritage. Et cela est demeuré la règle jusqu'à nos jours.

Avec l'apparition des classes, on voit apparaître une société où le régime de la famille est complètement dominé par le régime de la propriété. On y voit aussi s'y instaurer une double morale. En principe, le mariage indissoluble est strictement monogamique. En pratique cependant, cette règle ne s'applique qu'aux femmes, alors que l'infidélité du mari, condamnée en paroles, est en réalité largement répandue, y compris dans sa forme ouverte, la prostitution.

Mais il y a plus encore, car, non seulement la famille patriarcale est-elle dominée par le régime de propriété, mais l'économie domestique, de publique qu'elle était, devient un service privé dont le maître est l'homme et la femme l'esclave.

"Dans l'ancienne économie domestique communiste, qui comprenait beaucoup de couples conjugaux avec leurs enfants, la direction du ménage, confiée aux femmes, était une industrie publique de nécessité sociale, au même titre que la fourniture des vivres par les hommes. Avec la famille patriarcale, et plus encore avec la famille individuelle monoga-

mique, il en alla tout autrement. La direction du ménage perdit son caractère public. Elle ne concerna plus la société; elle devint un service privé; la femme devint une première servante, elle fut écartée de la participation à la production sociale." (10)

En réalité, il aura fallu attendre le 20e siècle pour que cette situation commence à être ébranlée.

Avec la grande industrie, s'effritent les bases économiques de la famille patriarcale

La famille patriarcale convenait si bien aux propriétaires d'esclaves que c'est justement l'empire romain, une des plus grandes sociétés esclavagistes de l'histoire, qui nous légua le mot même de famille. Ainsi, à l'origine en latin, "familia" désigne l'ensemble des esclaves qui appartiennent à un même homme. L'église aidant, la famille patriarcale monogamique demeura intacte sous le régime du féodalisme.

Finalement, pour la bourgeoisie naissante, il était aussi nécessaire d'avoir une union familiale solide, indestructible, et placée sous l'autorité du père. Car, c'est cette famille qui

devait servir d'abord de lieu d'accumulation des richesses, issues dans un premier temps de l'activité commerciale et ensuite de l'exploitation des ouvriers dans les manufactures. Cependant, la grande industrie allait saper progressivement cet état de choses.

C'est toute la base économique de la famille patriarcale qui est sapée par la grande industrie. D'abord, l'économie domestique, en tant que système de production privé, va se rétrécir de façon considérable avec la production en série de produits de consommation courante. Nos grands-mères faisaient leur savon et lavaient sur une planche à laver; aujourd'hui, nous achetons le savon à l'épicerie et nous mettons le linge dans une machine à laver automatique. En même temps, avec le capitalisme, surtout avec la grande industrie, on a vu une participation grandissante des femmes au travail productif salarié. Pour la bourgeoisie, il s'agissait, et il s'agit toujours, de profiter de l'avilissement traditionnel de la condition féminine pour engager des femmes à des salaires inférieurs à ceux des hommes et à des postes qui sont vus comme l'extension du service des femmes à domicile. N'est-il pas normal

7. Engels, ouv. cité p. 63

8. Engels, ouv. cité p. 64

9. Engels, ouv. cité p. 65

10. Engels, ouv. cité pp. 81-82

L'entrée massive des femmes dans la production a profondément contribué à faire éclater les vieux rapports patriarcaux dans la famille.



que le patron, dont la femme lui sert le café le matin à la maison, exige de sa secrétaire la même chose pour la pause-café de l'après-midi...

Aussi, la bourgeoisie, qui a besoin d'une main-d'oeuvre éduquée pour accomplir des tâches dont le niveau technologique se développe sans cesse, va être amenée de plus en plus à faire de l'éducation des enfants un service public. On a donc assisté à une prise en charge systématique par l'Etat du réseau des écoles.

Enfin, la famille qui, pour la bourgeoisie naissante, était le lieu privilégié de conservation des biens a, avec le capitalisme monopoliste, laissé ce rôle aux banques et autres institutions financières qui jouent le rôle de porte-feuille collectif et de gérant-général des intérêts financiers de la bourgeoisie. Il reste malgré cela que la famille patriarcale demeure pour la bourgeoisie l'instrument privilégié de l'héritage permettant la transmission en ligne directe des biens acquis.

Le capitalisme agit donc de façon contradictoire sur la famille patriarcale. Il est en train d'en saper totalement les bases économiques, en même temps que son maintien demeure essentiel à la transmission de l'héritage et encore plus à la surexploitation des femmes.

Ce sont là les bases matérielles de la crise de la famille que nous connaissons actuellement.

La crise de la famille aujourd'hui

La famille actuelle porte en son sein la trace des multiples contradictions sociales. Elle se maintient comme une marmite dont on retient le couvercle, alors même que la nécessité économique la pousse vers l'écèlement.

D'abord, il faut dire qu'au Canada, depuis dix ans, le nombre de femmes sur le marché du travail est passé de 2.5 à 4.2 millions. Pour la majorité des familles, il n'est tout simplement plus possible aujourd'hui de se passer d'un deuxième salaire: dans 54% des familles, et le père et la mère travaillaient en 76. En janvier 1979 au Canada, 48.8% des travailleurs étaient des femmes. En même temps, l'écart entre la moyenne de salaire pour les femmes et pour les hommes n'a cessé de s'élargir.

Grâce aux luttes des femmes, le taux de divorces a aussi considérablement

augmenté, malgré les empêchements imposés par la loi. Aujourd'hui, un couple sur quatre divorce et, une famille sur dix est une famille monoparentale. En Ontario, la proportion des mères célibataires qui gardent leur enfant est passée de 30 à 88% de 1968 à 1977. En même temps, en Colombie-Britannique, le nombre d'avortements est passé à 33.6 pour chaque 100 naissances.

La vieille morale sexuelle a aussi été fortement ébranlée. On estime qu'en 1980, 55% des adolescents entre 15 et 19 ans ont des relations sexuelles. Mille adolescentes vont se retrouver enceintes, chaque semaine, au Canada.

Déjà vers 1950, selon le sexologue Alfred Kinsey, qui a enquêté sur un échantillonnage de 5,000 hommes et 6,000 femmes aux Etats-Unis, 37% des hommes interrogés avaient eu au moins une expérience homosexuelle atteignant l'orgasme, tandis qu'un autre 13% admet avoir eu des désirs homosexuels à un degré ou l'autre. Par contre, seulement 4% des hommes étaient exclusivement homosexuels leur vie durant. Chez les femmes, on obtient des proportions inférieures, mais quand même significatives.

Mais, cette crise de la famille n'a pas que des effets libérateurs; la famille est un milieu où la violence s'exerce dans des proportions insoupçonnées. Selon



La situation de Mme Marge Demers, mère célibataire de l'Ontario, chef d'une famille de 8 enfants et qui vit de l'assistance sociale avec moins de \$675 par mois, illustre bien la situation de milliers de femmes au Canada.

une enquête menée aux Etats-Unis en 1977, plus d'un couple sur six avait eu une querelle accompagnée de coups au cours de l'année sur laquelle portait l'enquête. Chaque année au Canada, une femme sur dix est battue par son mari. A l'échelle du pays, cela représente un demi-million de femmes battues. En France, à chaque année, 8,000 enfants sont tués par leurs



Réunion de l'ICAR, organisation canadienne pour le droit à l'avortement.

parents, tandis que plus de 18,000 sont grièvement blessés. Au Canada en 2 ans, le taux de délinquance juvénile a presque doublé et les gestes de rébellion des jeunes sont toujours plus violents.

D'après les données de la Régie de l'assurance-maladie du Québec, en 1972, la névrose d'angoisse venait au deuxième rang, après la grippe, pour les maladies diagnostiquées chez les femmes par les omnipraticiens. Selon une autre source, les symptômes névrotiques seraient trois fois plus nombreux chez les femmes mariées que chez les célibataires. En 1976 au Québec, deux fois plus de femmes que d'hommes ont dû recourir au service de psychothérapeutes.

Ce ne sont là que quelques chiffres en vrac, et très partiels, mais qui témoignent de l'ampleur des problèmes familiaux que connaît notre société, et dont sont victimes principalement les femmes. Malgré des tentatives de camouflage de la bourgeoisie, on doit donc bel et bien constater que la crise de l'impérialisme, c'est aussi la crise de la famille telle que modelée par des siècles de capitalisme et des millénaires de société de classes.

Alors que le capitalisme est en train de saper les bases économiques de la famille patriarcale, on voit bien dans quelles conditions cela se réalise pour les masses laborieuses, en particulier pour les femmes du prolétariat.

D'une part, le capitalisme laisse entrevoir, en particulier chez le prolétariat, la perspective de rapports familiaux nouveaux fondés sur l'amour et non plus sur le sentiment de propriété. C'est là en effet que ces sentiments ont la base objective la plus faible. Le capitalisme a enlevé à la famille prolétarienne presque tout rôle dans la transmission de l'héritage. On sait fort bien que ce que les ouvriers transmettent à leurs enfants, ce sont bien plus des dettes que des richesses! De plus, le capitalisme pousse la femme à conquérir son indépendance économique par sa participation au marché du travail, éliminant ainsi les bases de la suprématie masculine.

D'autre part, ces transformations se font dans la violence et la misère qu'ont à subir les masses populaires, en premier lieu les femmes. Car le capitalisme, si il est porteur de réformes importantes au niveau de la famille, n'en

maintient pas moins toute une série de barrières économiques et culturelles à la véritable émancipation des rapports entre hommes et femmes.

Pour en finir avec le joug de la propriété privée

On se demande parfois ce que le socialisme et le communisme apporteront de nouveau à la famille. On entend même dire souvent que les communistes sont partisans d'une morale puritaine qui ne laisserait plus aucune place aux individus et à l'amour entre les êtres. Eh bien, regardons-y de plus près, et on verra que rien n'est plus faux.

"Quelle répercussion aura le régime communiste sur la famille? Il transformera les rapports entre les sexes en rapports purement privés, ne concernant que les personnes qui y participent, et où la société n'a pas à intervenir. Cette transformation sera possible grâce à la suppression de la propriété privée et à l'éducation des enfants sur une base communale — ce qui détruira ainsi les deux bases du mariage actuel qui sont liées à la propriété privée, à savoir la dépendance de la femme, vis-à-vis de l'homme et celle des enfants vis-à-vis des parents." (11)

Définissant ainsi dans *Les principes du communisme*, l'avenir de la famille dans la société sans classes, communiste, Engels dévoile du même coup l'hypocrisie de la bourgeoisie qui se fait prétendument le champion de l'individu contre l'ogre communiste qui, paraît-il, mange les enfants, partage les femmes et abolit tout rapport privé! Mais qui donc arrache l'enfant des bras de la mère ouvrière, sinon le capitalisme qui fait de la maternité pour la femme une croix à porter: crèches inexistantes, garderies insuffisantes et congés de maternité qui n'existent souvent que sur le papier. Dans ces conditions, la plupart des femmes qui ont des enfants en bas âge, doivent arrêter de travailler, perdre le salaire dont elles ont besoin, et s'enfermer entre les quatre murs de la maison. Et cela, c'est pour ne rien dire des pays sous-développés et dominés par l'impérialisme, où mettre un enfant



Manifestation devant le parlement de Québec pour le droit aux garderies.

11. Engels, *Principes du communisme*, Ed. de Pékin, p. 22



au monde, c'est le condamner à la misère, quand ce n'est pas carrément à la mortalité précoce.

Faire des rapports entre les sexes, "des rapports purement privés" comme le dit Engels, c'est aussi mettre fin à des siècles d'histoire où, depuis la famille patriarcale, les rapports économiques ont pris le pas sur les rapports entre les individus au sein de la famille.

Mais, plus fondamental encore, c'est mettre fin à une situation où mariage et amour ont toujours été séparés. En effet, au début, chaque groupe d'individus était déjà marié avec un autre groupe dès la naissance. Avec la famille appariée, il était de règle déjà que les mères se concertent entre elles sur le mariage de leurs enfants. Avec la société capitaliste, l'héritage est venu réglementer l'union des individus et instaurer l'indissolubilité du mariage. Le capitalisme, en instaurant formellement l'égalité entre les individus n'a qu'entrouvert la porte d'une union librement consentie et fondée sur l'amour, mais

Ces femmes de la ville de Québec ont décidé de montrer à leur manière qu'elles en avaient assez de la propagande sexiste sur les femmes.

en la refermant aussitôt en maintenant le rôle déterminant des considérations économiques et la soumission de la femme au travail ménager. Pas étonnant après cela que l'amour véritable ait toujours été perçu comme un phénomène extérieur au mariage, qui se réalise le plus souvent dans l'adultère et à l'encontre des règles sociales.

Le socialisme se construira sur la base de ce que lui aura légué le capitalisme et, en abolissant les rapports de propriété privée, il pourra mettre l'humanité sur la voie à laquelle les hommes et les femmes aspirent depuis toujours: celle d'une union fondée sur l'amour véritable.

Ainsi en arrive-t-on, après des millénaires d'évolution, après les tâtonnements de la préhistoire et l'oppression des sociétés de classes, à dégager un nouveau rapport entre les

sexes, qui ne se fonde que sur l'amour réciproque.

Mais pour arriver à cette société communiste sans classes et sans Etat, il faut d'abord que les ouvriers s'emparent du pouvoir d'Etat. Par suite, il faut une lutte ardue et de longue haleine pour éliminer tous les vestiges de la société de classes. C'est là la tâche du socialisme et de la dictature du prolétariat qui "est une lutte acharnée, avec et sans effusion de sang, une lutte violente et pacifique, militaire et économique, pédagogique et administrative contre les forces et les traditions de l'ancienne société" (12). Ainsi doit-on considérer le socialisme comme une société de transition qui doit nous mener au communisme intégral.

12. Lénine, *La maladie infantile du communisme*, Tome 31, p. 39

Le socialisme, une lutte à finir contre la propriété privée

"L'égalité complète des femmes et des hommes sèra enfin reconnue autrement qu'en paroles et, avec la socialisation du travail domestique et la participation des femmes à la production sociale, elle sera finalement placée sur la voie de sa réalisation totale." (13)

Cet extrait du Programme d'EN LUTTE! indique un certain nombre de tâches qui devront être accomplies sous le socialisme, afin de libérer la femme et abolir les rapports de domination hérités de la famille patriarcale.

C'est ainsi que, par la réalisation de ces tâches, en deux ans, dans un des pays les plus arriérés de l'Europe, le pouvoir des soviets a fait bien plus pour l'émancipation des femmes que la société bourgeoise dans toute cette histoire: abolition des anciennes lois discriminatoires sur le divorce, et les "enfants naturels", droit de recours légaux contre le père pour qu'il subvienne aux besoins de l'enfant, suppression des lois contre l'avortement et l'homosexualité, etc. Mais, comme l'indique Lénine, ce n'est là que le premier pas, relativement simple et aisé... pourvu que la classe ouvrière soit au pouvoir!

"Le deuxième pas et le principal a été l'abolition de la propriété privée de la terre, des fabriques et des usines. C'est cela seul qui fraye la voie de l'émancipation complète et véritable de la femme, l'abolition de l'"esclavage domestique" grâce à la substitution de la grande économie collective à l'économie domestique individuelle. Cette transition est difficile" ... (14)

En abolissant la propriété privée des moyens de production, le socialisme s'attaque non seulement à la base économique de l'exploitation capitaliste, mais aussi à la base économique de la famille patriarcale. Mais cela en soi ne dissout pas l'ancienne structure familiale. Encore faut-il s'attaquer au caractère privé de l'économie domestique, qui a toujours constitué le facteur objectif de la dévalorisation de la femme. Car, cette économie domestique, socialement indispensable puisqu'elle court directement à la reproduction et à

l'entretien de la force de travail, a toujours été, aussi, socialement dévalorisée, du fait qu'elle échappe à la production publique. Et cela est d'autant vrai dans la société capitaliste, alors que la valeur de tout objet, ou service, se juge à son prix, à sa valeur monétaire.

Conséquemment, pour détruire la famille patriarcale, lieu spécifique d'oppression de la femme, il ne suffit pas que le socialisme proclame, dans les lois et dans les faits, l'égalité juridique entre les sexes. Encore faut-il qu'il **socialise le travail domestique et brise ainsi la dernière base économique de l'infériorité de la femme**. Aussi, non seulement le socialisme doit-il faire en sorte que chaque cuisinière, que chaque ménagère, puisse participer aux affaires de l'Etat et au travail productif, mais encore, l'objectif du socialisme, c'est que le travail ménager lui-même devienne une affaire publique, un travail productif et collectif.

Ainsi peut-on saisir, dans cette destruction des bases économiques de la famille patriarcale, la fin de toute opposition entre le travail des hommes et le travail des femmes, la fin de la division sexuelle du travail, sapant ainsi pour toujours les bases objectives de l'antagonisme entre les sexes qui est le compagnon historique de la société de classes.

L'abolition de la propriété privée est aussi une lutte idéologique

C'est toute la psychologie humaine qui se trouve imprégnée par le sentiment de propriété.

"C'est pourquoi, notait Marx, toutes les sensations physiques et morales ont cédé la place à la destruction pure et simple de ces sensations, au sentiment de la propriété." (15)

Il faut voir en effet que les vieilles idées de propriété, héritées de siècles de classes, constituent, sous le socialisme, un obstacle à la poursuite de la révolution et même un ferment objectif du retour en arrière. Voilà pourquoi l'abolition de la propriété privée ne pourra être menée à terme sans une lutte de longue haleine contre les vieilles idées. En ce qui concerne la question de la

famille, ce sentiment de propriété est un véritable corrosif qui marque du sceau de la domination, de l'égoïsme et de la jalousie, les rapports entre l'homme et la femme, entre les parents et les enfants.

Ainsi note Enver Hoxha, président du Parti du Travail d'Albanie:

"La conception bourgeoise du monde, fondée sur la propriété privée, comporte aussi l'idée de la conservation de la domination des parents sur les enfants, l'idée de les priver de leurs droits et libertés (...). De l'intérêt économique naît la "supériorité" de l'homme sur la femme, naît l'autorité patriarcale sur les enfants, naissent les mariages sans amour, mais arrangés, autorisés par les parents et qui ne peuvent avoir lieu sans leur consentement. On en arrive ainsi à mettre les sentiments au service de la propriété privée, au lieu de leur permettre de faire disparaître l'idée de la propriété (...)" (16)

Généralisant son approche des problèmes familiaux, Hoxha nous livre cette réflexion:

"Il arrive parfois qu'il n'y ait pas d'harmonie en famille. Je ne me mettra pas à analyser tous les motifs, mais si je ne me trompe pas, les vrais motifs nous les trouvons dans l'intérêt de propriété." (17)

Voilà ce qui s'appelle remettre la psychologie sur ses pieds en décelant, derrière les conflits interpersonnels, l'action corrosive de centaines et de milliers d'années de société de classes. En fait, cette lutte pour la création d'un homme nouveau débarrassé des vestiges de l'ancienne société, est un travail de longue haleine.

Les marxistes ont toujours vu dans les rapports entre l'homme et la femme, le reflet, pour ainsi dire, du développement de la société humaine. Une nation qui en opprime une autre ne saurait être libre. Sans doute pourrait-on, sur le même ton, affirmer qu'un sexe qui en opprime un autre ne saurait

13. UNITÉ PROLÉTARIENNE, no 17-18, article 6 du Programme, p. 126

14. Lénine, *La journée internationale des travailleuses*, Tome 32, p. 169

15. K. Marx, cité par Enver Hoxha, *De certains aspects du problème de la femme albanaise*, Discours 1967-68, p. 189

16. Enver Hoxha, ouv. cité p. 198

17. Enver Hoxha, ouv. cité p. 199

être libre. On comprendra, dans ce contexte, toute l'importance que doit accorder le socialisme à la transformation complète des rapports familiaux et à la pleine et entière participation de la femme à tous les domaines de la vie sociale.

Et l'amour libre...

On dit que le communisme va transformer les rapports entre les sexes en rapports purement privés. Cela signifie-t-il que le mariage, en tant qu'institution juridique, doit disparaître pour faire place à ce que certains désignent déjà, sous le capitalisme, du terme d'"amour libre"? Par disparition du mariage, nous entendons ici l'absence de réglementations par l'Etat, sous une forme ou sous une autre, de la responsabilité des membres du couple, en particulier de l'homme envers la femme et les enfants.

Cette question, elle s'est posée au mouvement communiste dès le début du siècle. En fait, si on veut poser la question en rapport avec la future société sans classes, communiste, qui ne pourra apparaître que lorsque toute trace de propriété privée des moyens de production aura disparu de la surface du globe, on pourra sans peine convenir qu'en effet toute réglementation par l'Etat de l'union entre les membres du couple aura disparu, puisqu'il n'y aura plus d'Etat pour la sanctionner!

En réalité, si la question a un sens, c'est qu'elle concerne la transition entre la société de classes et la société communiste, c'est-à-dire toute la période du socialisme qui se caractérise par la poursuite de la lutte de classes dans les conditions de la dictature du prolétariat.

En fait, ce mot d'ordre d'amour libre, il est déjà, sous le capitalisme le résultat du désir légitime de vouloir faire sauter les barrières économiques et sociales qui s'opposent à l'union libre entre hommes et femmes. Il est aussi le résultat du rejet de la vieille morale sexuelle imposée par des années d'obscurantisme religieux. Mais, si on veut désigner par là, la voie de l'émancipation individuelle des femmes, on risque alors de faire fausse route.

C'est ainsi qu'une révolutionnaire soviétique, Alexandra Kollontaï, situait l'opposition des communistes à ce mot d'ordre:



Alexandra Kollontaï (1872-1952), bolchévique de longue date qui fut membre du premier gouvernement soviétique dirigé par Lénine. Elle était convaincue que seule la révolution socialiste pouvait apporter à la femme les conditions nécessaires à sa libération.

"Peut-on, dans ce monde individualiste, écarter sans qu'en pâtissent les intérêts de la femme toute réglementation du mariage, comme seule garantie qu'elle a que tout le poids de la maternité ne retombera pas sur elle seule?(...) Dans la société de classes actuelle, tout faire pour réaliser l'"amour libre" au lieu d'essayer de libérer la femme de l'ancien tout familial, n'est-ce pas ajouter un nouveau poids sur ses épaules: le souci des enfants?"⁽¹⁸⁾

En fait, rajoute Kollontaï,

"la question du mariage perdrait son acuité pour la majorité des femmes si, et seulement si, la société les déchargeait des soucis mesquins du ménage, inévitables aujourd'hui dans ce système d'économie domestique individuelle et dispersée, si elle assumait le soin de la jeune génération, si elle était en mesure de protéger la maternité et de donner une mère à chaque enfant, au moins dans le premier mois de la vie."⁽¹⁹⁾

"L'union libre", l'amour libre! Pour que ces formules puissent voir le jour, il faut avant tout procéder à une réforme radicale de tous les rapports sociaux entre les hommes; bien plus, il faut que les normes de la morale sexuelle, et avec elles toute la psychologie humaine, subissent une évolution profonde, fondamentale."⁽²⁰⁾

La révolution prolétarienne, en attaquant de front le système de propriété, est le coup d'envoi de cette réforme radicale de tous les rapports sociaux. Mais elle n'en est précisément que le coup d'envoi, absolument nécessaire. Et la création de l'homme nouveau, communiste, ne se réalise pas du jour au lendemain. Aussi, la transformation des rapports familiaux doit se poursuivre comme une lutte acharnée contre les vieilles idées de propriété. Voilà pourquoi, la réglementation par l'Etat demeure, sous le socialisme, un moyen pour garantir les droits de la femme et des enfants et, pour s'opposer aux anciennes pratiques d'oppression.

Cela devrait aussi nous amener à relativiser certaines critiques faites, en dehors de toutes considérations historiques, aux rapports entre hommes et femmes dans les pays socialistes. Trop souvent, on entend critiquer la morale sexuelle encore très rigide en Albanie ou les incitations au mariage tardif en Chine avant le retour au capitalisme, et cela du seul point de vue de ce qui se passe au Canada ou en Europe. Il faut avoir oublié complètement l'histoire, pour s'étonner que dans des pays où il n'y a pas si longtemps la femme était reléguée au rang de bête de somme, on proscrive encore les relations sexuelles avant le mariage. La morale d'un pays engagé dans la transformation de toutes les facettes de sa vie sociale ne peut pas se juger en fonction des réalités d'ici, mais seulement en la situant dans son évolution historique. Si en Albanie par exemple on est arrivé à faire de la femme albanaise une femme indépendante qui participe pleinement à la vie sociale, et cela en à peine 25 ans, faisons donc confiance aux Albanais pour ce qui est des transformations que subira nécessairement leur morale sexuelle.

Il en va tout autrement cependant des reculs qu'on peut déjà percevoir dans les pays autrefois socialistes. C'est une chose que de ne pas pouvoir tout transformer en même temps et de ne pas avancer aussi vite qu'on le voudrait, mais c'en est une autre que de reculer sur toute la ligne.

18. A. Kollontaï, *Les bases sociales de la question féminine-1909*, extraits publiés dans *Marxisme et révolution sexuelle*, François Maspero, 1973, p. 83

19. A. Kollontaï, *ouv. cité* p. 85

20. A. Kollontaï, *ouv. cité* pp. 86-87

Le recul révisionniste

Après cet examen, même sommaire, des positions communistes sur la question de la famille, une chose doit être claire: il n'y a pas, parmi tous les programmes politiques qui s'expriment dans notre société, de point de vue qui propose une transformation aussi radicale de tous les rapports sociaux, y compris les rapports familiaux, que le point de vue marxiste-léniniste.

Pourtant, la défense de ce point de vue sur la famille, n'a pas été, c'est le moins qu'on puisse dire, aussi ferme qu'on aurait pu s'y attendre dans les dernières décennies. C'est là, l'effet direct du recul imposé au mouvement communiste international par la trahison révisionniste. Si on songe par exemple, que, récemment en URSS, un sondage d'opinion révélait que la majorité des hommes considérait que le rôle de la femme, c'était de rester à la maison pour s'occuper du ménage et des enfants, on peut avoir une idée de ce qu'a signifié le retour au pouvoir de la bourgeoisie en Union soviétique.

La propagande traditionnelle sur la famille patriarcale et le rôle de la femme règne de nouveau en maître dans les pays révisionnistes, alors que la bourgeoisie a réintroduit sur des points essentiels l'ancien droit de la famille. Tandis que les revues de mode projettent l'image de la femme-poupée, et que les vedettes de cinéma tiennent lieu de modèle "d'émancipation", la transformation radicale des rapports familiaux a cédé le pas aux valeurs de pro-

priété. Pas étonnant dans un tel contexte que des maux sociaux comme l'alcoolisme ne cessent de prendre de l'ampleur, et que les divorces, constat d'échec des rapports de couple, aillent en augmentant. Il n'y a pas là, certes, de quoi inspirer ceux et celles qui, dans les pays occidentaux, cherchent une voie pour sortir de la crise de la famille, compagnon de route inévitable de la crise générale du système capitaliste.

Mais, si on situe dans son contexte historique cette trahison totale qui a cours dans les pays révisionnistes, concernant les tâches socialistes envers la famille, on s'aperçoit que des problèmes sérieux s'étaient posés au mouvement communiste international bien avant l'arrivée au pouvoir de Khrouchtchev en URSS. Sans prétendre faire le bilan, même sommaire, de l'action communiste des 50 dernières années, on doit constater, à tout le moins, un rétrécissement considérable des tâches révolutionnaires et du débat politique sur la question de la famille. Or, en parallèle, on assiste à des prises de position politiques et législatives qui sont en opposition avec les positions antérieures du mouvement communiste international. Un exemple suffira à illustrer cela et c'est celui de l'attitude du mouvement communiste par rapport à l'homosexualité.

"En Allemagne, le slogan "Débarrassons-nous des homosexuels et le fascisme disparaîtra" circule déjà" (21). Cette phrase de Maxime Gorki (célèbre écrivain soviétique) que les nazis se sont chargés à leur manière de mettre



Manifestation pour les droits des homosexuels à Montréal en mai dernier.

en pratique, révèle l'ampleur tragique de l'erreur d'évaluation du mouvement communiste. D'autant plus que cette évaluation devait aboutir en Union soviétique, à la réhabilitation des lois rétrogrades que la Révolution bolchévique avait balayées. Poursuivant son raisonnement, Gorki ajoute:

"Dans les pays fascistes, l'homosexualité, qui ruine la jeunesse, fleurit sans contrainte; dans les pays où le prolétariat a audacieusement pris le pouvoir, l'homosexualité est considérée comme un crime social et est sévèrement punie." (22)

En mars 34, une nouvelle loi est proclamée en URSS qui prescrit des peines de prison pouvant aller jusqu'à 5 ans pour simple relation homosexuelle entre personnes consentantes. Pourtant, quelque 4 ans plus tôt, l'édition de 1930 de la Grande encyclopédie soviétique écrivait encore:

"Il est déjà évident que la façon dont les Soviétiques évaluent les caractéristiques de l'homosexualité diffèrent grandement de l'évaluation occidentale. Tout en comprenant le fait que le développement de l'homosexualité est incorrect, la société ne peut pas en accuser, et n'accuse donc pas, ceux qui en sont porteurs. Cette attitude permet de démolir en bonne partie le mur qui se dresse entre l'homosexuel et la société, mur qui

Défilé de Pierre Cardin dans la nouvelle Chine révisionniste. C'est ça aussi le retour au capitalisme!



21. Maxim Gorki, *Proletarian Humanism*, cité dans *The Early Homosexual Rights Movement (1864-1935)*, Times Change Press, New York, 1974, p. 69

22. Idem

pousse d'ailleurs l'homosexuel à se replier encore plus sur lui-même." (23)

Quand on considère qu'en plus, 11 ans avant la nouvelle loi soviétique, l'Institut d'hygiène mentale de Moscou considérait comme "affaires privées" toute forme de relations sexuelles qui ne portent pas atteinte aux droits d'une autre personne, on doit mesurer jusqu'à quel point la loi de 1934 constitue un tournant par rapport au point de vue antérieur. Et on pourrait dire la même chose à propos de la suppression en 1936 de l'avortement en URSS.

Ce qui ressort aussi, c'est que ces revirements ne s'accompagnent pas de travaux scientifiques, anthropologiques et autres, qui comme l'a montré Engels, sont seuls susceptibles de situer les idées des hommes, y compris leur morale sexuelle, par rapport à leur enjeu véritable, la lutte contre la propriété privée et pour la société sans classes. A cet égard, Engels nous mettant en garde contre l'action pernicieuse des préjugés hérités des millénaires des sociétés de classes, pose de façon matérialiste le fondement scientifique de l'attitude du mouvement communiste par rapport à la morale sexuelle:

"Donc, ce que nous pouvons conjecturer aujourd'hui de la manière dont s'ordonneront les rapports sexuels après l'éminent coup de balais à la production capitaliste est surtout de caractère négatif et se borne principalement à ce qui disparaîtra. (...) Quand ces gens-là (nés dans la société nouvelle — NDLR) existent, du diable s'ils se soucieront de ce qu'on pense aujourd'hui qu'ils devraient faire; ils se forgeront à eux-mêmes leur propre pratique et créeront l'opinion publique adéquate selon laquelle ils jugeront le comportement de chacun — un point c'est tout." (24)

Une question à sortir des livres

La question de la transformation radicale des rapports familiaux, de la destruction de la famille patriarcale, et de la formation d'un homme nouveau, débarrassé des anciennes idées de domination et de propriété, cette ques-



"L'abolition de la famille! Même les plus radicaux s'indignent de cet infâme dessein des communistes.

"Sur quelle base repose la famille bourgeoise d'à présent? Sur le capital, le profit individuel. La famille, dans sa plénitude n'existe que pour la bourgeoisie; mais elle a pour corollaire la suppression de toute famille pour le prolétaire et la prostitution publique. (...)

"Nous reprochez-vous de vouloir abolir l'exploitation des enfants par leurs parents? Ce crime-là nous l'avouons." (K. Marx, F. Engels, Manifeste du parti communiste)

tion, elle est beaucoup trop importante pour qu'on la laisse au fond des bibliothèques, comme s'il ne s'agissait pas d'une **question fondamentale du communisme**.

Le programme marxiste-léniniste trace une voie claire, matérialiste et absolument radicale pour en finir avec la société de classes et le régime de propriété qui, depuis sa naissance, a dominé la famille et les rapports entre les sexes. Un sexe qui en opprime un autre ne saurait être libre, et l'émancipation de l'humanité est impossible sans l'émancipation totale et complète de la femme. A cet égard, le régime de famille qui a fait de la femme "l'esclave domestique" de l'homme, doit être détruit de fond en comble par la révolution socialiste et par la lutte tenace, longue et consciente qui s'amorce avec le socialisme, pour liquider l'ancien monde.

Le mouvement communiste international a accumulé sur cette question une expérience considérable qu'il ne faut pas hésiter à faire connaître largement. En même temps, on ne doit pas hésiter à soulever franchement, et avec un point de vue matérialiste, les problèmes posés par l'histoire du mouvement communiste, problèmes dont on ne peut nier qu'ils ne peuvent être coupés du triomphe ultérieur du révisionnisme dans la majorité des pays autrefois socialistes.

La question de la famille est une question complexe qui ne laisse personne indifférent. Cela, la bourgeoisie ne l'ignore pas, et ce n'est pas pour rien que les journaux, la télévision, les romans, le cinéma, etc. en ont fait leur thème préféré pour y faire miroiter la même et unique perspective: le statu quo agrémenté de toutes les nuances de la double morale bourgeoise. Il doit finir le temps où les

marxistes-léninistes laissent ce terrain à la bourgeoisie, comme s'ils n'avaient rien à dire... Que cet article puisse contribuer à mettre fin à cette situation, et il aura atteint son objectif.

23. Lauritsen and Thorstad, *The early Homosexual Rights Movement (1864-1935)*, Times Change Press, 1974, p. 65

24. Engels, ouv. cité p. 90

Bibliographie

Voici quelques éléments bibliographiques qui pourront aider le lecteur désireux d'approfondir la question de la famille. Il va sans dire que nous encourageons fortement nos lecteurs à écrire à la revue **UNITÉ PROLÉTARIENNE** et au journal **EN LUTTE!** pour livrer leur point de vue sur l'une ou l'autre des questions abordées dans cet article.

1. Engels, **L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat**, Ed. sociales, Paris 1975, en particulier Chapitre 2 — La famille
2. Lénine, **La grande initiative**, Oeuvres complètes, Tome 29, Ed. sociales
3. Lénine, **Les tâches du mouvement ouvrier féminin dans la République des Soviets**, Oeuvres complètes, Tome 30, Ed. sociales
4. Enver Hoxha, **De certains aspects du problème de la famille albanaise**, Discours 1967-68, Discours prononcé au Deuxième plénum du Comité central du Parti du travail d'Albanie en juin 1967
5. Lauritsen and Thorstad, **The Early Homosexual Rights Movement (1864-1935)**, Times Change Press, New York, 1974

Contre les coupures, organisons la riposte!

La stratégie économique du gouvernement de l'Ontario et le mouvement de riposte contre les coupures

L'article qui suit reproduit certains extraits d'un pamphlet publié récemment par EN LUTTE! en Ontario. Les extraits que nous avons choisis témoignent de la stratégie économique du gouvernement ontarien de coupures à tous les niveaux dans les services sociaux. Nous voulons donc, par ce témoignage, illustrer certaines manifestations de la crise économique dans cette province et ses répercussions sur les masses laborieuses. La situation qui y est décrite n'est d'ailleurs pas le seul fait des travailleurs ontariens, mais de plus en plus celle des travailleurs de l'ensemble du pays. En conclusion, on retrouvera une critique de la stratégie du NPD dans cette province, stratégie qui constitue un des freins majeurs au développement du mouvement de lutte contre les coupures.

Davis montre aux premiers ministres comment "économiser"

Lors de la Conférence des premiers ministres en février 1978, ces derniers s'engagent de façon coordonnée dans l'offensive nationale contre les services sociaux. A l'échelle du pays, tous les gouvernements provinciaux, y **inclus le NPD**, se rangent derrière Bill Davis, premier ministre de l'Ontario, et son plan de développement économique pour sortir les capitalistes canadiens de leur crise.

Le plan de Davis va droit au but. Il faut:

- restreindre le développement et les dépenses du secteur public afin de libérer des ressources pour le secteur privé;
- développer une stratégie positive face aux compagnies afin de stimuler les investissements et la production industriels au Canada.

Parlant au nom du cœur de l'industrie canadienne, Davis souligne que l'Ontario s'intéresse à la stratégie industrielle du pays. Du même coup, il encourage les premiers ministres à fixer comme première priorité gouvernementale l'aide au secteur manufacturier. Il faut, nous dit Davis, que l'industrie ca-

nadienne innove au niveau technologique; il faut qu'elle accorde plus d'attention au marché intérieur, à la recherche et au développement industriels; il faut qu'elle se renforce là où le Canada bénéficie d'un avantage compétitif.

Le 29 novembre 1978, lors de la conférence des premiers ministres, dans une déclaration très révélatrice sur les relations Canada/Etats-Unis, Davis annonce que l'Ontario est favorable à la baisse des tarifs Etats-Unis/Canada et au renforcement des rapports en matière d'énergie et de ressources naturelles. Cependant, il pose une condition: les capitalistes monopolistes canadiens devront avoir accès au marché américain et devront recevoir leur juste part des investissements industriels américains à l'étranger. Après tout, les conservateurs ne sont pas des "nationalistes étroits"!

Le cœur de l'industrie défaille

Le rapport sur le budget de l'Ontario en 1979 note explicitement que pour la première fois dans les années 70, le taux de croissance du revenu provincial en 1977-78 a excédé la moyenne nationale "dû à des ententes salariales plus basses et à la dépréciation du dollar"⁽¹⁾.



William Davis, premier ministre de l'Ontario, à l'avant-garde des coupures dans les budgets sociaux.

Cependant, le rapport s'inquiète du fait que les investissements américains dans plusieurs industries de technologie avancée au Canada ont périclité pendant les années 70. Cette baisse est particulièrement évidente dans le domaine de l'électricité, de la machinerie, des produits servant au transport. Nos économistes bourgeois se font du mauvais sang à cause du déficit de \$11.8 milliards accusé par le secteur manufacturier du pays en 1978. Ils s'inquiètent aussi du fait que la proportion des dépenses gouvernementales de l'Ontario pour payer des dettes soit passée de 4.4% en 1970 à presque 10% en 1979.

Selon un supplément spécial du **Financial Post** en novembre 1978, l'Ontario est "le cœur industriel du pays qui défaille". Le **Financial Post** critique le fait que l'Ontario est présentement la province qui se développe le plus lentement au pays.

1. *Ontario's Economy: Prospects and Policies, Ontario 1979 Budget Papers*

Ces "mauvais augures" expliquent le trait caractéristique du budget ontarien de 1979: le Employment Development Fund (EDF — Fonds de développement de l'emploi) de \$200 millions qui a été appuyé par tous les partis, y inclus le NPD. Ce fonds vise à venir en aide aux industries qui renforceront la position compétitive de l'Ontario sur le marché mondial. Ainsi, l'industrie des pâtes et papier de l'Ontario a reçu à elle seule une subvention qui se chiffrait à \$100 millions en décembre 1979⁽²⁾.

Le budget de 1979 prévoit maintenir le taux d'augmentation des dépenses à 7.4% et fixe le taux d'augmentation du revenu à 9.6%. Aux dires du Trésorier de l'Ontario, "ce n'est qu'en stimulant le secteur privé que nous réussirons à créer des emplois durables et un revenu plus élevé pour nos citoyens"⁽³⁾.

Le budget de 1979 est bourré de cadeaux pour les compagnies. En effet, les impôts sur les héritages ont été abolis et les impôts sur l'exploitation minière réduits une fois de plus. En plus, le gouvernement ontarien a instauré le Small Business Development Corporate Rebate (rabais pour le développement des petites entreprises) pour récompenser tous ceux qui investissent dans de petites entreprises en leur donnant un crédit de 30% pour fin d'impôt.

Quant au peuple, il doit assumer une autre augmentation de 5.3% du régime d'assurance-maladie. Une famille moyenne doit donc déboursier \$480. par année pour l'assurance-maladie. Evidemment, les prix de l'essence, du carburant diesel et de l'alcool ont aussi augmenté.

Un rapide coup d'oeil sur les dépenses gouvernementales entre 1977 et 1979 indique clairement un changement de priorités. Les budgets dans le domaine de l'éducation, de la santé et des services sociaux n'ont augmenté que de 9% alors que pendant cette même période le taux d'inflation a doublé. De l'autre côté, les ministères de l'Industrie et du Tourisme ont bénéficié d'une augmentation de 48%, alors que celui du Trésor et de l'Economie raflait un 25% d'augmentation budgétaire⁽⁴⁾. Autre fait significatif, le budget des forces policières en Ontario a augmenté de 198% de 1970 à 1977⁽⁵⁾. Ce sont ces mêmes policiers qui abattent des Noirs et des immigrants à bout portant à Toronto, qui brutalisent les grévistes de Fleck, Boise Cascade et Radio Shack.

Jetons maintenant un coup d'oeil sur

l'effet qu'ont eu les politiques "néo-conservatrices" du gouvernement sur des services sociaux spécifiques.

Des soins médicaux... pour ceux qui peuvent se les payer

Le gouvernement Davis reconnaît qu'il lui serait très difficile de couper encore plus le régime d'assurance-maladie.

Le ratio lits d'hôpitaux/population est descendu de 4.1/1,000 à 3.5/1,000. Seule Terre-Neuve a un ratio encore plus bas. Les malades chroniques doivent déboursier \$10.50 par jour pour leurs soins. Dans cette province, 20% des médecins chargent 42% de plus que le taux prévu par le régime d'assurance-maladie et le gouvernement fait semblant de ne rien voir. La nouvelle philosophie du gouvernement? "Faisons payer les usagers!" En juin 1979, le gouvernement prévoyait couper un autre 4,500 lits d'hôpitaux, ce qui équivaut à 18 gros hôpitaux de la province. Quant aux travailleurs d'hôpitaux qui, soit dit en passant, n'ont toujours pas le droit de grève, leurs augmentations salariales n'ont pas dépassé le 4% depuis un an.

Dans le nord de l'Ontario, les conditions sont pires. En effet, au nord du 50e parallèle, il n'y a que six hôpitaux pour un total de 282 lits. A Thunder Bay, il n'est pas rare que 11 patients passent la nuit dans l'urgence en attendant qu'un lit se libère dans l'hôpital. A Elliot Lake, il n'y a pas de pédiatre, pas de radiologiste et pas de psychiatre. A l'hôpital Blind River, le personnel infirmier à temps plein a été coupé de moitié⁽⁶⁾.

Le Conseil économique de l'Ontario vient d'en arriver à la conclusion que les dépenses dans le domaine de la santé sont enfin sous contrôle⁽⁷⁾. Il s'empresse cependant de spécifier: "Ce qu'il nous faut c'est une restructuration à long terme des services de santé". Par là il entend entraîner une main-d'oeuvre para-médicale, développer des centres de santé communautaire et trouver des alternatives autre que l'hospitalisation. Soit dit en passant, le NPD trouve ces propositions tout à fait appropriées.

Dans son rapport du 17 octobre 1978, Robert Elgie, président du Select Committee on Health Care Financing and Costs (Comité sur le financement et les coûts des soins médicaux), remarquait

qu'il "semble que nous avons franchi un tournant dans les trois ou quatre dernières années". Cependant, Elgie souligne aussi qu'il ne faut pas perdre de vue qu'il est fort probable que le taux décroissant de natalité et l'augmentation du nombre de personnes âgées poseront d'autres types de problèmes au programme d'assurance-maladie.

Le Comité soutient qu'il faut maintenir le système de primes, un système régressif si jamais il y en eut un, parce qu'il "décourage l'usager d'abuser du système". Il ajoute que le présent système de subvention pour les gens à faible revenu soit remplacé par des exemptions d'impôt (or, un système de ce type pénalisera les pauvres qui auront de moins en moins recours au régime d'assurance-maladie parce qu'ils ne pourront pas payer les soins en argent comptant). Naturellement, le gouvernement est tout à fait d'accord avec cette politique "d'épargne" et entend l'opérationnaliser dans un avenir rapproché.

2. Hansard, 20 décembre 1979, p. 5793

3. Ontario 1979 Budget Papers

4. Ontario Government Expenditures Estimates 1979

5. Ontario Justice Statistics 1978

6. Steelabour, novembre 1979, p. 4

7. Issues and Alternative Updates 1979, Ontario Economic Council

Manifestation des fonctionnaires provinciaux à Toronto au printemps 79.



Le Comité recommande aussi des programmes innovateurs comme de la chirurgie d'un jour et des soins pour les patients à domicile car les programmes communautaires sont beaucoup moins dispendieux que les soins en institution.

Ayant donné un coup de Jarnac au régime d'assurance-maladie, le gouvernement tourne maintenant son attention vers une autre cible: l'éducation. Invoquant la baisse des taux d'inscription, le gouvernement de l'Ontario se prépare à saigner les écoles et les universités de la province des millions de dollars dont ont besoin les capitalistes en crise.

La prochaine cible du gouvernement: l'éducation

Le gouvernement maintient que la crise ne s'est pas encore fait sentir dans le domaine de l'éducation. Récemment, un haut fonctionnaire du ministère de l'Éducation déclarait que c'est *"au début des années 80 que nous en connaîtrons véritablement l'impact"*. Et ce malgré le fait que le budget de l'Ontario dans le domaine de l'éducation est passé de 31.4% en 1970 à 26.1% en 1979.

Avec des milliers d'enseignants déjà sans emploi, des douzaines d'écoles fermées, des listes sans fin d'enfants immigrés qui attendent des cours d'anglais langue seconde et des taxes foncières qui ne cessent de grimper pour contrebalancer la baisse des subventions gouvernementales, on peut s'attendre à ce que "la crise à venir" soit plus que sévère.

Un facteur clé de la stratégie gouvernementale, c'est la décentralisation de la responsabilité pour les écoles primaires et secondaires. Comme l'indique le Conseil économique de l'Ontario, *"le gouvernement peut couper ses dépenses en transférant une plus grande part de responsabilités aux municipalités"*⁽⁸⁾. Dans le passé, le gouvernement subventionnait les commissions scolaires à 60%. Aujourd'hui, les subventions ont baissé à 50%. Cette politique défavorise clairement les milieux plus pauvres du nord et de l'ouest de l'Ontario où les commissions scolaires sont incapables d'augmenter beaucoup plus les taxes municipales. Les enfants amérindiens qui habitent au nord du 50e parallèle

doivent endurer les pires conditions qui soient.

Sous les pressions du gouvernement provincial, l'administration des écoles secondaires essaie d'éliminer les clauses de permanence afin de pouvoir mettre des enseignants à pied à volonté. Le printemps dernier, pas moins d'une douzaine de manifestations de parents, d'enseignants et d'étudiants ont eu lieu à Toronto pour protester contre cette tactique.

Le gouvernement justifie ses actions en citant la baisse des taux d'inscription. Evidemment, personne ne peut nier que les inscriptions sont à la baisse mais, comme le soulignait la Fédération des enseignants de Toronto, il s'agit là de l'occasion rêvée pour enfin diminuer le nombre d'élèves par classe. En effet, selon le ministère de l'Éducation lui-même, 50% des classes du niveau secondaire en Ontario sont trop nombreuses, sans mentionner le fait que la demande grandit de jour en jour pour des cours d'anglais langue seconde et des programmes spéciaux et que la population attend toujours après un réseau universel de garderies payé par le gouvernement.

Mais, dans un avenir rapproché, c'est l'éducation post-secondaire qui connaîtra les coupures les plus draconiennes. Le 5e Rapport annuel (1979) du Conseil des affaires universitaires de l'Ontario (CAUO) décrit la stratégie que le gouvernement adoptera fort probablement.

Selon le Conseil, les augmentations de revenus traînent la patte derrière l'augmentation combinée de l'inflation et des inscriptions depuis 1971. Pour arriver à rencontrer leurs dépenses avec l'augmentation de 5.8% du budget de 1979, le Conseil recommande aux universités de réduire les salaires et/ou de mettre à pied des enseignants et des employés de soutien. Dans une remarque acide, le Conseil constate que chaque augmentation de 1% des frais de scolarité équivaut à 33 postes d'enseignants et il prend aussi la peine de souligner que les frais de scolarité n'ont augmenté que de \$200. depuis 1970.

Le Conseil économique de l'Ontario pousse cette logique encore plus loin et recommande que tous les collèges et universités aient le droit de fixer leur propre frais de scolarité. C'est d'ailleurs cette proposition qui a été opérationnalisée en janvier 1980, lorsque le ministre de l'Éducation a annoncé une augmentation des frais de scolarité de 17.5%, dont 10% est laissé à la discrétion

de chaque université. Les frais de scolarité en Ontario sont présentement parmi les plus élevés du pays. Les nouvelles augmentations entraîneront fort probablement une baisse des inscriptions au niveau universitaire, particulièrement chez les étudiants à faible revenu. Une fois de plus, on se moque du principe de l'accès égal à l'éducation post-secondaire.

Afin de "rationaliser" encore plus le système universitaire, le CAUO recommande même la fusion de certaines universités (comme Carleton et Ottawa), la fermeture de collèges périphériques comme Glendon et Erindale à Toronto qui sont rattachés respectivement aux universités York et de Toronto et la spécialisation des universités dans les programmes déjà existants. Le CAUO recommande aussi qu'un embargo soit décrété sur les subventions pour tous nouveaux programmes universitaires en maîtrise ou doctorat.

Prévoyant des propositions de ce genre, le gouvernement leur a ouvert la voie au printemps 1978. A cette époque, il a augmenté les subventions universitaires d'un maigre 5.8% et les étudiants n'ont eu droit qu'à 2% d'augmentation. C'est à ce même moment que le programme de subvention aux étudiants a coupé les frais de logement accordés aux étudiants de 30% ainsi que toute subvention pour les étudiants en maîtrise. En plus, les parents ont dû payer \$500. de plus en frais de scolarité qu'en 1977; l'aide aux étudiants à temps partiel a été coupée et les enseignants et employés de soutien n'ont reçu que 4% d'augmentation salariale. Cette politique a entraîné des mises à pied massives des moniteurs, chargés de cours et des employés de bureau, le gel de l'embauche au niveau des départements et des employés de soutien et une utilisation plus grande d'employés à temps partiel.

La stratégie ne pourrait être plus claire. Le gouvernement entend rationaliser le système d'éducation post-secondaire en coupant les salaires, en opérant des mises à pied, en augmentant les frais de scolarité et en fusionnant des universités. Bientôt l'éducation post-secondaire sera exclusivement réservée aux riches.

8. Ibid.

Abonnez-vous aujourd'hui!

UNITÉ PROLÉTARIENNE analyse en profondeur les aspects les plus importants de la vie politique et économique du Canada et du monde. En vous abonn-
nant à UNITÉ PROLÉTARIENNE, vous vous assurez de recevoir à tous les 3 mois une revue qui veut faire entendre un autre son de cloche; celui du prolétariat.



**Abonnez
un ami,
un parent...**

☐ Abonnement régulier: \$5.00
pour 1 an (4 nos)

☐ Paiement sur réception du
premier numéro

☐ Abonnement 1ère classe: \$6.00
pour 1 an (4 nos)

☐ Paiement inclus (mettre la for-
mule et votre chèque ou mandat
dans une enveloppe).

☐ Abonnement de soutien: \$6.00
plus n'importe quel montant

Nom

Adresse

Ville

Province Code postal

☐ Abonnement régulier: \$5.00
pour 1 an (4 nos)

☐ Paiement sur réception du
premier numéro

☐ Abonnement 1ère classe: \$6.00
pour 1 an (4 nos)

☐ Paiement inclus (mettre la for-
mule et votre chèque ou mandat
dans une enveloppe).

☐ Abonnement de soutien: \$6.00
plus n'importe quel montant

Nom

Adresse

Ville

Province Code postal

**Correspondances-réponse
d'affaires**

Se poste sans timbre au Canada

Le port sera payé par



UNITÉ PROLÉTARIENNE

A/S Distribution 1er mai,
1407 Iberville, Montréal, Québec.
H2K 3B1

**Correspondances-réponse
d'affaires**

Se poste sans timbre au Canada

Le port sera payé par



UNITÉ PROLÉTARIENNE

A/S Distribution 1er mai,
1407 Iberville, Montréal, Québec.
H2K 3B1

Les femmes: victimes durement touchées

L'attaque concertée du gouvernement contre les garderies, le droit à l'avortement, les services de planification familiale, le bien-être social et le logement, a acculé les femmes de la classe ouvrière au pied du mur.

Le "boom" des garderies s'est dégonflé en 1975 lorsque le gouvernement a mis un hola au développement du réseau de garderies en coupant les subventions, augmentant les taux d'inscription et en imposant un contrôle plus sévère sur l'étude des revenus pour avoir droit aux subventions. Or, à cette époque, les garderies ne répondaient qu'à 7% de la demande pour les enfants âgés de 3 à 5 ans dont les mères travaillent. Du même coup, le gouvernement s'est mis à encourager la garde à domicile pour les poupons, ce qui lui a permis de couper progressivement le nombre de pouponnières publiques. Son slogan préféré à l'époque était: "Il est temps que les responsabilités gouvernementales redeviennent l'apanage de la famille". Présentement, le gouvernement étudie la possibilité d'instaurer un crédit d'impôt pour les mères à faible revenu afin de les décourager de se présenter sur le marché du travail pour que le gouvernement "épargne".

Le professeur Krashinsky affirmait

même lors d'une session d'étude du gouvernement à Toronto le 19 septembre 1979: *"Si les garderies étaient gratuites, tout le monde voudrait en profiter, comme tout le monde voudrait boire du champagne si ça ne coûtait rien. Si quelque chose coûte plus cher, les gens en achètent moins"*. Krashinsky recommandait donc que le gouvernement abolisse les subventions, qu'il fasse payer le plein prix aux usagers et qu'il octroie des crédits d'impôt aux pauvres à la fin de chaque année.

La détérioration des services de santé de l'Ontario est accompagnée de la détérioration des services de planification familiale et d'avortement. En Ontario, 95% des gynécologues se sont inscrits au programme d'assurance-maladie de la province. Aujourd'hui, un avortement peut coûter jusqu'à \$200. En 1975, 1,795 femmes de l'Ontario ont dû aller aux Etats-Unis pour se faire avorter parce qu'elles ne pouvaient pas se faire avorter en Ontario. A cause du labyrinthe des règlements gouvernementaux, seulement 20% des hôpitaux de la province offrent des services d'avortement. Le gouvernement provincial ne réserve aucun montant pour l'éducation sexuelle à l'école et, jusqu'à très récemment, il ne possédait même pas de l'information publique sur les moyens contraceptifs!

Aujourd'hui, les femmes vivant de bien-être social ont un revenu moyen qui se situe à 36% sous le seuil de la

pauvreté officiellement reconnu au pays. L'augmentation de 6% octroyée en 1979 ne se rapproche même pas du taux d'inflation et n'a évidemment pas permis à ces femmes de se sortir d'une pauvreté de plus en plus abjecte. Comme si cela ne suffisait pas, le gouvernement les tourmente encore plus en lançant périodiquement ses campagnes de "il faut travailler pour gagner son pain" et en menaçant de couper les prestations des mères célibataires qui n'acceptent pas le premier emploi qui leur est proposé.

La dernière victime du gouvernement, ce sont les locataires des HLM dont plusieurs sont des mères chefs de famille. En effet, le gouvernement veut vendre ses HLM au secteur privé afin de couper ses dépenses. Si le gouvernement gagne cette bataille, environ 14,500 familles seront expulsées de leur logement.

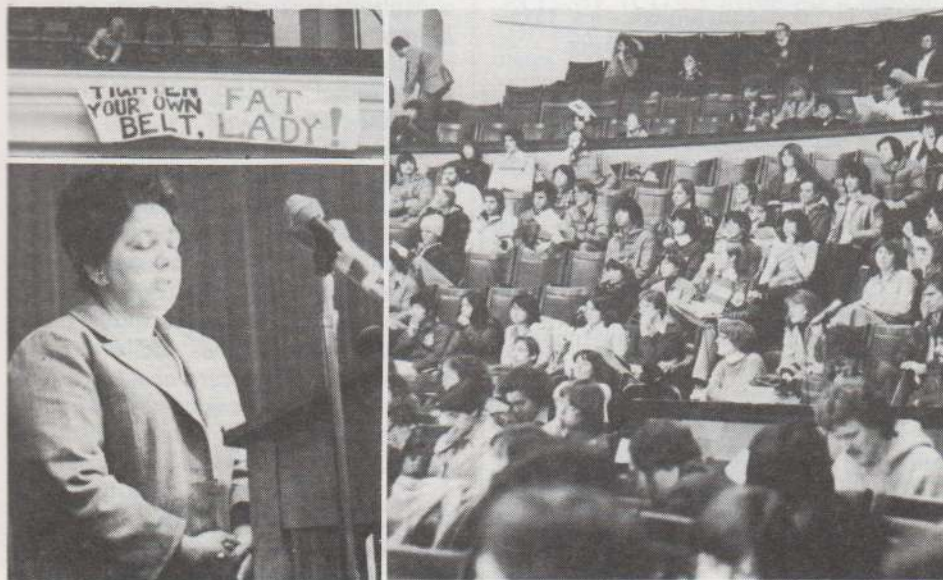
Le NPD: la pierre d'achoppement

Le NPD répète en long et en large que l'ennemi, c'est les conservateurs. Les conservateurs auraient "mal géré" l'économie et nous auraient vendus pieds et poings liés aux multinationales étrangères. Mais, nous dit le NPD, vous pouvez compter sur nous, nous sauverons l'assurance-maladie. Ce qu'il nous faut, c'est une "nouvelle" stratégie industrielle du NPD.

Pendant le débat en Chambre sur le budget de 1979, les libéraux et le NPD ont prôné une stratégie qui renforcerait l'industrie canadienne. Les libéraux ont mis l'accent sur l'aide gouvernementale aux entreprises canadiennes du secteur privé; le NPD a mis de l'avant un mélange de compagnies privées canadiennes et de sociétés d'Etat; quant aux conservateurs, ils ont prôné l'aide aux multinationales américaines, à condition que les compagnies canadiennes aient accès aux marchés américains et que les compagnies américaines continuent à investir du capital industriel en Ontario. On ne peut pas dire qu'il s'agit là de divergences de principe!

Les trois partis ont approuvé la création du Employment Development Fund de \$200 millions qui a été amassé grâce aux coupures dans les services sociaux. Pourtant, nos braves porte-parole du

Bette Stephenson, ministre de l'Education du gouvernement de l'Ontario, prononce un discours devant les étudiants. Sur la banderolle, on peut lire: "Serre-tol la ceinture la grosse".





"Payez vos frais de scolarité ici."

NPD ont le culot de se présenter comme les "grands défenseurs de l'assurance-maladie".

Laughren, le député NPD de Sudbury, nous faisait part de sa vision de la province en avril dernier: *"Une province dotée d'un secteur manufacturier viable est plus autonome au niveau industriel"*⁽⁹⁾. Quant au Employment Development Fund, il n'y voyait aucun problème, il s'est contenté de suggérer que des subventions soient allouées à "une ou deux industries clés" dont les profits seraient réinvestis en Ontario. Grand défenseur des monopoles canadiens, Laughren poursuivait: *"Le NPD encouragerait les fusions des secteurs manufacturiers comme celui des mines, de l'industrie et des produits électriques"*. Il terminait son intervention avec un appel vibrant pour la nationalisation des ressources naturelles de l'Ontario.

Voilà donc un nationaliste qui appuie l'intervention directe de l'Etat dans l'économie. Ça ne vous rappellerait pas les thèses de Keynes par hasard? Onze ans d'une politique semblable sous Trudeau n'ont servi qu'à approfondir la crise; une version quelque peu plus "radicale" de la politique économique libérale ne serait pas moins désastreuse pour le peuple.

Retournez la médaille du "Sauvons l'assurance-maladie" et que voyez-vous? "Sauvons Petrocan". Sauver des compagnies comme Petrocan, voilà l'essence même du NPD. Mais quelle différence y a-t-il, du point de vue des travailleurs, entre Petrocan et Imperial Oil? Entre le CN et le CP?

Le NPD a beau se chamailler avec les conservateurs et les libéraux sur **quel capitaliste empochera l'argent**, un Canadien ou un Américain, et **sur qui l'administrera**, l'Etat ou un entrepreneur privé, le chat est sorti du sac lorsque

Broadbent est intervenu au congrès des Métallos à Toronto le 5 octobre: *"Je crois au secteur privé et à la prédominance de ce secteur pour le reste de notre vie"*. Pendant sa campagne pour les élections fédérales de 1980, Broadbent s'est empressé de rassurer les hommes d'affaires:

"Nous voulons travailler avec le secteur privé pour créer des emplois. Il serait trop simpliste d'affirmer que nous sommes contre les grosses compagnies."⁽¹⁰⁾

La position du NPD sur la question de l'assurance-maladie révèle aussi les intérêts fondamentaux qu'il partage avec les conservateurs et les libéraux. Le rapport présenté par le NPD et la Fédération du travail de l'Ontario en décembre 1979 revendique des "Community Support Centres", c'est-à-dire des cliniques de santé communautaire qui serviraient à profiler les services sociaux et de santé qui existent présentement de façon dédoublée et fragmentée. Les conservateurs ne peuvent qu'applaudir cette "heureuse initiative". Comme le soulignait Robert Elgie, président du Select Committee on Health, en octobre 1978, les programmes communautaires sont beaucoup moins dispendieux que les soins en institution.

En fait, ce plan pour décentraliser les services de santé, de garderies et de logement, vise à introduire des coupures dans les services sociaux en passant par la porte d'en arrière. Les municipalités seront forcées d'assumer le poids de ces services, le gouvernement continuera à couper ses subventions aux municipalités et, conséquemment, les taxes foncières continueront à grimper.

Par exemple, les patients psychiatriques sont de moins en moins gardés dans les hôpitaux grâce à cette politique de "désinstitutionalisation". Or, pour ces patients, cela signifie un grabat dans une maison de chambres infecte, trois repas minables par jour et un chèque de bien-être social qui leur laisse \$25.00 par mois une fois leur chambre et pension payées. Mais le gouvernement sauve de l'argent.

Alors que les hôpitaux sont attaqués de toutes parts, n'est-il pas curieux de voir le NPD endosser une politique des conservateurs qui vise à "rationaliser" le système hospitalier sous prétexte d'amener la médecine à la communauté.

Le NPD recommande même que *"la bonne volonté de la profession médicale ne soit pas mise à l'épreuve par une confrontation sur la question salariale"*⁽¹¹⁾ et recommande l'augmentation des taux chargés par les médecins (A l'heure actuelle en Ontario, les médecins gagnent en moyenne \$55,000. plus dépenses payées!). Les conservateurs sont tout aussi sympathiques à la "cause" des médecins!

Non, l'ennemi ce n'est pas les conservateurs. La bourgeoisie canadienne dans son ensemble, alliée avec l'impérialisme américain, voilà la véritable responsable de notre misère. Ni la théorie de Keynes reprise par les libéraux ou le NPD, ni celle de Friedman reprise par les conservateurs, n'arriveront à résoudre les crises que les capitalistes rejettent continuellement sur les épaules des travailleurs.

Le mouvement de riposte contre les coupures doit s'orienter vers le renversement du système de la propriété privée et la destruction de l'Etat qui nous a déjà coûté nos emplois, nos salaires et nos droits démocratiques.

La principale pierre d'achoppement, le NPD, doit être dénoncé pour ce qu'il est: un parti bourgeois qui joue sur le sentiment nationaliste des travailleurs et des progressistes pour renforcer le capital monopoliste canadien sans problèmes. Il s'agit là d'un parti qui essaie de faire croire au peuple qu'il est possible de transformer le système capitaliste à coup de réformes et en arpentant les antichambres du parlement. Un parti tellement assoiffé de pouvoir qu'il est prêt à diviser et à détruire le mouvement de résistance pour y arriver.

Nous devons refuser de nous mettre à la remorque d'un parti pro-capitaliste quel qu'il soit, même de ceux à saveur "de gauche" comme le Parti communiste ouvrier.

Les militants honnêtes doivent prendre en main la direction du mouvement de résistance. Il faut appuyer les coalitions qui, par des actions de masse, unissent la lutte contre les coupures à la défense des droits des travailleurs du secteur public. La route qui serpente devant nous n'est pas facile. Nous y rencontrerons plusieurs obstacles, mais il faut persévérer si nous voulons que le peuple remporte des victoires durables.

9. Hansard, 19 avril 1979, pp. 1078-1092

10. Toronto Star, 19 janvier 1980

11. Report of the Select Committee on Health Care Financing and Costs, 17 octobre 1978

Les intérêts impérialistes à Chypre

Entrevue avec un représentant du Parti communiste de Chypre marxiste-léniniste (comité organisateur)

Lors d'un récent voyage d'un camarade d'EN LUTTE!, un représentant du Parti communiste de Chypre marxiste-léniniste (comité organisateur) acceptait de nous livrer cette entrevue. Le PCC-ML (CO) qui est surtout actif actuellement dans le nord de l'île (dans la région sous occupation turque) a jusqu'à présent consacré beaucoup de ses énergies à l'analyse concrète de la société chypriote et de la voie de la révolution dans ce pays. C'est une partie de cette analyse qu'il nous livre ici.

UP: Pourriez-vous s'il vous plaît commencer par nous expliquer la nature de l'actuel gouvernement à Chypre et ses liens avec les différentes puissances étrangères?

PCC-ML (CO): Dans le nord, on retrouve les serviteurs de l'impérialisme américain. Il y a bien sûr un gouvernement fantoche dans cette région mais ce dernier est très faible. En réalité, ce sont les armées fascistes de l'occupant turc qui détiennent le pouvoir. A l'heure actuelle, le gouvernement est contrôlé par des représentants de l'impérialisme américain, le soi-disant parti de "l'Unité nationale". D'autres forces au sein du Parlement cherchent à développer des liens avec les impérialistes de l'Europe de l'Ouest. Mais leur jeu n'est pas toujours apparent car c'est l'influence de l'impérialisme américain qui domine.

Dans le sud, le gouvernement est constitué des laquais de l'impérialisme britannique. Il s'agit du parti de Kyprianos. Il y a aussi le Parti AKEL à la solde du social-impérialisme soviétique qui est relativement influent. Ce dernier parti a une certaine emprise sur les masses à cause de raisons historiques. Les deux partis que je viens de mentionner ont tous deux des représentants au Parlement (ou, comme on l'appelle à Chypre, le Conseil national). Deux autres partis sont aussi représentés sur le Conseil: l'un défend les intérêts de l'impérialisme américain et l'autre ceux de la bourgeoisie nationale.

En terme de pouvoir politique, on peut affirmer que dans le nord, c'est l'armée turque qui détient le pouvoir. Il

s'agit là de l'armée d'une des plus importantes forces militaires de l'OTAN. Dans le sud, le pouvoir politique est plus divisé. Il est surtout aux mains des forces qui représentent les intérêts de l'impérialisme britannique et, de façon secondaire, sous le contrôle de l'AKEL qui représente les intérêts du social-impérialisme soviétique. Ces deux factions exercent leur contrôle par le biais des fractions locales de la bourgeoisie compradore.

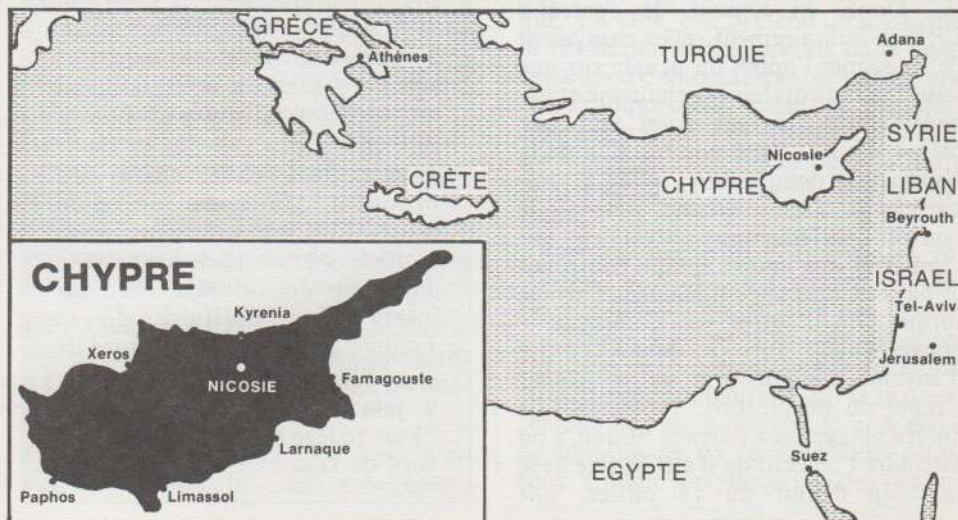
UP: Pouvez-vous nous expliquer les intérêts que les différentes puissances impérialistes ont à l'égard de Chypre? Comment cela a-t-il affecté la vie politique de Chypre et ce particulièrement depuis l'invasion turque de 1974?

PCC-ML (CO): Chypre est d'une importance stratégique pour les impérialistes car ils peuvent l'utiliser comme

base militaire pour contrôler le pétrole du Moyen-Orient et pour supprimer les luttes de libération des peuples de cette région du monde.

Jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale, l'impérialisme britannique a principalement dominé Chypre. Ce fait s'explique par les intérêts importants que les Britanniques avaient au Proche et au Moyen-Orient à l'époque. Depuis ce temps, c'est l'impérialisme américain qui a affermi son hégémonie sur le monde. Parallèlement, le contrôle de Chypre est devenu de plus en plus une question stratégique pour l'impérialisme américain. Il existe aussi à Chypre d'importantes bases militaires britanniques que les Américains et les Britanniques utilisent comme postes d'écoute électronique pour espionner les communications entre l'URSS et les pays du Proche et du Moyen-Orient.

Après la Deuxième Guerre mondiale, alors que l'impérialisme britannique perdait du pouvoir, l'importance stratégique que Chypre représentait pour la Grande-Bretagne a diminué. Conséquemment, les Britanniques se sont contentés de maintenir quelques bases militaires sur l'île mais n'ont plus cherché à la dominer militairement d'un bout à l'autre. Mais, à la même



époque, l'impérialisme américain développait son emprise sur le monde et Chypre l'intéressait de plus en plus. Néanmoins, c'est l'impérialisme britannique qui continue à dominer Chypre et ce même aujourd'hui. En effet, Chypre, qui est un pays agricole, entretient des liens économiques surtout avec la Grande-Bretagne. La production agricole du pays, comme les agrumes et le raisin, est exportée principalement en Grande-Bretagne.

En 1974, la junte fasciste en Grèce se trouvant de plus en plus isolée du peuple provoqua un incident majeur pour se gagner l'appui du peuple grec en développant le chauvinisme de grande nation. Donc, la junte grecque, alliée à l'impérialisme américain, déclencha un coup d'Etat fasciste à Chypre pour renverser le régime de Makarios le 15 juillet 1975. A l'époque, le régime de Makarios était allié à l'impérialisme britannique. Mais le coup d'Etat fasciste fut rapidement isolé grâce à la lutte du peuple chypriote et par le mouvement d'opinion progressiste qui s'est développé à travers le monde. Les Américains étaient dans leurs petits souliers; il leur était très difficile de continuer à appuyer l'administration fasciste.

A la même époque, le régime au pouvoir en Turquie, qui était principalement lié à l'impérialisme de l'Europe de l'Ouest, se retrouvait lui aussi très isolé politiquement et craignait de perdre le pouvoir au Parlement. Il était donc dans son intérêt de tenter d'aller chercher l'appui du peuple en envahissant Chypre. Et c'est ce qu'il fit le 20 juillet 1974.

Il faut comprendre que les bourgeoisies de Grèce et de Turquie ont toujours considéré Chypre comme "leur" île. Donc, en tentant de contrôler Chypre militairement, elles essayaient de se gagner l'appui du peuple sur une base fondamentalement chauvine et expansionniste. Il faut aussi voir que même si en Turquie une fraction de la bourgeoisie compradore, alliée à l'impérialisme ouest-allemand, détenait le pouvoir parlementaire, c'est en fait l'impérialisme américain qui contrôlait le pays et plus spécifiquement l'armée turque. En d'autres mots, lorsque le gouvernement turc a donné l'ordre d'envahir Chypre, afin de se gagner l'appui du peuple turc, l'impérialisme américain, grâce à l'armée turque, a pu atteindre l'objectif qu'il s'était fixé avec le coup d'Etat du 15 juillet, soit

s'assurer indirectement le contrôle militaire sur l'île.

Cependant, quoique les impérialistes américains aient fondamentalement appuyé l'invasion turque de la partie nord de l'île, ils n'en ont pas soufflé mot afin de ne pas perdre la face encore plus aux yeux des progressistes du monde.

Le contrôle militaire de la Turquie sur la partie nord de l'île se maintient encore aujourd'hui. Les Chypriotes turcs ont plus ou moins appuyé l'occupation militaire au début parce qu'elle leur était présentée comme un moyen pour les "sauver" du danger des fascistes grecs.

UP: Pouvez-vous nous expliquer les conséquences de cette situation sur les conditions de vie des travailleurs et des masses populaires chypriotes jusqu'à ce jour?

PCC-ML (CO): Premièrement, cette invasion a entraîné beaucoup de souffrance et de morts. Il y a eu en effet beaucoup de morts, tant du côté des Chypriotes turcs et grecs, que des soldats turcs. Il ne faut pas oublier que les soldats de l'armée turque étaient principalement issus des masses populaires, de la classe ouvrière et de la paysannerie turques. Beaucoup ve-

naient du Kurdistan. L'invasion a aussi laissé beaucoup de blessés et d'estropiés. En plus, beaucoup de Chypriotes ont perdu leurs terres et leurs demeures. Plus de 200,000 Chypriotes grecs et turcs ont dû abandonner leurs demeures, leurs terres et même leurs familles pour se trouver du travail ailleurs.

Aujourd'hui, les conditions de vie du peuple sont extrêmement difficiles, particulièrement dans la région du nord. Le contrôle de l'armée turque dans le nord signifie qu'au niveau politique, économique et culturel cette région de l'île ressent très durement la crise qui sévit en Turquie. Cette crise est particulièrement aiguë et entraîne la pauvreté, l'inflation, le chômage, etc. La détérioration rapide des conditions de vie du peuple depuis l'invasion turque de 1974 a aussi provoqué un vaste mouvement de résistance dans cette région. Des milliers de travailleurs, de paysans, d'enseignants et de petits marchands ont manifesté dans les rues contre l'inflation et le chômage qui ne cessent de grimper. Cependant, la plupart de ces gens croient que ces problèmes découlent directement de la politique du gouvernement local.

Dans le sud, la situation des masses populaires est quelque peu différente. Depuis 1974, soit depuis l'échec du coup d'Etat fasciste, le gouvernement en place entretient des liens avec l'impérialisme britannique et reçoit une "aide" importante de la Grande-Bretagne. Cette aide lui a permis de maintenir une certaine prospérité dans la région jusqu'à voilà quelques années. Mais, dans les dernières années, comme vous le savez, la crise de l'impérialisme s'est intensifiée partout dans le monde, y inclus en Grande-Bretagne. L'impérialisme britannique a donc été incapable de continuer à subventionner l'économie de la partie sud de Chypre comme il l'avait fait jusque-là. Les conditions de vie des masses se sont donc mises à périliter ici aussi. Mais, la pauvreté relative et l'oppression des masses populaires dans le sud ne sont pas comparables à la situation dans le nord et il existe des différences marquées entre les deux régions.

UP: Nous savons que le Canada est impliqué à Chypre par le biais des soi-disant Forces de paix de l'ONU. Pouvez-vous nous expliquer le rôle véritable de ces forces armées à Chypre?

PCC-ML (CO): Il est évident que les forces armées de l'ONU ne sont pas

Quelques dates importantes de l'histoire récente de Chypre

1960: la colonie britannique de Chypre devient une république présidentielle, avec un président grec et un vice-président turc.

Novembre 67: incidents militaires sur la base du conflit national entre les communautés grecque et turque de l'île.

Juillet 74: renversement du président Makarios lors d'un coup d'Etat fomenté avec l'appui d'officiers grecs et la complicité du régime des colonels en Grèce; intervention militaire de la Turquie qui va occuper le nord de l'île (40% du territoire).

9 juin 75: proclamation d'un "Etat fédéré turc" dans la partie nord de l'île.

cantonnées à Chypre pour y maintenir la paix. Au contraire, elles sont là pour provoquer des escarmouches entre les Chypriotes grecs et turcs afin de protéger les bases de l'OTAN et de l'impérialisme britannique sur l'île. Les forces de l'ONU servent surtout à maintenir un contrôle strict et constant sur les installations britanniques. Cependant, quand la lutte des classes s'aiguise, ces forces prêtent main forte aux dirigeants locaux comme on a pu le constater à maintes reprises.

UP: La presse capitaliste nous parle beaucoup des divisions qui existent au sein du peuple chypriote sur la base de la nationalité et de la religion. Elle parle beaucoup des luttes que ces divisions ont provoquées. Quelle est la situation exactement à ce niveau?

PCC-ML (CO): La population de Chypre est composée de deux nations, les Chypriotes grecs et les Chypriotes turcs, et de certaines minorités nationales. Dans le passé, les deux principales nations ont toujours cohabité paisiblement. Par exemple, certains villages regroupaient des paysans turcs et grecs. En plus, les cultures et les langues se sont influencées mutuellement.

Mais, dans la dernière décennie, les Chypriotes grecs et turcs se sont affrontés à maintes reprises. Or ces affrontements, par exemple en 1963 et 1967, ont été principalement le fruit du travail d'organisations fascistes dans les deux communautés.

Il faut aussi considérer les particularités de la période depuis 1960, moment où Chypre a obtenu sa soi-disant indépendance de la Grande-Bretagne, jusqu'à 1974. Pendant cette période, nous croyons que la nation chypriote grecque était la nation opprimée et que la nation chypriote turque était la nation opprimée. La classe dirigeante de la nation chypriote turque, grâce au TMT (organisation de résistance turque), était à ce moment-là capable de canaliser les sentiments de la nation opprimée, les Chypriotes turcs, pour les rallier derrière leurs provocations armées contre les Chypriotes grecs.

Depuis 1974, les impérialistes et leurs agents locaux ont maintenu la division permanente de l'île entre Chypriotes grecs et turcs. Mais le peuple chypriote, qu'il soit grec ou turc, commence à questionner de plus en plus la justesse de cette soi-disant solution à ses problè-

mes à cause des conditions de vie qu'il a à subir sur l'ensemble de l'île.

UP: Quelle est la solution avancée par votre organisation pour résoudre les problèmes du peuple chypriote?

PCC-ML (CO): Premièrement, la paix et l'indépendance véritables de Chypre dépendent de l'expulsion de tous les envahisseurs étrangers. Par là, nous n'entendons pas uniquement l'armée turque dans le nord, comme le prétendent les chauvins grecs, mais aussi les éléments de l'armée grecque que l'on retrouve dans le sud, les impérialistes britanniques qui possèdent toujours des bases militaires sur l'île et les impérialistes américains qui sont en train de stocker sur l'île l'équipement militaire qu'ils ont pu sauver de la colère révolutionnaire du peuple iranien.

Cette lutte à mener contre les envahisseurs étrangers donne un caractère anti-impérialiste à la lutte du peuple chypriote, mais nous croyons que la lutte révolutionnaire fondamentale du peuple chypriote est la lutte pour le socialisme car à Chypre le mode de production est capitaliste. Nous croyons qu'il faut lier la lutte anti-impérialiste, c'est-à-dire la lutte contre le contrôle étranger, la lutte pour une paix et une indépendance véritables, à la lutte pour la révolution socialiste. Cela ne sera possible que si la lutte est dirigée par le prolétariat, par le biais de son parti d'avant-garde, un parti communiste. Cette lutte devra cependant comprendre une unité plus grande du peuple dans un large front uni. La lutte contre les envahisseurs étrangers n'est que le premier pas dans la lutte nécessaire pour la révolution socialiste. Dans cette lutte, il nous sera possible de bâtir un front uni de ceux qui s'opposent aux envahisseurs étrangers, y compris, sur une base temporaire, ceux qui risquent fort d'être des ennemis du peuple. Le succès de cette lutte dépend de la direction que peut lui donner le prolétariat et de l'unité des deux nations chypriotes dans une lutte révolutionnaire commune.

Nous croyons que notre organisation est la seule force capable de diriger cette lutte de façon juste.

UP: Comment votre position diffère-t-elle de celles d'autres groupes politiques à Chypre qui affirment défendre les intérêts des travailleurs?

PCC-ML (CO): Commençons par la situation dans le nord. Dans cette région,



En 1974, l'armée turque envahit le nord de l'île et y plante son drapeau.

le principal parti opportuniste qui dit défendre les intérêts des travailleurs s'appelle le Parti républicain turc. Ce parti est un parti social-fasciste enligné sur le social-impérialisme soviétique. Ce parti justifie l'occupation turque du nord et, de façon plus générale, le contrôle impérialiste de toute l'île. C'est ce même parti qui met de l'avant que le peuple peut changer la situation de fond en comble en élisant leur parti de façon majoritaire au Conseil national. Ce parti n'exerce pas véritablement une influence très profonde sur les masses populaires et nous croyons qu'en développant notre agitation et notre propagande parmi les masses dans un avenir rapproché, nous réussirons à combattre cette influence.

Dans le nord, il existe aussi une autre organisation, la Plate-Forme marxiste-léniniste qui se dit marxiste-léniniste mais qui défend des positions opportunistes sur la lutte du peuple chypriote. Cette organisation ne tient nullement compte de la lutte à mener contre l'impérialisme britannique, qui est en réalité la force impérialiste dominante à Chypre. Elle ne parle que de la lutte contre l'impérialisme américain et contre le social-impérialisme soviétique. En plus, elle prétend qu'à Chypre la révolution est encore au stade de la révolution démocratique, ce qui est une erreur importante. Enfin, en pratique, cette organisation ne considère pas qu'il est nécessaire de développer la lutte unifiée des deux nations du peuple chypriote.

Dans le sud, c'est l'organisation révisionniste AKEL qui exerce une influence importante au sein des masses populaires. Par exemple, aux dernières élections, cette organisation a remporté 40% du vote populaire. C'est là le pourcentage de vote populaire le plus élevé de tous les partis révisionnistes d'Europe. Ce fait s'explique par des raisons

historiques. Cette organisation est historiquement liée au vieux parti communiste de Chypre, parti membre de l'Internationale communiste. Son influence dans les masses découle du fait que le peuple l'associe aux traditions révolutionnaires passées. En plus, pendant longtemps les activités de cette organisation n'ont pas été contestées à cause de l'absence d'un véritable parti marxiste-léniniste. L'AKEL défend que les résolutions de l'ONU réussiront à résoudre les problèmes existant à Chypre. Cette position fait l'affaire du social-impérialisme soviétique qui voudrait bien se mettre le nez dans le contrôle de Chypre par le biais de sa participation au Conseil de sécurité de l'ONU. En plus, l'AKEL accepte que les Turcs occupent le nord de l'île et est d'accord avec la proposition des classes dirigeantes locales pour la division permanente de l'île. A ce sujet, AKEL prétend de façon hypocrite que cette division est tout à fait justifiée sur la base du principe de "l'autodétermination des nations". Cette organisation sabote systématiquement toute lutte populaire qui menacerait son importante position de force au Parlement. Elle travaille aussi activement à détruire les activités du mouvement ouvrier dans le sud de Chypre. Nous avons démontré la nature opportuniste de cette organisation dans notre brochure publiée par Revolutionary Struggle Publications qui est intitulée **Les serviteurs du social-impérialisme russe à Chypre: AKEL et le PCT.**

Dans le sud, il y a aussi un autre parti du nom de ADEK qui se dit le parti du peuple travailleur mais qui défend en réalité les intérêts de la bourgeoisie chypriote grecque. Ce parti s'oppose jusqu'à un certain point au contrôle étranger mais de façon inconséquente. Il n'a pas beaucoup d'influence parmi les masses.

UP: Pourriez-vous nous parler des positions défendues sur Chypre par les groupes marxistes-léninistes, et ceux qui se réclament du marxisme-léninisme, en Grèce et en Turquie?

PCC-ML (CO): En Turquie, nous croyons qu'il existe un parti véritablement communiste, le Parti communiste de Turquie (marxiste-léniniste). La nature marxiste-léniniste des positions défendues par ce parti ressort clairement quand il s'agit de Chypre. Ce parti est la seule force politique en Turquie qui ait pris une position de défaitisme révolutionnaire⁽¹⁾ face à l'invasion turque de 1974 et qui ait promis de tout faire en son pouvoir pour aider la lutte des communistes chypriotes. Nous entretenons des liens fraternels étroits avec ce parti tant au plan moral que matériel. Nous considérons que d'autres organisations en Turquie, comme Halkin Kurtulusu, ont adopté des positions opportunistes sur la question de Chypre. Cette dernière organisation a dénoncé l'invasion mais n'a parlé que de l'impérialisme américain et du social-impérialisme soviétique. Elle n'a rien dit sur le rôle important de

l'impérialisme britannique. En plus, cette même organisation s'est activement opposée aux efforts que nous avons faits pour créer un parti communiste à Chypre et continue de se faire passer pour une simple organisation étudiante alors que nous savons pertinemment que ce n'est pas le cas.

En Grèce, l'organisation qui est la plus sympathique à nos positions est le Parti communiste de Grèce (marxiste-léniniste) qui défend plusieurs positions très justes sur la situation internationale. Cependant, les positions de ce parti sur Chypre sont entachées de chauvinisme et, dans le passé, pendant longtemps ce parti a appuyé l'idée de "l'énosis", c'est-à-dire de l'union de Chypre avec la Grèce.

UP: Comment croyez-vous que le peuple du Canada peut aider à bâtir un mouvement de solidarité international pour la lutte du peuple chypriote?

PCC-ML (CO): Notre organisation croit qu'à l'époque où nous vivons, la lutte du prolétariat pour le pouvoir est non seulement une lutte nationale mais aussi une lutte internationale. Dans ce sens, il est très important que le peuple canadien et le peuple chypriote s'appuient mutuellement dans cette lutte.

Une des premières choses que vous pouvez faire au Canada, c'est d'utiliser votre presse pour faire connaître la lutte révolutionnaire du peuple chypriote et ses objectifs. Il serait aussi important qu'à l'avenir, si nous créons une organisation internationale communiste, d'utiliser cette organisation pour augmenter de façon importante l'appui matériel entre communistes à travers le monde afin d'unifier la lutte du prolétariat.

Nous devons aussi être conscients que le peuple chypriote et le peuple canadien ont un ennemi commun, l'impérialisme canadien, représenté à Chypre par les soi-disant Forces de la paix de l'ONU. Conséquemment, la lutte contre l'impérialisme canadien au Canada et à Chypre nous permet d'affaiblir notre ennemi commun.

Les publications du Parti communiste de Chypre (marxiste-léniniste) (comité organisateur) existent en anglais et elles seront bientôt disponibles aux librairies The Spark et L'Étincelle.

1. Le camarade que nous avons rencontré semble désigner par là que le PCT(m-l) n'a pas soutenu l'invasion turque et a au contraire souhaité la défaite de l'armée turque (UP).

L'armée canadienne défend les intérêts de l'impérialisme canadien à Chypre sous le couvert des prétendues forces de paix.



Table ronde sur l'oeuvre de Jean-Paul Sartre

C'est le 15 avril dernier que mourrait, à Paris, l'écrivain et philosophe français Jean-Paul Sartre. Que sa disparition ait constitué une nouvelle d'importance dans tous les médias d'information, voilà sans doute un signe que l'influence de cet intellectuel a largement dépassé le cercle de ceux qui ont lu l'un ou l'autre de ses ouvrages. Car, il faut dire que la notoriété de Sartre est due tout autant, sinon davantage, à ses prises de positions politiques, qu'à ses écrits philosophiques ou littéraires.

Ce n'est pas pour rien sans doute que, parmi les nombreux commentaires parus à l'occasion de la disparition de Sartre, on retrouvait parfois derrière un éloge de circonstances, des reproches à peine voilés sur ses prises de position en faveur des mouvements révolutionnaires: opposition à la vague anticommuniste des années 50, appui au peuple algérien contre l'armée française, soutien au peuple vietnamien contre l'agression américaine, appui au soulèvement de mai 1968 en France, etc. Cette image d'un Jean-Paul Sartre qui refuse le prix Nobel ou qui diffuse dans les rues de Paris le journal *La Cause du Peuple* afin de protester contre la censure politique du régime, voilà sans doute un souvenir dont le goût amer est encore bien présent dans la gorge des idéologues de la bourgeoisie.

Mais qui donc est-il ce philosophe, cet universitaire en chicane continuelle avec le rôle social qui lui était destiné à titre d'intellectuel célèbre? Et comment faut-il comprendre et situer son action et ses idées dans le contexte historique qui a vu le mouvement communiste français et international croître pour ensuite tomber en grande partie dans la trahison révisionniste? C'est pour voir un peu plus clair sur ces questions que UNITÉ PROLÉTARIENNE a réuni trois enseignants marxistes de la région de Montréal pour qu'ils nous livrent leurs points de vue sur le contenu et la signification des idées politiques de Sartre.

Les propos qui suivent ne constituent certes pas une critique finale de la philosophie de Jean-Paul Sartre. Ils ont cependant l'avantage de situer la question à l'intérieur du contexte plus général de l'évaluation de toute cette période historique qui va de la montée du fascisme et de la guerre à la renaissance actuelle du mouvement marxiste-léniniste international. Car, on ne peut comprendre l'histoire des idées en dehors de l'histoire tout court. Et inversement, l'étude des idées philosophiques d'une époque fait partie intégrante du bilan qu'on doit faire d'une période historique. A cet égard, on doit considérer que la critique de l'oeuvre de Jean-Paul Sartre s'inscrit comme un aspect de la critique générale du contenu et des sources du révisionnisme qui a amené une partie importante du mouvement communiste à quitter le terrain du marxisme et de la révolution.

Mais d'abord, qu'est-ce que l'existen-

tialisme, cette philosophie à laquelle Sartre se rattache? Et, comment peut-on situer ce courant par rapport à l'idéalisme en général?

Robert— L'idéalisme, de façon générale, c'est un courant qui explique l'histoire par les idées, par la volonté des hommes. Donc, pour l'idéalisme, les facteurs moteurs de l'histoire sont au niveau de l'esprit plutôt qu'au niveau des conditions matérielles dans lesquelles le monde évolue. Et pendant longtemps effectivement, la forme dominante de l'idéalisme, c'était l'idéalisme religieux pour qui, non seulement c'est l'esprit qui dominait, mais ce n'était même pas l'esprit humain. Pour l'idéalisme religieux, c'est l'esprit de Dieu, quelque part dans le ciel, qui dirige l'ensemble de l'histoire.

Dans ce sens-là, l'existentialisme marquait déjà une rupture. Le "cri existentiel" était, dans une certaine mesure,



un rapprochement vers le matériel, parce qu'on faisait appel à l'homme concret, à ses passions, à sa vie de tous les jours. C'est réellement la philosophie du quotidien que tu retrouves chez les premiers existentialistes comme Kierkegaard, chez Heidegger, etc. C'était vraiment la révolte par rapport aux situations que les masses vivaient. Mais, faute de solution, faute de perspectives, tu en venais, un peu comme par absence, à voir le mysticisme qui apparaissait comme la solution: si tu n'as pas de solution ici bas, alors il faudrait bien être heureux quelque part... C'est cela qui transpire finalement de ces philosophies-là. Et puis, surtout dans l'entre-deux guerres avec Kafka, Camus, etc., on voit apparaître les idées de l'absurde. Sartre lui-même a fait partie de ce courant-là dans ses premières oeuvres. En critiquant l'idéalisme religieux, l'existentialisme a contribué à développer un idéalisme qu'on pourrait qualifier de subjectif.

L'idéalisme subjectif qui met l'accent sur les idées de l'homme, sa vie, son désespoir, c'est très présent encore aujourd'hui. Des affaires comme "c'est dans la tête qu'on est beau", "toi tu as ton idée, moi j'ai la mienne", ça reflète

ce point de vue-là du pluralisme philosophique où ce qui compte, ce n'est pas la réalité, c'est le fait que toi tu as des idées précises en tant qu'être humain, puis que l'autre a des idées précises en tant qu'être humain. Dans ce sens là, l'idéalisme subjectif où on sort les idées du ciel pour les ramener dans la tête des hommes, mais où les idées demeurent toujours le moteur de l'histoire, ça demeure le courant philosophique dominant.

* * *

Après ces clarifications générales, le débat s'est engagé sur cette forme particulière de l'existentialisme, qui est indissolublement liée à l'oeuvre de Sartre.

Robert — Pour juger Sartre, il faut le voir d'un point de vue historique. A 25 ans, il décrit sa démarche de la façon suivante: *"Nous refusons l'idéalisme officiel au nom de la tragédie de la vie."* Il se révolte contre la philosophie officielle qui affirme que tout est parfait et que tout est beau, parce qu'il voyait bien dans l'entre-deux guerres, comment le prolétariat était dans la misère. Mais, il va en venir rapidement aussi à se démarquer des autres existentialistes.

Ainsi, il caractérise le pluralisme philosophique comme étant un concept de droite. Sartre affirme clairement qu'il

ne peut y avoir qu'une seule philosophie qui soit réellement vivante à une époque donnée, c'est celle qui est assise sur les conditions objectives. Donc, dans son approche générale de la philosophie, il part d'un point de vue matérialiste. Et c'est ça qui va l'amener à dire que le marxisme *"reste donc la philosophie de notre temps: il est indépassable parce que les circonstances qui l'ont engendré ne sont pas encore dépassées"*, (cité de l'ouvrage de J.P. Sartre intitulé *Question de méthode* — NDLR).

Là où il y a des critiques à faire au marxisme, c'est, dit-il, qu'à partir d'une certaine époque, le marxisme s'est sclérosé. Il donne un exemple de ce qu'il veut dire quand il rappelle qu'on avait élaboré de beaux plans pour le métro de Budapest. Mais, comme le sous-sol de Budapest ne cadrerait pas avec les plans, on a déclaré que le sous-sol était contre-révolutionnaire! Ça situe bien comment Sartre voit les marxistes de cette époque, comme étant des dogmatiques qui oublient de faire l'analyse concrète de situations concrètes pour en tirer les conséquences. Il dit que la pratique va tomber dans l'empirisme et la théorie dans le dogmatisme parce qu'on a coupé la théorie de la pratique. C'est pour ça qu'il dit que les marxistes n'appliquent pas le marxisme. C'est là aussi qu'il amène le rôle des théories de

Freud et de la sociologie comme étant des instruments utiles, situés dans une perspective marxiste, pour comprendre le rôle de l'individu.

Avec ça, on commence aussi à toucher du doigt le bobo sensible de Sartre. Les préoccupations qu'il a de vouloir expliquer le rôle de l'individu dans l'histoire sont justes, de façon générale. Les critiques qu'il adresse, non pas au marxisme mais aux marxistes, sont justes. En somme, la façon dont je définirais Sartre, c'est que c'est un matérialiste, qui est effectivement dialectique dans beaucoup d'aspects, mais qui perd le point de vue de classe.

Ses positions de classe petites-bourgeoises font qu'il accorde tellement d'importance à la question de saisir le rôle de l'individu dans l'histoire qu'il met l'accent sur des questions secondaires à l'étape actuelle.

Aussi, il va dire *"pour nous, la contradiction de base n'est qu'un des facteurs qui délimitent et structurent le champ des possibles. C'est au contraire le choix qu'il faut interroger si l'on veut les expliquer dans leurs détails, en révéler la singularité et comprendre comment elles ont été vécues"*. C'est là qu'il en vient à te dire que c'est le choix qui est déterminant parce que c'est le choix qui est créateur.

C'est en ce sens-là que je dis que Sartre ne se démarque pas complè-

En mai 1968, J-P Sartre s'oppose à l'interdiction par le gouvernement français du journal *La cause du peuple*. Joinant le geste à la parole, il diffusera lui-même le journal dans les rues de Paris.



Jean-Paul Sartre à Pékin en 1955 et à Cuba en 1960



tement du courant de l'idéalisme subjectif. Il s'en démarque dans une certaine mesure en disant que l'homme ne peut pas se garocher n'importe où mais il garde l'idée que c'est l'homme qui est le facteur déterminant dans un rayon de 100 milles. Et toute l'attention qu'il accorde au choix de l'individu, c'est lié à l'origine et à l'appartenance de classe de Sartre. Ce qu'il ne voit pas c'est que ce qui va être déterminant sur les changements globaux, ce sont les actions de classes, l'action des groupes d'hommes pris globalement, et non pas les actions des individus pris un à un dans leur petit rayon de 100 milles.

Claude — Ce n'est pas pour rien qu'il n'est à peu près pas question des classes sociales dans l'oeuvre de Sartre. Pour Sartre, ce qui est primordial, c'est

d'abord l'homme, d'abord l'individu. Sauf qu'il ne peut pas ignorer l'existence du marxisme. Il ne peut pas ignorer les leçons de l'histoire.

Je pense que Sartre n'est pas un marxiste. Il n'a jamais rallié comme tel le matérialisme dialectique. Il ne s'est jamais proclamé philosophe marxiste et il n'a jamais adhéré au Parti communiste même s'il en a fait l'apologie dans certains textes. Et pourtant, ce n'est pas par ignorance. Sartre aurait pu prendre ce chemin.

Mon idée, c'est que l'idéologie de Sartre, c'est une idéologie de la petite bourgeoisie, qui reste sur le terrain de la petite bourgeoisie et qui s'adresse à la petite bourgeoisie. Mais, comme on le dit souvent, les positions de classe de la petite bourgeoisie, ses intérêts objectifs,

l'amènent des fois à être du côté de la bourgeoisie, des fois du côté du prolétariat. Et Sartre, il représente la petite bourgeoisie qui a tendance à aller du côté du prolétariat et qui a intérêt à le faire. Son projet à Sartre, c'est vraiment de faire une anthropologie philosophique, c'est-à-dire une philosophie de l'homme. C'est la philosophie des existentiels, du suicide, du désespoir, etc. Quand on lit ses romans, c'est tout ça qu'on trouve chez Sartre: la prostitution, le désespoir, le suicide, le mensonge, l'enfer c'est les autres, l'homme est un loup pour l'homme... Autrement dit, la nature humaine fait que les hommes se dévorent entre eux.

Je pense que Sartre est un progressiste qui travaille dans son genre à la révolution mais qui le fait d'un point de vue petit-bourgeois, sans jamais s'adresser aux masses. C'est un intellectuel progressiste qui, sur le terrain de la petite bourgeoisie, s'adresse à la petite bourgeoisie pour lui dire: on a intérêt à faire la révolution et à appuyer le communisme parce qu'il voit un peu le communisme comme un humanisme auquel on doit aspirer.

Gilles — Moi, en lisant Sartre, j'ai trouvé qu'il se posait des questions sur lesquelles les communistes n'intervenaient plus: la question du rapport entre l'individu et la société, la question du rôle de l'individu dans l'histoire de la société. Ce qu'il développe beaucoup, du moins dans ses premières oeuvres, c'est une conception qui, d'après moi, est typiquement idéaliste et c'est celle de la liberté.

Sa conception de la liberté finalement, c'est que l'individu peut choisir son avenir, choisir d'être ce qu'il veut être, compte tenu des limites qu'il a dans sa propre existence. C'est toujours aborder la question en voyant la liberté du point de vue de l'individu par rapport à sa propre vie à lui et non pas voir le rôle de l'individu dans l'histoire justement et comment il va intervenir dans un mouvement historique. Va parler de ça à l'assisté social qu'il peut changer sa vie du jour au lendemain. Ça ne veut pas dire grand-chose. Il peut effectivement se suicider; il va changer sa vie du jour au lendemain...

Cette conception de la liberté, elle n'éclaire pas bien gros la lutte, ni la réalité non plus. Elle va en éclairer un petit aspect effectivement, qui est comme dans le noir pour les matérialistes, toutes les questions de psycho-

logie, toutes les questions existentielles. Ce sont des questions sur lesquelles Sartre n'a pas eu d'interlocuteur matérialiste si on peut dire. Il n'y a personne, il me semble, à son époque, qui est venu ramener le débat sur un terrain où la question de la lutte de classes prend plus d'importance que d'être simplement le contexte dans lequel une existence se développe. Parce que c'est à peu près de même que Sartre présente ça.

La philosophie de Sartre, je dirais que c'est une philosophie de la révolte mais pas une philosophie révolutionnaire. C'est l'individu qui doit se révolter contre son existence qui est brimée par une classe sociale. C'est tout le temps l'individu qui doit se libérer. Mais, en tant que philosophie de la révolte, les idées de Sartre ont pu jouer un rôle progressiste, en faisant décrocher pas mal de monde de l'idéologie bourgeoise. Sauf que, ça ne permet pas d'adhérer à l'idéologie révolutionnaire. C'est comme s'il restait entre les deux.

Je dirais que Sartre est "contre-culturel" ou quelque chose dans le style. Il va contre la culture dominante mais il ne va pas te donner de solution en montrant que ce sont les intérêts de classe qui sont en cause dans tout ça. Et cette philosophie de la révolte, elle a pu mener à des gestes très anarchistes et à l'individualisme: rompre avec l'idéologie dominante mais pour s'affirmer soi.

Robert — Plus j'y pense, plus je n'hésiterais pas à classer Sartre parmi ceux qui ont fait avancer les choses. Il a été un de ceux qui a planté le clou à l'idéalisme religieux dominant à l'époque. Il s'est démarqué du pluralisme philosophique et de l'idéalisme subjectif absurde. Aussi, il fait à certains égards, des critiques justifiées aux marxistes. Par contre, il n'est pas capable d'y apporter de réponses. Et quand il essaie, il retombe dans l'idéalisme subjectif. Je dirais que la lutte de classes le rappelle à l'ordre de façon régulière, alors même que ses tendances personnelles et ses origines de classe, le poussent vers l'individualisme. Mais il ne faut pas nier pour autant que Sartre n'a jamais vraiment réussi à rompre avec l'idéalisme et que l'idéalisme subjectif, dont il est la frange de gauche, si on peut dire, demeure l'idéologie dominante actuellement.

Claude — Moi aussi je pense qu'il faut avoir un point de vue nuancé sur Sartre, mais j'ai des réticences à te suivre jusqu'au bout. Dire que l'existentialisme athé de Sartre c'est progressiste par rapport au courant dominant de l'époque, il me semble que c'est oublier que le marxisme existe et que lui aussi, il plante le clou à l'idéalisme religieux. Sartre n'est pas pré-marxiste. L'aspect principal, fondamental de sa philosophie, c'est l'idéalisme à mon avis.

Gilles — Il faut rappeler qu'il n'y avait plus, à l'époque de Sartre, de philosophes matérialistes qui luttait contre les philosophies idéalistes contemporaines. En ce sens-là, Sartre était comme à l'avant-garde dans le sens que les philosophes matérialistes ne parlant plus, c'est Sartre qui a lutté contre la philosophie bourgeoise.

Il ne faut pas oublier qu'après la guerre, le Parti communiste français a lancé le mot d'ordre de désarmer le peuple et de reconstruire la France capitaliste. Pour quelqu'un de progressiste, ça devait faire drôle! Aussi, on ne devient pas matérialiste tout seul en lisant des livres. Or, tu n'avais pas de milieux de discussion matérialiste en France à cette époque là. D'abord la guerre a concentré toutes les énergies. Ensuite, après la guerre, on voit le Parti communiste français qui commence à dégénérer.

* * *

Postscriptum

Les points de vue rapportés ici sont, à plusieurs égards, contradictoires. Le débat est donc loin d'être clos et nous invitons nos lecteurs à nous faire part à leur tour de leurs points de vue, en écrivant à UNITÉ PROLÉTARIENNE.

Jean-Paul Sartre s'entretient avec les étudiants en Mai 1968 à la Sorbonne.



En 1960, qu'était devenu le camp du socialisme?

Lors de sa dernière session, le Comité central d'EN LUTTE! réaffirmait son intention de poursuivre la lutte contre le révisionnisme dans le sens des orientations définies à notre IIIe Congrès. Si nous voulons que cette lutte serve à répondre aux questions posées aujourd'hui dans la lutte révolutionnaire, il faut donc se mettre à l'école de l'histoire.

Pas besoin de longs discours pour comprendre en effet, que les positions défendues et les gestes posés à un moment donné dans le mouvement communiste ne prennent leur sens que si on les juge à la lumière de l'histoire et des conditions qui prévalaient alors. Si on analyse les choses de ce point de vue, il ne s'agit donc plus simplement de comparer les citations de Mao ou de Staline à celles de Marx et Lénine, il faut étudier les conditions dans lesquelles les communistes ont lutté pour le socialisme depuis plus de 50 ans. C'est pour ces raisons que nous entendons, dans les mois qui viennent, accorder une large place à faire connaître et à analyser l'histoire du mouvement communiste international.

L'article qui suit rappelle un moment important de cette histoire: la conférence des 81 partis communistes tenue à Moscou en novembre 1960. La déclaration issue de cette conférence est importante dans la mesure où elle est le dernier document accepté par l'ensemble du mouvement communiste et où elle a servi de base, par la suite, à tous ceux qui ont lutté contre le révisionnisme soviétique.

En novembre 1960, les représentants de 81 partis communistes et ouvriers se réunissaient à Moscou pour une nouvelle conférence du mouvement communiste international, qui comptait alors 87 partis et 36 millions d'adhérents, suivant les documents issus de la conférence elle-même. Cette conférence faisait suite à celle de 1957 qui avait, quant à elle, réuni 68 partis, dont 13 provenaient des pays du camp socialiste, soit l'Albanie, l'Allemagne de l'Est, la Bulgarie, la Chine, la Corée, la Hongrie, la Mongolie, la Pologne, la Roumanie, la Tchécoslovaquie, l'Union soviétique, le Vietnam et la Yougoslavie. Les partis de ces pays socialistes, exception faite de celui de la Yougoslavie, avaient alors signé la **Déclaration des douze** qui fut ensuite entérinée par l'ensemble des partis.

Le but de la conférence de 1960, comme de la précédente, et de celle qui viendra en 1969, était d'unifier le mouvement communiste au sein duquel des divergences et des contradictions importantes s'étaient manifestées ouvertement, en particulier depuis le 20e Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique (PCUS) en 1956. C'est à ce congrès que Khrouchtchev, dont le

pouvoir est alors bien établi sur le Parti soviétique, lancera sa campagne de dénigrement contre Staline, sur le thème de la lutte contre "le culte de la personnalité".

L'année 1956 est importante à plus d'un titre. C'est en effet à l'automne de

1956 que des troubles majeurs trouveront leur aboutissement en Pologne et en Hongrie. Les troupes soviétiques seront mises à contribution, en particulier en Hongrie, et dans les deux cas le pouvoir politique passera aux mains d'une nouvelle direction. C'est également en 1956 que le secrétaire général du Parti communiste italien, Palmiro Togliatti, développera sa théorie dite du "polycentrisme", qui constituait en fait la négation de l'unité du mouvement communiste international telle qu'elle avait existé depuis la création du Komintern. 1956, c'est enfin l'année où de nouveau les divergences s'aiguisent entre l'Union soviétique et la Yougoslavie, et où elles apparaissent entre la Chine et l'Albanie d'une part, et l'Union soviétique d'autre part.

En fait, la désunion était apparue au sein du mouvement communiste bien avant 1956. Et quand nous parlons ici de désunion, nous ne parlons pas des débats de ligne qui ont été constants au sein des forces communistes durant toute son histoire, mais de contradictions aiguës qui reflètent des inté-

Gravure albanaise de la Conférence des 81 partis communistes et ouvriers qui s'est ouverte à Moscou en novembre 1960



de la nation". La lutte unit donc le prolétariat, la petite et la moyenne bourgeoisie. Pour réussir, l'unité des forces syndicales et des mouvements de masse populaires est essentielle. Les communistes dénoncent les directions de droite de la social-démocratie, mais s'unissent avec "les masses social-démocrates". Ils s'opposent à "l'exportation de la révolution" et aspirent à réaliser celle-ci de façon pacifique, ce qui est possible dans les conditions d'alors.

La **sixième partie** de la **Déclaration de 1960** se présente comme le développement de l'affirmation suivant laquelle "le mouvement communiste mondial est devenu la force politique la plus influente de notre époque". Le mouvement communiste est engagé dans la lutte contre le révisionnisme moderne où il a déjà remporté des victoires, dont celle de la dénonciation de l'opportunisme yougoslave qui prétendait demeurer en dehors des "blocs", c'est-à-dire en dehors de l'un ou l'autre camp qui s'opposent à l'échelle du monde. Tout en luttant contre l'opportunisme et le révisionnisme, le mouvement demeure en garde contre le dogmatisme et le sectarisme et tient à son unité. Même si les partis sont égaux entre eux, collaborent et règlent leurs différents par des discussions au niveau de leur direction, le PCUS demeure et demeurera l'avant-garde de la lutte du prolétariat mondial. Le marxisme-léninisme constitue toujours la grande doctrine universelle de la révolution.

* * *

Indépendamment du fait que la **Déclaration de 1960** présente une analyse des rapports de forces à l'échelle internationale qui se révélera par la suite profondément erronée, le document issu de la Conférence de Moscou comporte un bon nombre d'affirmations qui constituent autant de déviations par rapport au marxisme-léninisme et à une stratégie véritablement révolutionnaire. Nous reviendrons plus loin sur l'explication qu'il faut donner à l'analyse de la conjoncture fournie dans la **Déclaration**. Pour le moment, arrêtons-nous à certains aspects du document qui sont carrément incompatibles avec une stratégie et une tactique conséquentes dans la lutte pour le socialisme.

De ce point de vue, la première chose qui retient notre attention, c'est l'importance accordée à la question de la paix. En effet, toute la déclaration est marquée par cette préoccupation cen-

trale suivant laquelle la chose la plus importante pour le prolétariat et les peuples du monde, c'est d'empêcher que les puissances impérialistes, et plus spécialement les Etats-Unis, ne déclenchent une nouvelle guerre d'envergure. Ce danger est d'autant plus grand, dit la déclaration, que les armes nucléaires constituent un instrument de destruction inégalé jusqu'alors dans l'histoire.

Il est vrai que les peuples du monde aspirent à la paix, mais est-il juste d'un point de vue révolutionnaire de mettre la recherche de la paix au-dessus des luttes du prolétariat pour transformer ses conditions de vie et, plus encore, pour renverser le règne du capital? Dans la logique de la déclaration, cela est fondé. En effet, la paix doit fournir les conditions nécessaires au développement du camp socialiste et c'est le développement du camp socialiste qui est le facteur principal qui va entraîner les peuples du monde à se débarrasser de l'exploitation capitaliste.

Ceci nous amène à un deuxième élément de la déclaration, à savoir les possibilités nouvelles de parvenir au socialisme par la voie pacifique. On s'étonne de trouver cette affirmation, à côté de celle qui dit que l'impérialisme et plus particulièrement l'impérialisme américain manifeste une volonté toujours plus grande de dominer le monde et d'instaurer son hégémonie. Comment en effet concevoir que les peuples du monde parviendront au socialisme de façon pacifique, quand on affirme en même temps que les forces du camp impérialiste deviennent de plus en plus agressives dans leur volonté d'affermir leur domination sur le monde non socialiste et même de détruire le monde socialiste qui compte alors un tiers de l'humanité?

Ce point de vue sur le passage pacifique au socialisme est évidemment à mettre en rapport avec cette autre affirmation de la déclaration suivant laquelle, c'est par la compétition économique que le camp socialiste parviendra à imposer sa supériorité sur le capitalisme. Il y a là une affirmation qui relève au second plan le caractère essentiellement politique de la lutte révolutionnaire. On peut voir là une manifestation certaine de ce qu'on a appelé la "théorie des forces productives". En effet, la révolution socialiste, dans le contexte de la **Déclaration de 1960**, finit par apparaître comme le résultat quasi automatique du développement

général, mais plus particulièrement économique, du camp du socialisme. Cela laisse de côté le fait majeur que, dans les pays capitalistes, autant en 1960 qu'après, le développement économique, le développement des forces productives, est demeuré entièrement sous le contrôle de la bourgeoisie. Or, le passage au socialisme exige la prise du pouvoir politique par le prolétariat et c'est précisément là que se situe la révolution prolétarienne, dans le renversement du pouvoir d'Etat bourgeois, afin d'instaurer un régime politique qui utilise les forces productives dans l'intérêt de la majorité et non pas d'abord au bénéfice des monopoles et du capital en général.

La **Déclaration de 1960** devient vraiment confuse lorsqu'elle aborde la question des luttes de libération nationale. En effet, tout en reconnaissant qu'il est juste d'affirmer que le mouvement de libération nationale se développe de façon extraordinaire depuis la Deuxième Guerre mondiale, on doit se demander ce que signifie ce nouveau type de développement économique que la déclaration appelle un "développement non capitaliste". On doit également se demander ce que signifie ce nouveau type de régime politique que le même document nomme "Etat de démocratie nationale". Ces affirmations confuses et ambiguës étonnent d'autant plus que dans la même déclaration, on condamne de nouveau la Yougoslavie pour avoir préconisé que le développement des pays nouvellement indépendants devrait se faire en marge des deux blocs ou des deux camps. N'y a-t-il pas quelque chose de commun entre la position des communistes yougoslaves et celle de la déclaration qui préconisent l'une et l'autre un nouveau type de développement qui ne serait ni capitaliste ni socialiste?

Une ambiguïté comparable se présente quand la déclaration traite de la lutte du prolétariat dans les pays capitalistes. Tout en réaffirmant l'opposition fondamentale entre le Capital et le Travail, le document insiste davantage sur une autre contradiction qui, elle, oppose les forces non monopolistes aux monopoles capitalistes. Toute la stratégie et la tactique des communistes des pays capitalistes devraient s'articuler autour de cette dernière contradiction et non plus autour de la contradiction, qualifiée pourtant de fondamentale, entre le prolétariat et la bourgeoisie.



1960, c'est aussi une année où le mouvement de libération nationale dans les colonies prend son essor. Ci-haut: attentat du Front de libération national de l'Algérie.

Comme résultat de tout cela, la **Déclaration de 1960** présente une ligne dans laquelle, autant dans les pays dominés que dans les pays capitalistes avancés, la lutte se mène entre un ensemble de classes et de couches sociales qui vont de la paysannerie et du prolétariat jusqu'à la bourgeoisie non monopoliste d'une part, et les grands monopoles d'autre part, et plus particuliè-

rement encore l'impérialisme américain.

Alors même que les grands monopoles sont présentés comme l'ennemi principal, à toute fin pratique, du prolétariat et des peuples dans les pays capitalistes (ils le sont également pour ce qui est des peuples des pays dominés, cela est implicite dans la déclaration), une des revendications que les commu-

nistes devraient défendre dans les pays avancés, c'est la nationalisation "des branches les plus importantes de l'économie". Ces nationalisations peuvent-elles conduire ailleurs qu'à la création de monopoles d'Etat? Nationalisés ou pas, les monopoles demeurent le principal instrument de domination de la bourgeoisie.

* * *

Mais, tout ce programme, on l'a vu plus haut, se présente comme étant une juste application du marxisme-léninisme aux conditions nouvelles qui résultent principalement du renforcement du camp socialiste et de l'affaiblissement et de la déchéance imminente du camp de l'impérialisme. Une telle analyse paraît incompréhensible quand on la considère à la lumière des vingt années qui nous séparent de la **Déclaration de 1960**. On pourrait prétendre que les communistes se sont tout simplement trompés sur le rapport de forces qui prévalait en 1960 et que cette erreur d'analyse les a conduits à échauffer un programme qui ne pouvait pas réussir. Il est fort possible et même probable qu'un grand nombre de communistes ont été effectivement trompés par la ligne mise de l'avant par la Conférence de 1960. Cependant, le contenu même de la déclaration ne peut pas être compris comme une erreur, car il correspond à des intérêts de classe bien identifiables. Et la ligne politique adoptée par la Conférence de 1960 doit être considérée comme toutes les idéologies qu'a connues l'histoire, c'est-à-dire comme l'expression des intérêts d'une classe particulière à un moment donné. Essentiellement, la **Déclaration de 1960** exprime les intérêts de la classe dirigeante de l'Union soviétique, beaucoup plus que ceux des forces politiques réunies au sein du mouvement communiste à cette époque.

Le programme politique présenté dans la **Déclaration de 1960** est celui de la classe dirigeante soviétique

Le révisionnisme du PCUS a été maintes fois critiqué depuis le début des années 50. La **Lettre en 25 points** constitue sans doute le document qui fait le



Le président Nasser d'Egypte traverse ici les rues du Caire. Son nom sera largement associé durant toutes les années 60 aux mouvements de libération nationale à travers le monde.

mieux apparaître les critiques majeures qui ont été adressées par la suite aux positions de fond que l'Union soviétique a commencé à défendre ouvertement après le 20e Congrès du PCUS. Que ce soit sur la question de la guerre, de la lutte pour le pouvoir prolétarien ou encore de la dictature du prolétariat, la **Lettre en 25 points** présente une critique très rigoureuse des positions erronées de l'Union soviétique.

Les marxistes-léninistes ne se sont d'ailleurs pas contentés de critiquer les erreurs de ligne du PCUS, ils ont abondamment dénoncé les pratiques fascistes et impérialistes de l'Union soviétique depuis le début des années 60.

Souvent d'ailleurs, quand on a critiqué le PCUS, on lui a reproché de ne pas s'en tenir au programme défini par la Conférence de Moscou de 1960. Il nous semble plutôt que l'action de l'Union soviétique au cours des 20 dernières années a été tout à fait conséquente avec la **Déclaration de 1960**. Pour fonder une telle affirmation, il faut faire un bref retour historique et tâcher de comprendre ce qu'était devenu en pratique le camp du socialisme au moment de la Conférence de 1960. Mais avant de présenter cette situation historique, il est nécessaire de rappeler que d'un point de vue marxiste, toute analyse critique d'une idéologie, quelle qu'elle soit, doit viser à identifier les forces sociales dont elle exprime les positions, les intérêts de classe dont elle est l'expression.

Ceci nous amène à faire une critique de la façon dont la plupart du temps on a analysé le révisionnisme moderne jusqu'ici, de la façon également dont on a

cherché à expliquer la déchéance capitaliste de l'Union soviétique, des pays de l'Europe de l'Est et plus récemment de la Chine. En effet, la majorité des analyses de ces différentes révolutions a consisté jusqu'ici à rechercher les prises de position des partis de ces pays qui s'éloignaient du marxisme-léninisme et à considérer ces prises de position comme étant les facteurs déterminants qui ont entraîné la déchéance révisionniste et le retour au capitalisme. Faut-il dire qu'une telle analyse se situe à l'opposé d'une analyse marxiste? En effet, une des contributions majeures de Marx à la compréhension de l'histoire des sociétés, a été précisément de montrer comment les idées dominantes dans l'histoire ont été les idées qui reflétaient le mieux les intérêts des classes dirigeantes dans les différentes sociétés de classe passées. Il n'y a pas de raison d'abandonner ce point de vue matérialiste historique quand il s'agit d'analyser l'évolution des situations dans une société socialiste. Affirmer cela, bien sûr, c'est affirmer en même temps que la société socialiste est une société de classe. C'est effectivement ce que le marxisme-léninisme affirme également, à savoir que le socialisme est la période de transition entre le capitalisme et le communisme, et que pendant cette transition la lutte de classes se poursuit; la raison en est bien simple: c'est que les conditions matérielles de l'abolition des classes ne sont pas encore réunies et que, tant que cette situation dure, les classes durent également.

Un des problèmes majeurs qui freine une compréhension et une analyse scientifiques du révisionnisme moderne, c'est que le plus souvent l'examen de l'évolution des sociétés socialistes s'est limité à étudier les prises de position des partis communistes dans ces pays et à chercher à qualifier ces prises de position de correctes ou incorrectes sur la seule base des principes généraux du marxisme-léninisme. Or, ni Marx ni Lénine, ni aucun autre leader communiste n'a jamais prétendu que le marxisme-léninisme était une série de principes immuables qu'il s'agissait d'appliquer mécaniquement dans n'importe quelle situation. Au contraire, le marxisme-léninisme offre une doctrine scientifique qui permet de comprendre les contradictions de classe et, sur la base de cette compréhension, fournit l'orientation qui doit permettre de les

résoudre dans le sens des intérêts de la révolution prolétarienne.

Or, jusqu'ici on s'est appliqué à dénoncer les erreurs théoriques, ou bien de Tito, ou bien de Khrouchtchev, ou bien même de Staline et de Mao, mais rarement s'est-on appliqué à étudier les rapports de forces qui prévalaient à l'échelle du monde et dans les divers pays où la lutte pour le socialisme se poursuivait. C'est un peu comme si Marx et Engels, analysant les révolutions de 1848 et de 1870 en Europe, l'avaient fait dans le seul but d'établir si les partis engagés dans ces révolutions bourgeoises appliquaient ou non les mots d'ordre de "liberté, égalité, fraternité", élaborés par les idéologues bourgeois du 18e siècle. Poser le problème, c'est lui apporter une réponse, car chacun sait que ce n'est jamais de cette façon que Marx et Engels ont étudié les révolutions sociales dont ils ont été témoins.

Examiner la déchéance des pays socialistes non seulement à la lumière des décisions prises par les partis dirigeant ces révolutions, mais à la lumière des



rapports de classes qui étaient à la source du développement de ces sociétés, ce n'est pas rejeter l'importance des décisions politiques et de la ligne de ces partis. C'est tout simplement les remettre à leur place, c'est-à-dire les situer dans les limites concrètes, objectives, à l'intérieur desquelles ces décisions pouvaient avoir une portée réelle.

En 1960, le camp du socialisme était en fait devenu le camp d'une nouvelle puissance hégémonique, l'URSS

Le camp du socialisme est né au terme de la Deuxième Guerre mondiale, alors que les pays de l'Europe de l'Est sont passés aux mains des partis communistes et ouvriers qui y menaient la

lutte depuis de nombreuses années, avec l'aide de l'Armée rouge soviétique dans la plupart des cas. Dans les dix années qui ont suivi, ce camp devait s'élargir à la Chine, à la Corée et au Vietnam.

Le camp du socialisme avait comme centre l'Union soviétique, pays socialiste depuis la Révolution d'Octobre 1917, qui avait connu un développement économique et social prodigieux au cours des années 30 particulièrement.

Malgré le coût économique et social énorme qu'a représenté la Deuxième Guerre mondiale pour l'Union soviétique, qui a été effectivement à l'avant-garde de la lutte contre le fascisme, ce pays est demeuré relativement puissant, grâce au développement de son industrie et de sa main-d'œuvre dans les 15 années précédentes.

Or, les pays qui vont composer le camp du socialisme avec l'Union soviétique, ont ceci de particulier que ce sont tous des pays relativement arriérés au

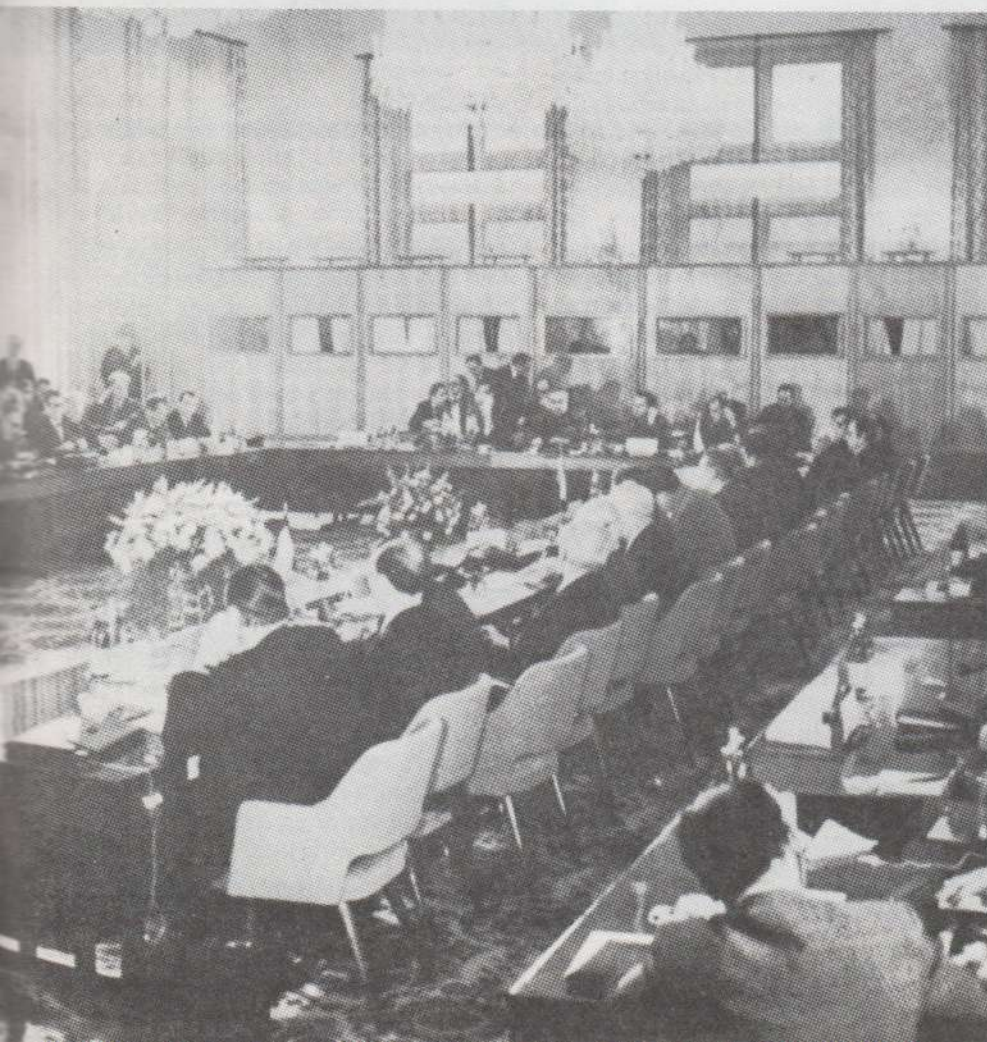
plan de l'industrialisation. La Chine, par exemple est un pays à 90% agricole et cette situation se retrouve en Corée et au Vietnam. Même les pays de l'Europe de l'Est peuvent être considérés comme des pays relativement arriérés en 1945. Le camp du socialisme est donc constitué au point de départ d'un pays industrialisé, relativement puissant, qui a l'expérience de l'édification socialiste, de l'industrialisation et de la collectivisation de l'agriculture, d'une part, et d'un ensemble de pays relativement arriérés et qui sont directement issus de régimes politiques très réactionnaires, des pays qui n'ont jamais connu la démocratie, d'autre part.

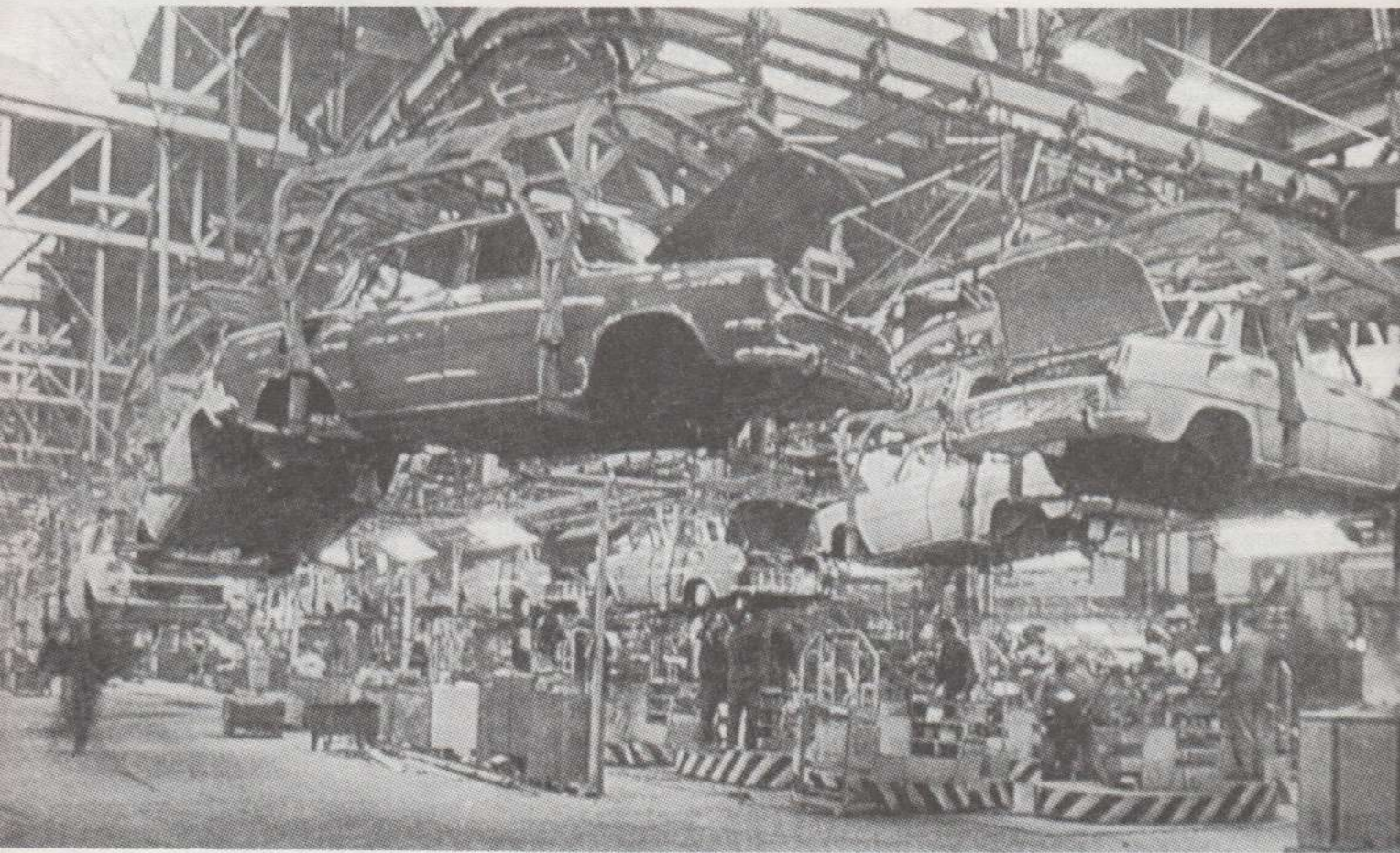
Il y a déjà là les bases matérielles de contradictions importantes entre ces deux éléments majeurs du camp socialiste: sa partie industrialisée, l'Union soviétique, et sa partie agricole et arriérée, l'Europe de l'Est et les pays asiatiques. Ces contradictions, on l'a vu antérieurement, ne tarderont pas à se manifester; dès la fin des années 40, on voit la Yougoslavie manifester des réticences considérables à ce qu'elle appelle la domination de l'Union soviétique sur les autres pays du camp socialiste. Elles se manifesteront à plusieurs reprises au cours des années suivantes et notamment à partir de 1956 et jusqu'à la fin des années 50. Elles comporteront les manœuvres militaires de 1956 en Hongrie et en Pologne; elles conduiront à la rupture des relations entre l'URSS et la Chine et entre l'URSS et l'Albanie à la fin des années 50 et au début des années 60; cette rupture signifiant la fin de toute aide de la part de l'Union soviétique à ces deux pays beaucoup moins avancés industriellement.

On serait bien mal venu de vouloir expliquer cette situation interne au camp du socialisme par les seules erreurs politiques, par les seules déviations dont se seraient rendus coupables Tito en Yougoslavie, Gomulka en Pologne, Kadar en Hongrie, Khrouchtchev en Union soviétique, Liu Shaoqi en Chine, etc. La réalité est beaucoup plus complexe. En effet, le camp du socialisme ne se développe pas dans un vacuum. Très précisément, dès après la Deuxième Guerre mondiale, alors qu'il ne vient que de naître, le camp du socialisme doit affronter les attaques conjuguées de toutes les forces impérialistes qui, non seulement s'emploient à empêcher de nouvelles victoires du prolétariat, mais visent à anéantir ses victoires passées.

Le Pacte de Varsovie deviendra progressivement un instrument au service des visées expansionnistes de l'Union soviétique.

Ci-bas: Conférence du Comité politique des Etats membres du Pacte de Varsovie, le 22 novembre 1978





Les attaques multiples de l'impérialisme contre le camp du socialisme et contre les forces révolutionnaires en général après la Deuxième Guerre mondiale sont trop bien connues pour qu'il soit nécessaire de les énumérer en détail. Qu'il suffise de mentionner, à titre de rappel, les manœuvres de l'impérialisme dans les pays européens pour éliminer les communistes qui faisaient partie des gouvernements en France, en Belgique et ailleurs; qu'il suffise également de mentionner l'offensive des impérialistes contre les communistes grecs qui étaient sur le point de prendre le pouvoir à la fin des années 40; qu'il suffise enfin de rappeler toutes les incursions de l'impérialisme américain en Amérique latine et en Asie au cours des années 50...

On sait que les années 50 ont été celles de la guerre froide, c'est-à-dire d'une lutte serrée de l'impérialisme destinée à réduire le plus possible l'influence du camp socialiste, et même à le miner de l'intérieur. Les années 50 ont également été celles du maccarthysme, phénomène qui a existé dans à peu près

Le COMECON est devenu une union économique destinée à servir les intérêts impérialistes de l'URSS.

tous les pays impérialistes, et qui a consisté en une campagne de propagande inégalee contre toutes les forces progressistes et révolutionnaires.

Si on lie cette situation internationale où l'impérialisme mène une lutte à finir contre le camp du socialisme et contre le camp du communisme aux conditions qui prévalent à l'intérieur du camp socialiste lui-même, on a la base matérielle qui permet de comprendre comment le camp du socialisme a pu dégénérer et comment les forces bourgeoises ont pu l'emporter sur les forces de la révolution.

En effet, alors que l'impérialisme créait toutes les embûches imaginables au développement du camp socialiste, des difficultés considérables se présentaient au sein même de celui-ci. Tous les pays du camp socialiste, exception faite de l'Union soviétique, étaient, comme nous l'avons vu, des pays principalement agricoles, où l'industrie était

peu développée. L'URSS, pour sa part, tout en étant un pays déjà industrialisé, présentait des retards considérables par rapport aux pays impérialistes les plus avancés et les conditions de vie des masses y étaient à bien des égards inférieures à celles qu'elles pouvaient connaître dans ces mêmes pays avancés.

Cette situation était certainement propice à des affrontements sérieux entre les tenants du développement socialiste et ceux de développement capitaliste.

Le fait est que progressivement l'Union soviétique, dans sa volonté de parvenir à un développement économique et militaire comparable et même supérieur à celui des pays impérialistes, sera amenée à définir les intérêts du camp socialiste suivant ses propres intérêts de puissance en développement.

Le développement inégal, est généralement le point de départ d'inégalités encore plus grandes. Cette règle des so-

ciétés de classe devait également prévaloir au sein du camp socialiste. Très tôt, l'Union soviétique utilisera le Pacte de Varsovie établi en 1955, et l'entente économique du COMECON, réalisée en 1949, non plus tellement pour harmoniser les efforts des différents pays du camp socialiste en Europe de l'Est, mais plutôt dans le but de servir ses intérêts. Là réside la source principale des contradictions qui se développeront au sein du camp du socialisme au cours des années 50.

* * *

Ce bref retour sur la situation concrète qui prévalait au sein du camp socialiste et sur le rapport de forces international devrait nous permettre de mieux comprendre le programme qu'on retrouve dans la **Déclaration de 1960**. Il est maintenant possible de mieux voir les réalités qui se cachent derrière les différentes expressions, en apparence marxistes-léninistes, qu'on trouve dans cette Déclaration.

Une première affirmation de la **Déclaration de 1960** qui mérite d'être expliquée, c'est celle suivant laquelle le camp du socialisme se développe de jour en jour, au point qu'il est possible d'envisager qu'il va dépasser en puissance le camp de l'impérialisme. Une telle affirmation trouve son fondement dans le fait que l'Union soviétique est effectivement en voie de parvenir à un développement comparable, et même supérieur à certains égards, à celui des puissances impérialistes occidentales. Or, pour poursuivre sa course vers le dépassement de ces puissances, l'Union soviétique a un besoin vital de l'unité des pays du camp dit socialiste afin de s'assurer un marché suffisant, des ressources naturelles variées et une mainmise totale sur

un ensemble de pays qui offrent des possibilités stratégiques importantes advenant un affrontement avec les puissances occidentales.

On comprend mieux dans ce contexte, pourquoi la **Déclaration de 1960** accorde une telle importance à la compétition économique et à la coexistence pacifique. En effet, il est nécessaire de convaincre le mouvement communiste et les forces progressistes que c'est le développement économique du camp socialiste qui est désormais le facteur déterminant dans la victoire de ce qu'on appelle encore le socialisme, mais qui est plutôt la victoire de l'URSS elle-même sur les puissances impérialistes occidentales. Les développements économiques nécessaires à l'Union soviétique ne pourront être réalisés que si elle peut compter sur une période relativement prolongée de paix, une période qui n'exigera pas d'elle un effort militaire comme celui qu'a représenté la Deuxième Guerre mondiale.

Voilà pour l'insistance que met la **Déclaration de 1960** sur la lutte pour la paix, sur la compétition économique et sur la coexistence pacifique. Partant de là, les luttes révolutionnaires ailleurs dans le monde seront réduites à des luttes pour des réformes. Ainsi, pour ce qui est des anciennes colonies, les objectifs que se fixe le mouvement communiste dans la **Déclaration de 1960**, c'est le développement non capitaliste, ce qui, rigoureusement parlant, ne veut rien dire; c'est également l'Etat de démocratie nationale, un Etat dont on voit mal comment il se distingue des Etats bourgeois du passé.

Pour ce qui est des pays capitalistes avancés, la lutte de la classe ouvrière sera ramenée à la lutte pour la paix, bien sûr, et à la lutte pour la démocratie

contre les monopoles, en particulier les monopoles américains. On comprend tout l'intérêt de cette tactique. L'adversaire principal de l'Union soviétique dans sa course pour l'hégémonie, résultat de sa course pour un développement économique illimité, ce sont les Etats-Unis. Si le prolétariat international devait s'unir pour lutter contre les monopoles américains, s'il devait partout réclamer la nationalisation des monopoles étrangers et notamment des monopoles américains, il ne fait pas de doute que l'impérialisme américain en subirait les contrecoups, même si l'impérialisme en général pourrait conserver sa force antérieure.

En d'autres termes, les positions de base de la **Déclaration de 1960** expriment les intérêts de l'Union soviétique dans sa lutte pour devenir une grande puissance, et pour affaiblir la position hégémonique de l'impérialisme américain. Cet objectif est poursuivi en dirigeant la lutte du prolétariat et des forces progressistes de tous les pays contre l'impérialisme américain, présenté comme le principal fauteur de guerre. Ces positions sont également destinées à détacher les anciennes colonies du même impérialisme américain qui, effectivement, travaille assidûment à s'en assurer le contrôle.

Voilà pourquoi on peut dire que la **Déclaration de 1960** est bien le programme d'une nouvelle puissance en développement et non pas celui des forces prolétariennes internationales. Il restera à voir comment l'Union soviétique, de pays socialiste, est devenu un pays capitaliste et impérialiste.

* * *

C. Gagnon

10 mai 1980

Disponibles aux librairies L'Etincelle et The Spark

Disponibles aux librairies L'Etincelle et The Spark

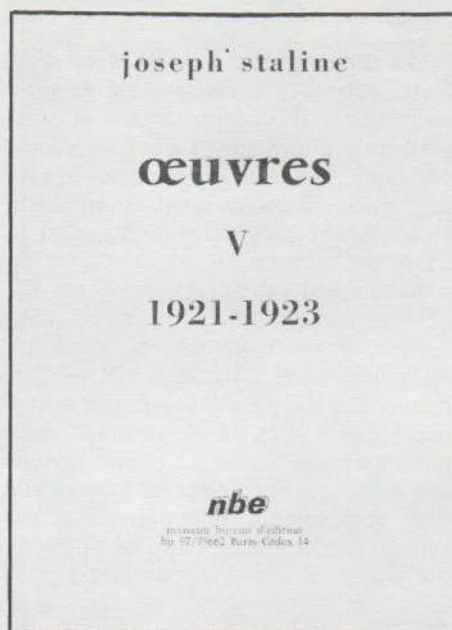
• **Riposter à l'attaque dogmato-révisionniste sur la pensée Maotsetoung**, Parti communiste révolutionnaire des Etats-Unis, RCP Publications, \$3.00, Commentaires sur l'Impérialisme et la révolution d'Enver Hoxha.

- **Visage de l'Albanie**, Editions "8 Nentori", \$6.80
- **Avec Staline, souvenirs**, E. Hoxha, Editions "8 Nentori", \$4.90
- **Introduction à l'oeuvre théorique de Staline**, tome 1, présentation et choix de textes par H. Desbrousses, P. Vilar & B. Peloille, Editions Norman Bethune, \$10.80

Le 5e tome des oeuvres de Staline publié en français

Les éditions NBE à Paris viennent de faire paraître le tome V des Oeuvres de Staline couvrant la période de 1921 à 1923 (1). Essentiellement, l'ouvrage comporte trois types de textes: ceux ayant trait aux problèmes posés par la NEP (nouvelle politique économique) et particulièrement par les formes nouvelles de l'alliance ouvriers-paysans; ceux concernant la vie du Parti et ses liens avec les masses; et ceux consacrés à la question nationale.

Nous nous arrêterons plus particulièrement aux textes que Staline réserve à la question nationale en Union soviétique durant la première période de l'édification du socialisme. Les Xe et XIIe Congrès du Parti communiste (bolchévique) de Russie vont d'ailleurs accorder à la question nationale une très grande place. A cet égard, les *Thèses pour le Xe Congrès (Les tâches immédiates du Parti dans la question nationale)* de même que le rapport présenté par Staline à ce Xe Congrès (voir pp. 38 et suivantes) analysent rigoureusement l'évolution de la question nationale à travers la période historique qui s'étend de la formation des Etats-



nations (capitalisme ascendant) à celle du triomphe de la révolution socialiste dans un Etat multinational, comme l'Union soviétique.

En outre, Staline a proposé pour le XIIe Congrès (1923) les thèses concernant *Les facteurs nationaux dans l'organisation du Parti et de l'Etat* (pp. 159 et suivantes). Ces thèses démontrent que, dans l'édification socialiste, il faut appliquer **pratiquement** le principe de l'égalité des langues et des nations: passer de l'égalité juridique à l'égalité complète sur tous les plans de l'activité sociale et économique, "...abolir toutes

les survivances de l'oppression nationale et de l'esclavage colonial" de manière à ce que le prolétariat russe concoure "par une aide effective et durable, au progrès économique et culturel des peuples retardataires de l'Union" (p. 164).

L'intérêt des thèses de Staline — qui sont aussi celles adoptées par le Congrès dont nous venons de parler — réside dans le lien qu'il établit entre l'égalité juridique des nations (et leur collaboration volontaire au sein d'un Etat multinational), les tâches politiques du Parti (la lutte contre le chauvinisme grand-russe) et le relèvement immédiat des conditions de vie des masses des nations arriérées.

En plus de nous éclairer sur les conditions concrètes prévalant en Union soviétique au début des années 20, le tome V des *Oeuvres* de Staline fournit à tous les progressistes et communistes des indications claires sur la méthode pour comprendre et solutionner correctement la question nationale, autant dans les colonies et semi-colonies que dans les pays capitalistes et révisionnistes. Ce tome a enfin le mérite de porter à notre connaissance des textes peu connus de Staline qui viennent enrichir notre connaissance de la théorie marxiste-léniniste de la question nationale.

Disponible aux librairies L'Étincelle.

1. Staline, *Oeuvres (1921-1923)*, tome V, NBE, Paris 1980

Pélagie-la-Charrette d'Antonine Maillet

On ne tue pas un peuple à coup de déportation

Pélagie-la-Charrette (1), le roman de l'écrivaine acadienne Antonine Maillet qui s'est vu décerner le célèbre prix

Goncourt en 1979, n'a pas été sans attirer l'attention de nombreuses personnes du domaine des arts et des lettres, comme du simple homme de la rue, aussi bien au Canada qu'à l'étranger.

Ici, la publicité dont a été entouré ce roman a eu ceci de particulier qu'elle s'est développée au moment où, à la faveur de la crise politique qui secouait le pays d'un bout à l'autre de ses frontières, la question acadienne est devenue de plus en plus présente au sein

de l'actualité politique (375e anniversaire de l'Acadie, le Congrès d'orientation des Acadiens, revendication d'un statut de province pour l'Acadie par le 3e Congrès du Parti acadien, etc.).

De cette façon, et sans doute malgré la volonté de l'auteur elle-même, ce roman a pris une certaine connotation politique qu'il n'aurait pas eue, peut-être, s'il était paru dans un autre con-

1. Antonine Maillet, *Pélagie-la-Charrette*, Éditions Leméac, Montréal, 1979

texte. C'est ainsi qu'Antonine Maillet a été tour à tour reçue par les hommes politiques du Québec, d'Ottawa et du Nouveau-Brunswick qui ne pouvaient manquer, face à cette oeuvre, de tenter de la récupérer chacun à leur façon.

Pélagie-la-Charrette, c'est l'histoire d'une femme acadienne déportée avec les siens en 1755 vers les Etats-Unis, en Georgie, et qui, ayant "dans le ventre l'image du pays", entreprend après 15 ans d'exil d'entraîner tout son "peuple" derrière sa charrette et de remonter les Etats du Sud jusque vers l'Acadie pour s'y réinstaller et prendre ainsi sa revanche sur l'histoire. C'est à l'épopée de la lutte de tout un peuple contre l'anéantissement, haute en couleurs et pleine d'intensité, à laquelle l'auteur nous fait assister lorsqu'elle nous décrit le long périple du cortège des charrettes venues s'ajouter à celle de Pélagie au fur et à mesure que cette dernière franchit un nouvel Etat américain.

Cette marche vers la reconquête du pays ne se fait évidemment pas facilement. De fait, elle s'échelonne sur dix ans, de 1770 à 1780. Dix ans durant lesquels Pélagie et les siens auront à affronter les pires conditions, mais qu'ils réussiront néanmoins à surmonter grâce à l'ingéniosité de chaque membre de cette équipée; ingéniosité dont le ciel et l'auteur semblent les avoir pourvus comme pour compenser tout ce qu'ils ont perdu dans la Déportation et comme gage qu'ils obtiendront irrésistiblement victoire un jour ou l'autre. Mais si ce "petit peuple" arrive à surmonter les obstacles qui se dressent à chaque tournant, c'est surtout grâce à la détermination invincible de Pélagie. Même la charrette de la Mort qui traîne toujours derrière elle Bélonie-le-Vieux, le patriarche du clan, qui a perdu toute sa famille le soir du Grand Dérangeant, n'a pas raison de Pélagie. Elle n'hésitera jamais à interrompre sa route pour aller rescaper des familles acadiennes perdues au fond de quelque Etat du Sud. Elle aura toujours le dernier mot dans la lutte pour convaincre les siens de ne pas s'arrêter à mi-chemin.

Pélagie aura eu le dernier mot: son peuple est rentré en Acadie, même si ce n'est que "par la porte arrière et sur la



pointe des pieds". Mais elle aura dû pour cela en payer le prix de son amour pour le capitaine Beausoleil, ce valeureux fils d'Acadie qui, dans un tour de force inimaginable, a réussi en pleine nuit, durant la Déportation, à usurper à la marine anglaise un de ses sinistres navires et qui, depuis ce temps, a consacré sa force et son courage à porter secours lui aussi à son peuple. Elle aura dû surtout en payer de sa vie, la Pélagie, elle qui rêvait de retrouver son Grand-Pré natal en fleurs et qui le retrouve brûlé et désert avec, à ses côtés, d'autres villages occupés à demeure par les Anglais. Mais qu'à cela ne tienne, Pélagie a semé son grain. Madeleine, sa fille, prend la relève en abattant un arbre pour redonner un abri à la famille alors que les charretons se dispersent aux quatre coins du pays. Cela portera ses fruits puisqu'un siècle plus tard, c'est l'épilogue du roman qui nous le révèle, on entendra de nouveau respirer l'Acadie après qu'elle se soit tapie dans les bois en s'efforçant de ne pas réveiller l'ours qui dort (lire: le colonialisme anglais), comme le lui avait recommandé Pélagie. "Attendez le temps qu'il faut", avait-elle dit.

Pour rendre pleinement justice à l'auteur, il faut indiquer que d'une façon

très habile Antonine Maillet sait utiliser à diverses reprises le cadre dans lequel se déroule l'action de son roman pour rendre compte du contenu plus général et du caractère historique réel de la lutte du peuple acadien. Et cette histoire, elle se démarque de celle qui a jusqu'à tout récemment été véhiculée par les élites religieuses locales. Par exemple, elle fait coïncider l'arrivée des charrettes à Philadelphie avec l'heure où les cloches de l'indépendance américaine se sont mises à sonner sur cette ville en 1776. Deux personnages du roman se rangent du côté des forces anticoloniales lorsqu'ils se retrouvent mêlés aux bagarres alors qu'ils traversent par hasard le champ de bataille. A Boston, les charrettes en viennent aux poings avec les loyalistes. Lorsque les charrettes ont à libérer une des leurs, enchaînée à un nègre dans un marché d'esclaves, elles prennent aussi en charge le nègre et lui font une place au milieu d'elles. A leur arrivée en Acadie, elles rencontrent un Indien de la tribu des Micmacs qui leur apporte son aide, etc.

La façon avec laquelle l'auteur présente l'action, c'est-à-dire la forme qu'emprunte le roman, n'est peut-être pas celle qu'on aurait souhaitée. En effet, nous n'avons pas affaire ici à un roman réaliste, l'auteur n'a pas cherché à y transcrire de façon consciente la réalité historique dans tous ses traits véritables. Ses personnages ne représentent pas des classes et des courants déterminés. On peut se demander parfois, à des degrés divers suivant chaque personnage, si le mobile de leurs actes est leurs passions individuelles ou le courant historique qui les porte.

L'auteur a choisi plutôt un style qui se marie avec la tradition orale très riche des Acadiens, où le conte fantastique, avec tous les accommodements qu'il peut prendre avec l'histoire réelle, y occupe une place centrale. Certes, cela donne son charme au roman. D'ailleurs, c'est peut-être la richesse de ce style qui retient surtout notre attention à la première lecture. Mais à y regarder de près, on s'aperçoit que ce style et cette façon de raconter l'action se fait parfois au détriment de la profondeur

historique du roman. C'est sûrement à travers le personnage du capitaine Beausoleil où ceci est le plus évident. Lorsqu'on nous raconte ses exploits, par exemple lorsqu'il frôle la mort pour tirer la charrette de Pélagie enlisée dans les marais de Salem, le lecteur bat spontanément du même souffle que les charrettes et en arrive à partager leur espoir en une meilleure fin pour le capitaine.

C'est là la sympathie naturelle que provoque toute cause juste chez toute bonne âme. Mais cela peut en demeurer là, car la forme choisie par l'auteur pour rendre l'action empêche que cette sympathie naturelle du lecteur fasse place à un appui conscient, à une fraternité consentie, enracinée dans la compréhension de la justesse historique de la cause du peuple acadien.

Néanmoins, et en guise de conclusion, nous devons dire que nous situons *Pélagie-la-Charrette* bien au-dessus de la mêlée si on compare cette oeuvre avec toutes les platitudes qui nous sont servies aujourd'hui par la littérature. *Pélagie-la-Charrette* prend fait et cause pour la lutte du peuple acadien; cela mérite déjà d'en recommander la lecture à tous.

Disponibles aux librairies L'Étincelle et The Spark

Parutions récentes

- **Inside the Company, CIA Diary**, P. Agee, Penguin Books, \$2.95
- **Nouveau guide du militant**, D. Langlois, Editions du Seuil, \$5.95
- **The Forces Which Shaped Them**, M. Ashworth, New Star Books, \$6.50, Histoire de l'éducation des groupes d'enfants de minorités en Colombie-Britannique.
- **Histoire de la Commune de 1871**, P.-O. Lissagaray, Petite collection Maspéro, \$8.50, Le grand classique de l'Histoire de la Commune, oeuvre d'un communard à la fois témoin et historien.
- **Capitalisme et Confédération**, S.-B. Ryerson, Parti pris, \$11.95
- **Gaz Métropolitain, Inc., et le Parti québécois... la souveraineté-association à l'oeuvre**, Regroupement pour le gel des loyers, \$1.00
- **Nuclear Power**, W.C. Patterson, Pelican Books, \$3.50, En un même livre toutes les informations techniques pour un débat réel sur le nucléaire.
- **The Magic and Deadly Dust, Asbestos and Your Health**, Ontario Public Interest Research Group, \$1.50
- **Work is dangerous to your health**, J.M. Stellman and S.M. Daum, Vintage Books, \$4.95, Manuel sur les dangers pour la santé dans les lieux de travail et ce qu'il faut faire.
- **Women's Work, Women Health; Myths and Realities**, J.M. Stellman, Pantheon Books, \$4.95
- **Sahara Occidental: la lutte d'un peuple**, Rencontre et développement, \$3.50
- **Poèmes, Lettres, Ecrits de prison**, Saida Menebhi, Comités de lutte contre la répression au Maroc, \$4.50, Témoignages de Saida Menebhi, morte d'une grève de la faim dans les prisons du Maroc.
- **Black Cargoes**, D.P. Mannix & M. Cowley, Penguin Books, \$3.95, Histoire du commerce des esclaves dans l'Atlantique.
- **Black Bolshevik**, H. Haywood, Liberator Press, \$7.15, Autobiographie d'un communiste afro-américain.

Romans, littérature et arts

- **Adieu, p'tit Chipagan**, L. Haché, Editions d'Acadie, \$5.00
- **Pour sortir de nos cages**, G. Raymond, Les Gens d'En Bas, \$5.00
- **L'affrontement**, H. Lamoureux, Editions du jour, \$4.50
- **Sans parachute**, D. Fennario, Parti pris, \$8.95
- **La révolte vient de loin**, C. Tillon, Union Générale d'éditions, \$7.70
- **Les tambours de la pluie**, I. Kadaré, Folio, \$4.95
- **Alone**, N. Virta, Red Star Press, \$4.55, Une nouvelle révolutionnaire
- **How the Steel Was Tempered**, N. Ostrovsky, Red Star Press, \$5.00, Une nouvelle révolutionnaire.
- **Barricades in Berlin**, K. Neukrantz, Banner Press, \$3.60, Lutte des ouvriers de Berlin pour manifester dans les rues le 1er mai 1929.
- **Le Mexique insurgé**, J. Reed, Petite collection Maspéro, \$8.50, Une histoire du Mexique.
- **Petit organon pour le théâtre**, suivi de Additifs au Petit organon, B. Brecht, L'Arche, \$6.75
- **L'Achat du cuivre**, B. Brecht, L'Arche, \$6.75, Entretiens à quatre sur une nouvelle manière de faire du théâtre.
- **Théâtre complet Tome 1**, B. Brecht, L'Arche, prix spécial de \$4.00, contient: Le cercle caucasien, Homme pour homme, Leception et la règle.
- **The Necessity of Art**, E. Fischer, Penguin Books, \$4.95, Une approche marxiste de l'Art.

Disques

- **Willie Dunn**, W. Dunn, White Roots of Peace, \$6.95
- **Through Arawak Eyes**, D. Campbell, DEC, \$5.50 (le livre de chansons est disponible au prix de \$2.50)

Manifeste de l'Organisation Peykar au sujet des événements actuels

A bas l'impérialisme américain, l'ennemi principal des peuples d'Iran

L'Organisation Peykar est une des organisations marxistes-léninistes qui sont présentement actives dans la lutte du peuple iranien. Dans son Manifeste, Peykar nous livre son analyse des événements récents qui ont secoué l'Iran et attiré l'attention des peuples du monde: l'occupation de l'ambassade américaine à Téhéran, les affrontements au Kurdistan et les élections législatives.

A la fin de l'article, on retrouvera un bref historique des origines de cette organisation communiste iranienne.

Les vagues de révoltes des luttes anti-impérialistes de nos masses dominées ont fait trembler le système fragile au pouvoir. On entend de partout les voix criant "A bas l'impérialisme américain". Le refuge donné au chah l'assassin par l'Etat impérialiste américain, a soulevé plus que jamais l'indignation et la colère révolutionnaire des masses exploitées qui demandent catégoriquement l'extradition, la condamnation et l'exécution de ce mercenaire américain; c'est là une partie minime de leur juste cause révolutionnaire.

Elles manifestent ainsi et à juste titre, leur haine profonde de classe vis-à-vis l'impérialisme américain et ses mercenaires qui, au cours des années où l'Iran bénéficiait d'une souveraineté dépendant de leur système capitaliste et d'un régime antipopulaire, n'ont fait que les piller et les réprimer de la façon la plus cruelle.

Les peuples iraniens ont bien compris que le but principal de la révolution qui, à l'apogée de l'insurrection fut déviée par des traîtres et des conciliateurs, vise toujours l'impérialisme américain et la dépendance profonde du système capitaliste iranien. Actuellement, cette vague de révoltes du mouvement de masse a effrayé l'impérialisme et l'a projeté plus que jamais dans une profonde crise politique.

Mais il est étonnant de constater qu'une aile de l'équipe dirigeante qui a déclenché une vaste attaque afin d'accéder au pouvoir en sacrifiant de ce fait l'autre aile dirigeante, se soit adaptée

aux nouvelles conditions, qu'elle ait posé certains gestes et lancé des cris anti-américains et qu'elle tente ainsi de se placer à la tête des luttes anti-impérialistes des masses, alors que jusque là elle s'y était opposée.

En effet, comment se fait-il que des individus comme "Béhéhti" (1) qui jusqu'hier, en compagnie des libéraux comme "Bazargan" (2), acceptaient de s'asseoir à la table de négociation avec ce bourreau de général "Hoiwiser" pour empêcher la marche de la révolution, deviennent aujourd'hui des "anti-impérialistes"?

Comment se fait-il qu'à présent Khomeiny maudisse le gouvernement Bazargan et l'accuse d'avoir négocié avec "Brzezinski", ce théoricien des complots de l'impérialisme américain, alors qu'il n'y a pas longtemps il le soutenait fermement et qu'il lançait un mouvement de mobilisation antirévolutionnaire au sein de l'armée antipopulaire au Kurdistan?

Comment se fait-il qu'à présent le

"Conseil de la révolution" se dise "anti-impérialiste" et "intransigeant", qu'il mène des actions soi-disant anti-impérialistes, alors qu'il approuvait hier toute la politique du gouvernement et toutes ses actions antirévolutionnaires, petites ou grandes, dans le sens de la restauration du système capitaliste dépendant de l'impérialisme afin de rassurer la domination américaine et continuer à nouveau à réprimer nos peuples?

Quelle est la réalité? Comment peut-on analyser en fait les nouveaux actes politiques menés par le camp intégriste et monopoliste de l'équipe dirigeante qui tente de s'emparer de tout le pouvoir? Il faut chercher la clef de toutes ces thèses politiques, de tous ces nouveaux changements qui se manifestent sur la scène politique iranienne, dans la situation du mouvement populaire, de la crise politique, économique et sociale de la société et dans la situation du régime dominant. Sans une telle conception, nous n'arriverons guère à étudier ces faits politiques et ces événements.

* * *

La grande et héroïque insurrection de

1. Ayatollah Béhéhti est un membre influent du "Conseil de la révolution" et le secrétaire général du "Parti de la république islamique".
2. Bazargan est l'ancien premier ministre après l'insurrection de février.

Manifestation des masses iraniennes à Téhéran peu après la libération.



février 1979 révéla de façon claire l'importance des luttes anti-impérialistes de notre peuple. Le message profondément révolutionnaire de cette insurrection comprenait: d'une part la désintégration totale de la domination de l'impérialisme, l'anéantissement de tout le système capitaliste compradore, de tous ses éléments et de tous ses organes; et d'autre part la création d'un système populaire susceptible de répondre aux intérêts révolutionnaires des masses exploitées.

Notre peuple tenait à la dénonciation et à l'abrogation de tous les contrats cruels et infâmes de l'impérialisme. Il tenait à venger toutes ces années pendant lesquelles il fut pillé et massacré par l'impérialisme. Les communistes et les vraies forces révolutionnaires appuyaient, dès le début, toutes ces revendications et soutenaient la volonté des peuples iraniens. Mais que faisaient alors la bourgeoisie et ses collaborateurs intégristes? Ils prêchaient essentiellement la sauvegarde du système capitaliste lié jusqu'aux os à l'impérialisme, et ils se contentèrent de quelques réformes dans le cadre de ce système. Ils refusèrent de mettre à nu et de dénoncer devant le peuple tous les traités importants, économiques (comme les accords pétroliers) et militaires (tels les accords bilatéraux irano-américains).

Amir Entezam ⁽³⁾ mentionna insolemment le nombre trop grand de ces contrats et prétendit qu'il fallait beaucoup de temps pour les étudier! Yazdi, l'ex-ministre des Affaires étrangères parla de l'"utilité" de certains de ces contrats! Non seulement ils ne voulurent pas demander des comptes aux impérialistes, mais bien au contraire, ils les ont même dédommagé. Bazargan, ce premier ministre bien aimé de Khomeiny, parla de restitution des capitaux soi-disant nationalisés aux impérialistes, restitution qu'il jugeait "utile" à l'Iran.

Ainsi, non seulement le "gouvernement" et le "Conseil de la révolution", main dans la main, ne voulurent ni ne purent répondre aux intérêts essentiels des masses qui avaient sacrifié de nombreux martyrs dans la voie de leur cause, mais bien au contraire ils s'y sont fortement opposés, ils réprimèrent et attaquèrent les forces les plus révolu-



Un étudiant musulman exhibe une photo de Jimmy Carter et du shah devant l'ambassade américaine à Téhéran.

tionnaires et les plus anti-impérialistes, c'est-à-dire les communistes, tout en les qualifiant d'"antirévolutionnaires".

Mais l'équipe dirigeante tentait de restaurer un système déjà profondément pourri et fissuré. Ce pourrissement émanant de la dépendance du système de l'impérialisme était dû à la crise. Une crise qui, englobant le régime du chah, est arrivée à un moment donné à renverser le chah et sa monarchie, mais qui a persisté puisque le système restait toujours aussi pourri.

La suite de la crise économique et sociale de la société, l'impuissance du pouvoir devant l'ampleur de cette crise et son incapacité de l'éviter, enfin les effets directs de cette crise sur la vie pratique des masses opprimées, ont tous accentué le développement de cette crise politique de la société, tout en plaçant la lutte des masses sur une nouvelle voie.

Non seulement, la volonté des masses et en conséquence les mouvements de protestation et de lutte ne se sont pas effondrés, mais ils s'étendirent de plus en plus. Entre temps, les mouvements prolétariens et en particulier le mouvement national des peuples qui prenait progressivement de l'ampleur, atteignirent de nouveaux sommets dans le mouvement révolutionnaire. Le régime dirigeant subissait des pressions de toute part. C'est pourquoi, afin de sortir de cette impasse, il s'est préparé à une attaque massive contre le peuple kurde, contre les libertés obtenues par l'insurrection populaire, et contre les forces révolutionnaires et communistes, espérant en vain pouvoir rassembler et unir derrière lui les masses inconscientes et arriver ainsi à se sauver de cette crise. Non seulement, une telle politique n'a pas réussi à sauver le régime

de la crise, mais elle a au contraire accentué la profondeur de cette crise. La défaite de la solution militaire au Kurdistan, l'accélération du mouvement des chômeurs (dont le nombre selon les dires des membres les plus intelligents du régime, augmentait de 2500 par jour!), l'extension du mouvement lycéen, celle du mouvement prolétarien etc. ont fait trembler le régime et accentuèrent sa décomposition interne. Avec l'aide de la vaste campagne de dénonciation menée par les vraies forces révolutionnaires et communistes, et s'appuyant sur l'expérience de leur vie quotidienne, les masses ont pu mieux connaître la nature des actes et des politiques contre-révolutionnaires du régime. La réaction, engagée sur une pente qui la conduisait rapidement vers l'isolement, tremblait devant la dégradation de la situation et l'instabilité du régime.

Le revers humiliant essuyé par le régime lors des élections des conseils urbains, où 8 à 10% seulement de la population qui pouvait voter a participé, le désintéressement, puis la répugnance des masses face au "Conseil des experts" (Madjless Khebreghans), ce lieu de fantoche, tout cela démontrait comment, et avec quelle vitesse, les illusions des masses étaient en train de s'écrouler. A côté de cela, les mouvements du prolétariat et des couches laborieuses urbaines occupaient les logements vides laissés par les capitalistes fugitifs et confisquaient les terrains des féodaux. L'occupation des hôtels par

3. Ex-vice premier ministre, ex-porte-parole, et ex-ambassadeur d'Iran en Suède du gouvernement Bazargan. Et enfin, l'agent de la CIA en Iran.

les étudiants militants, le mouvement revendicatif et révolutionnaire des pêcheurs du port d'"Anzali" (4) etc. démontrèrent comment les masses, en prenant l'initiative de leurs actes, sont capables de bafouer les lois du régime et de prendre en main leur propre destinée. Et tout cela a lieu au moment où la situation économique du régime tend de plus en plus vers la faillite, une situation à laquelle il ne peut remédier.

L'équipe dirigeante se voyait de jour en jour suspendue dans le vide et tous leurs actes n'avaient pour conséquence que d'approfondir un peu plus ce gouffre. Sans doute, cette profonde crise sociale ne pouvait pas ne pas influencer directement sur le développement des contradictions internes du régime au pouvoir. Le différend entre les deux camps du régime au sujet de "Nazih" (5) de la société du pétrole, sur le scandale du ministère du Commerce, les attaques et les critiques portées par le clergé au pouvoir et ses partisans contre le gouvernement "Bazargan" dans les manifestations et les meetings, ce sont là des signes évidents des divergences et des contradictions qui existaient au sein de l'équipe dirigeante.

En restaurant et en reconstruisant le système capitaliste comprador, en réprimant les mouvements populaires, le gouvernement de Bazargan avait suffisamment donné sa réponse à la crise de la société et aux volontés des masses. Il a été suffisamment dénoncé et n'avait rien d'autres à présenter. Une telle réponse ne pouvait plus sauver le régime.

L'autre aile du régime, c'est-à-dire le clergé au pouvoir et ses partisans, qui durant ces deux derniers mois, devant l'ampleur de la crise et afin d'éviter la chute de sa popularité en déclin depuis quelques temps, avait organisé certaines actions et manifestations comme "Unité de l'Imam avec l'Ommat" (6), se rendait compte qu'il fallait prendre des mesures plus "décisives" et plus "catégoriques" que ce genre de meetings ou de manifestations pour retrouver son prestige et sa base populaire en déclin. Le référendum sur la constitution et les élections présidentielles venant à échéance, il fallait absolument éviter cette fois une nouvelle déroute, peut-être plus importante que celle qui avait été essayée lors des élections des conseils urbains.

Les changements et les contradictions internes du régime, l'action récente du "Conseil de la révolution" et de Khomeiny afin de concilier avec une mince partie des volontés anti-impérialistes de notre peuple, s'expliquent bien dans le cadre d'une telle situation. Une telle réponse à la crise économique et sociale de la part de l'aile religieuse du régime émane en réalité de la pression due aux luttes de plus en plus étendues des masses, ainsi que des divergences et des contradictions internes du régime. Mais ceux qui tentent ainsi d'adapter leur politique aux luttes anti-impérialistes des masses et en profitent pour retrouver leur pouvoir en déclin, tenteront sans doute de détourner ces luttes au profit de la stabilité du pouvoir, ou tout au moins de les limiter et d'en changer la direction en les plaçant sur une voie secondaire. Ils essaient en effet de faire croire aux masses que l'axe principal de leurs luttes anti-impérialistes se résume uniquement à l'extradition, au jugement et à l'exécution du chah traître. Il n'y a aucune hésitation à demander l'extradition du chah traître, proclamer et réaliser mille fois son exécution par un tribunal populaire. Mais ceci ne constitue qu'une part minime des volontés anti-impérialistes des peuples d'Iran.

Les volontés fondamentales de nos masses opprimées et exploitées visent l'anéantissement à jamais d'un système capitaliste comprador avec tous ses liens à l'impérialisme mondial à la tête duquel se trouve l'impérialisme américain qui, depuis de nombreuses années, est la source principale des crises économiques et sociales, de l'oppression et de la souffrance politique et économique qu'ont subies au cours de toutes ces années nos masses laborieuses. C'est à cela que le régime actuel, en dépit de tout son tapage et de toute sa propagande démagogique, est incapable de répondre. Il a jusqu'ici bien montré aux masses, grâce à tous ses actes et la ligne qu'il a suivie depuis qu'il est au pouvoir, qu'il est bien décidé à empêcher la réalisation de la volonté populaire.

Les communistes qui jusqu'ici ont démontré leur juste cause politique et historique, ne devraient absolument pas, à l'heure actuelle, hésiter à dénoncer toujours la nature du régime en

place. **En participant activement aux luttes anti-impérialistes des masses qui se poursuivent couramment dans les rues et s'étendent de jour en jour**, et en défendant les vrais slogans anti-impérialistes parmi les masses, les communistes doivent montrer aux masses qu'elles restent la force anti-impérialiste la plus décisive.

Ils doivent démontrer, dans le cadre d'une participation active à la lutte, que les monopolistes et les bellicistes d'hier dont la main est imprégnée du sang du peuple kurde, ne pourront jamais, de par leur nature de classe, répondre à leurs volontés anti-impérialistes, et qu'ils n'ont d'autre objectif que de tirer profit de cette lutte afin de restaurer leur pouvoir en déclin.

Les communistes doivent démontrer, toujours dans le cadre de cette participation active, que des forces libérales telles que le "Parti de la République du peuple musulman" guidé par l'Ayatollah Chariate-Madari (7), le "Front national", etc., qui, d'une manière rusée, prétendent aujourd'hui être "anti-impérialistes" et parlent abusivement à travers leurs manifestes et leurs presses privées de la nécessité des "luttes" anti-impérialistes, tentent en réalité de maîtriser les luttes importantes des masses contre l'impérialisme américain et le pouvoir en place.

Ils doivent démontrer comment les révisionnistes à la solde du social-impérialisme du "parti Toudeh" tâchent de dissimuler toutes les actions et les politiques antirévolutionnaires du régime et de sa puissante aile actuelle; comment en participant à la "fête anti-impérialiste" du régime et par leurs propos bien alléchants, ils cherchent à récupérer une part du gâteau.

Ils doivent montrer également comment les révisionnistes haïs qui défendent la théorie des "trois mondes", à cause de leurs politiques révisionnistes et antirévolutionnaires, ont été exclus des luttes anti-impérialistes des masses dirigées justement contre l'impérialisme américain. Ils doivent ainsi démasquer

4. Port situé au bord de la mer Caspienne.
5. Ancien directeur de la Compagnie nationale du pétrole iranien
6. "Ommat": les disciples du Prophète
7. Deuxième personnalité religieuse, très puissant à Tabriz et partisan acharné de la Constitution au temps de chah et du "le chah doit régner et non gouverner". Fait partie de la bourgeoisie libérale.



Émeutes de Tabriz contre le gouvernement Khomeiny.

leur sale théorie antirévolutionnaire selon laquelle pour "lutter" contre le social-impérialisme il faut rallier l'impérialisme sanguinaire américain.

Enfin, ils doivent également démontrer aux démocrates instables, toujours dans le même cadre, qu'il ne faudrait pas se laisser fasciner par les actes anti-américains menés par l'aile religieuse du régime, oublier son passé infâme et croire à ses promesses attirantes, ni se laisser noyer dans l'illusion et l'optimisme.

Oui, à présent, les communistes

doivent faire face à des devoirs plus périlleux.

A bas l'impérialisme américain, l'ennemi principal des peuples d'Iran!

En avant vers la République démocratique populaire!

PEYKAR

(Organisation de lutte dans la voie de libération de la classe ouvrière)

Le 11 novembre 1979

NDLR: Le texte qui précède a été retouché quelque peu afin d'en faciliter la compréhension.

Brève présentation des origines de Peykar

Étant donné que les origines de Peykar sont liées à l'Organisation des Mojahedeen du peuple d'Iran (OMPI), il est important de comprendre ce que représentait cette organisation. L'OMPI a été créé en 1344 d'après le calendrier islamique (en 1966 d'après le calendrier occidental) sur la base de l'idéologie islamique. Cette organisation prônait la lutte armée et considérait que le régime fasciste du shah et l'impérialisme étaient l'ennemi principal. Elle appuyait tout mouvement révolutionnaire qui adoptait des positions antimonarchistes et anti-impérialistes. L'OMPI soutenait que tant que l'ennemi principal n'était pas vaincu, toutes les forces révolutionnaires devaient travailler ensemble indépendamment de leurs différences idéologiques. Sur cette base, étant donné le caractère révolutionnaire de certaines fractions de la petite bourgeoisie, l'OMPI a appuyé la lutte des marxistes-léninistes. Cela est important, parce qu'il a existé, et il existe encore, des forces réactionnaires qui condamnent la lutte anti-impérialiste des marxistes-léninistes sur la base de l'Islam. ("Ils ne croient pas en Dieu...")

De 1352-54 (1974-76), après deux ans de luttes organisationnelles internes, la majorité des cadres ont laissé tomber l'idéologie de l'Islam pour le marxisme-léninisme. Ce changement révolutionnaire marque un grand pas en avant; toutefois, compte tenu de la mauvaise compréhension du marxisme-léninisme (surtout au sein de la direction elle-même), ce changement a comporté un nombre important de déviations. Les deux tendances au sein de l'OMPI, la tendance islamique et la tendance marxiste-léniniste, auraient dû se diviser en deux courants distincts. La tendance marxiste aurait dû se séparer de l'OMPI (fondée sur une idéologie religieuse dès sa création) et tenter d'acquiescer une nouvelle identité organisationnelle. Au lieu de cela, la minorité, qui n'était pas gagnée au marxisme-léninisme, a tenté de scinder l'organisation. Ce geste a été complètement écrasé par la direction marxiste. Certains camarades religieux qui ont tenté d'organiser la scission ont alors été exécutés par la direction pour "trahison" et "complot". Nous sommes opposés aux exécutions qui ne sauraient être une attitude et une ligne de conduite pour régler des contradictions organisationnelles internes et des divergences politiques. En plus, nous évaluons que les exécutions ordonnées par la direction sont des gestes contre-

révolutionnaires, terroristes et de conspiration. Nous rejetons aussi la pratique d'apposer des étiquettes de "traîtres", de "conspirateurs" et d'"opportunistes" pour désigner les camarades exécutés, car nous les considérons comme des martyrs du mouvement révolutionnaire de cette époque.

Pendant la période de 1354-57 (1976-79), à partir du moment des exécutions et de la consolidation de la direction avec toutes ses déviations jusqu'à la publication d'Eteleieh (1), l'organisation a vécu une lutte interne très intense et décisive. Cette crise était le résultat direct de la falsification de la ligne organisationnelle et des méthodes erronées de direction.

La ligne dominante au sein de l'organisation était la ligne "foquiste" que la direction appuyait de A à Z. Mais, les autres cadres ont commencé à questionner la justesse de cette ligne au fur et à mesure qu'ils pouvaient constater les contradictions entre cette ligne et la réalité objective. Toutefois, leurs critiques étaient étouffées par la direction.

Cette opposition (entre les cadres — note de UIS) a atteint son apogée lorsque la direction a tenté de récupérer le rejet de la ligne foquiste, un acquis révolutionnaire des cadres. Malgré la dénonciation de ses idées et de ses gestes erronés, la direction a tenté de détourner les critiques en attaquant la ligne non prolétarienne de l'Organisation des fedayeens du peuple. La force, les talents, et les capacités politiques et idéologiques des cadres (qui, à cause d'une pratique non démocratique du centralisme démocratique, ont été sous-estimés par la direction ou écrasés, soit utilisés pour consolider la domination de la direction) ont commencé à se consolider et à agir indépendamment de la direction. Pendant cette période (durant laquelle l'Organisation a été paralysée), un groupe de cadres a été mis sur pied. Les idées de ce groupe étaient acceptées par la majorité de l'Organisation et c'est ce dernier qui a assumé la responsabilité de critiquer la direction. Après plusieurs rencontres avec la direction, ce groupe a réussi à consolider l'Organisation autour de ses critiques, ce qui a éventuellement forcé la direction à démissionner. (...) (Extrait de la brochure *Acknowledgement*, publiée par l'Union des étudiants iraniens aux USA, à Berkeley, en Californie.)

1. *Eteleieh*, p. 15, écrit par la section marxiste-léniniste de l'OMPI. Cette organisation a choisi le nom Peykar. Elle critique ses actions passées dans cet article et se donne une identité organisationnelle indépendante.

Les caractéristiques de la situation actuelle et les tâches des communistes

Le journal Ech-Choola de Tunisie publiait récemment dans son numéro de mars 1980, un article sur la situation actuelle et les tâches des communistes. Par son analyse concrète, cet article nous révèle l'isolement de plus en plus grand qui caractérise le régime de Bourguiba face à des secteurs de plus en plus larges de la population tunisienne. Il nous révèle aussi comment les communistes tunisiens entendent intervenir activement dans cette situation, malgré leur faiblesse et leur dispersion.

L'intérêt de cet article ne réside donc pas seulement dans l'analyse qu'il fait de la réalité tunisienne, mais dans le fait que les communistes de ce pays y cherchent des réponses face à une situation qui est celle de bien des communistes dans le monde. De plus en plus nombreuses sont en effet les forces communistes encore faiblement développées qui se retrouvent confrontées à des situations qui sont, ou risquent de devenir bientôt, révolutionnaires. On aura donc intérêt à s'inspirer de l'exemple de ces camarades.

La classe ouvrière et les masses populaires célèbrent le deuxième anniversaire du massacre du Jeudi noir perpétré par le régime bourguibiste contre le mouvement syndical et populaire le 26 janvier 1978. Deux ans après cet événement qui a enregistré l'entrée en force de l'armée dans la vie politique, il est nécessaire de définir les caractéristiques de la situation, les orientations de la lutte et d'affirmer quelques vérités.

Première vérité: le régime bourguibiste poursuit la politique de durcissement et de barbarie.

Ainsi, après le massacre qui a causé 400 martyrs et 2.000 blessés, le régime a frappé et inculqué la direction de l'UGTT (Union générale des travailleurs tunisiens) et tous les cadres sincères, cela dans la vaine tentative de briser le mouvement syndical. Par la suite, il y a eu l'arrestation et le procès des militants de "Ech Choola" et des membres des "Comités d'initiative" de l'UGTT qui ont publié le journal "El Chaab" clandestin. Il y eut également le procès des camarades du "Parti révolutionnaire du peuple".

A côté de cette campagne d'arres-

tations, de procès iniques contre les syndicalistes et les militants révolutionnaires, il faut signaler l'intervention de la police, de la gendarmerie et de l'armée contre les fils du peuple, comme l'intervention de la gendarmerie dans le village de "Dahmani" en février 79, et l'intervention de l'armée à "El Jem" à la suite de la farce des élections législatives.

De même, l'augmentation continue et massive des budgets des ministères de l'Intérieur et de la Défense confirme clairement l'attachement de la clique au pouvoir à la politique "du gros bâton", qui pourrait aboutir à l'installation d'un régime militaire terroriste. Le 10e Congrès du Parti Destourien a confirmé cette tendance au durcissement et le rôle joué par les chefs de l'armée dans les luttes de clan au sein du PSD.

Deuxième vérité: la persistance de l'isolement du régime.

En effet, la dictature bourguibiste barbare est loin de pouvoir rassembler les compradores et les féodaux et d'unir les rangs des forces réactionnaires du fait de ses agissements ultra-extrémistes et ultra-barbares. Ainsi que

l'a démontré la démission de Tahar Belkhouja et de ses partisans juste avant les événements du 26 janvier, et après la démission de Habib Achour et ses partisans du Parti Destourien, les liquidations se sont poursuivies au sein du régime avec l'éloignement de Abdallah Farhat, l'un des responsables des crises du Jeudi noir. Quant aux "Comités de réflexion" installés par Nouira pour attirer les hésitants, ils n'ont pas réussi à rallier les fractions réactionnaires modérés comme le groupe de Ahmed Mestiri, et cela en dépit de la propagande orchestrée par les dirigeants du Parti "communiste" en faveur de ces comités. Et récemment les contradictions se sont aiguës entre la clique au pouvoir et les fractions religieuses.

Quant à l'isolement du régime vis-à-vis des masses en général et de la classe ouvrière en particulier, il est tout à fait visible à travers l'isolement du "syndicat" policier de Abid, qui s'est heurté à la résistance des cadres et de la base syndicale. En effet, en dépit des efforts du Parti "communiste" et des tenants de l'entrisme, le boycott syndical s'est poursuivi sous des formes nouvelles qu'il faut soutenir et développer afin qu'elles répondent de plus en plus aux exigences de la situation.

L'isolement du régime apparaît également à travers le refus des propositions de Ben Dhia par la majorité des détachements estudiantins et par les masses estudiantines.

Et bien que le régime soit parvenu à alléger cet isolement sur le plan arabe par le transfert du siège de la Ligue arabe à Tunis et par la désignation de Habib Chatti à la tête de l'organisation du Congrès islamique, cette ouverture sur la réaction arabe ne peut être considérée que comme une manifestation passagère qui n'influe pas, de façon profonde, sur la situation.

Quant à la troisième vérité, elle consiste dans le **début d'essor du mouvement de masse**. En effet, le mouvement de masse s'est développé de façon continue depuis 1967 lorsque Tunis a vécu sa première manifestation populaire antisioniste et antibourguibiste. Depuis cette date l'essor s'est poursuivi jusqu'au 26 janvier 1978 en passant par la chute du cabinet de Ahmed Ben Salah, par le mouvement de février 1972 et les grèves d'avril 1976. Mais face à cette

montée du mouvement de masse et à sa radicalisation, la clique bourguibiste a asséné un coup terrible au mouvement populaire le 26 janvier 1978. Depuis cette date, le mouvement de masse s'est trouvé dans une situation de reflux et dans une position défensive, car le régime a pu casser l'UGTT, usurper les acquis du mouvement et imposer une atmosphère de terreur dans le pays. Mais deux ans seulement après ce crime horrible, le mouvement populaire a commencé à reprendre ses forces et à se lever de nouveau. La preuve en est la montée des luttes ouvrières qui ont atteint leur summum dans les mines du Sud et les nombreux mouvements étudiants depuis le début de l'année universitaire. Ces signes annoncent un nouvel essor du mouvement de masse, malgré la répression et le terrorisme exercés par le régime autocratique de Bourguiba. Mais cela ne signifie nullement que la situation est devenue révolutionnaire et qu'il faille rentrer dans un affrontement direct avec le régime. Au contraire, il faut s'opposer à la tendance suicidaire, à l'esprit aventuriste et aux fanfaronnades de "gauche" qui ne prennent pas en considération le rapport de force réel entre la Révolution et la contre-révolution.

Enfin, la quatrième vérité c'est la **faiblesse et la dispersion des forces opposées à la dictature et aux compromis en général** et la faiblesse et la dispersion des forces patriotiques et démocratiques ainsi que communistes marxistes-léninistes en particulier. En effet, les forces communistes marxistes-léninistes sont très faibles, à cause de la répression policière d'une part, et des attaques de l'opportunisme et de ses propres faiblesses subjectives d'autre part; quant aux forces patriotiques, elles sont très divisées à cause du manque de clarté politique et de l'absence de programme révolutionnaire. Ainsi, l'initiative reste entre les mains du Parti "communiste", enclin au compromis et valet de l'URSS, qui cherche à rassembler les fractions réactionnaires autour de lui et autour de son programme qui vise à remplacer la domination de l'impérialisme américain par la domination des impérialistes russes.

Il est donc nécessaire que les communistes véritables sortent de leur crise et

qu'ils oeuvrent à unir les rangs des forces patriotiques autour de la ligne de la Révolution anti-impérialiste et démocratique et qu'ils oeuvrent, en même temps, à disloquer le groupement dirigé par les révisionnistes et à attirer le plus grand nombre des forces réactionnaires modérées à faire face à la dictature bourguibiste et au Parti "communiste", satellite de l'impérialisme russe.

Mais pour que le mouvement communiste marxiste-léniniste joue pleinement son rôle, il lui faut, aujourd'hui plus que jamais, réaliser son unité idéologique et politique qui s'est disloquée ces dernières années sous les coups du régime bourguibiste et les assauts de l'opportunisme, et en particulier de la déviation de "gauche". La question qui est posée aujourd'hui est en premier lieu celle de l'unité idéologique et politique avant d'être celle de l'unité organisationnelle qu'il ne faut pas placer au-dessus de toute considération. De nombreuses contradictions idéologiques et politiques divisent notre mouvement (la question des alliances stratégiques et conjoncturelles; la conception du travail de masse; la conception de la construction du parti de la classe ouvrière; la question de la lutte au sein du mouvement communiste international, etc.). De plus, notre mouvement a accumulé un grand retard politique, car les événements se sont succédés durant ces deux années sans que les communistes prennent une position unie, ce qui a aggravé la crise et disloqué l'unité encore davantage. Citons parmi ces événements importants le rôle du mouvement religieux en Tunisie et dans la Patrie arabe, les insurrections antidictatoriales en Iran et au Nicaragua, les conflits et les guerres en Indochine et en Asie...

Il s'ensuit qu'il faut prêter la plus

grande attention à l'aspect idéologique et politique pour éliminer l'opportunisme en général et les déviations de gauche en particulier, pour surmonter les séquelles de la répression et pour rebâtir l'unité des communistes sur des bases solides. Pour cela, il faut avoir l'instrument adéquat pour mener la lutte et exprimer la position communiste indépendante. Et cet instrument, c'est le journal communiste qui doit être une arme entre les mains de tous les camarades pour qu'ils puissent exprimer leurs points de vue et profiter de l'expérience des autres; il doit être aussi un guide qui montre la voie à tous les communistes, aux sympathisants et à tous les patriotes démocrates. C'est cela le maillon central de notre lutte pour la création d'une force marxiste-léniniste révolutionnaire et organisée, dans le cours de l'action générale visant à construire le parti de la classe ouvrière.

À côté de cela, il faut également prêter attention au travail de masse, mené selon une juste conception et dans tous les domaines, et notamment dans le domaine syndical; il faut aussi prendre nos distances vis-à-vis du sectarisme, de l'activisme, des conceptions étroites, des luttes marginales et de la tendance à coller des étiquettes de façon arbitraire. S'il est naturel de mener la lutte idéologique et politique dans les organisations de masse, c'est à la condition de ne pas enfreindre les règles qui régissent cette lutte.

Enfin, il faut appliquer la politique d'alliances de façon correcte et effective, et jeter les jalons de l'alliance stratégique entre les marxistes-léninistes et les patriotes; il faut également mettre à profit les alliances conjoncturelles avec toutes les forces opposées à la dictature et au compromis, dans le cadre de la lutte pour la liberté politique.

Janvier 1978: l'armée quadrille Tunis, la répression est brutale et les syndicats sont démantelés.



Disponibles aux librairies L'Étincelle et The Spark

Parutions récentes sur la situation des Amérindiens et des Inuits

- **The People's land**, H. Brody, Pelican Books, \$3.50, Les Eskimos et les Blancs dans l'est de l'Arctique.
- **Dene Nation the Colony Within**, edited by M. Watkins, University of Toronto Press, \$5.95
- **Destins d'Amérique, les Autochtones et nous**, R. Savard, L'Hexagone, \$8.95
- **Indians of Canada**, D. Jenness, University of Toronto Press, \$9.95
- **Autochtones: luttes et conjoncture I & II** in Recherches amérindiennes au Québec (Vol IX nos 3 & 4, 1979), \$3.50 le numéro
- **People from our Side** histoire vécue et photos de P. Pitseolak et biographie orale par D. Eber, Hurtig Publishers, \$8.95, Disque Inuit par Seekooseelak — la terre du peuple de l'île du Cap Dorset.

cinéma d'information politique

1407 Iberville, Montréal, Canada (514) 523-0285

FILMS À LOUER

Sawrana:

16mm — n&b
— français — 60 min.

Eritrea 79:

16mm — coul.
— anglais — 20 min.



Deux films du Front populaire de libération de l'Erythrée qui nous amènent au cœur de la lutte du peuple pour une Erythrée populaire et démocratique et qui nous parlent de la vie sous la direction du Front.

Devant les attaques actuelles des impérialistes (en Iran et en Afghanistan), la lutte du FPLE est un exemple duquel tirer des leçons particulièrement face au social-imperialism.

Vous vous posez des questions sur la guerre? C'est quoi une lutte de libération nationale? Ces films apporteront des réponses dans vos groupes, syndicats, cours, etc.

Disponibles au Cinéma d'Information politique (CIP), 1407 Iberville, Montréal, (514) 523-0285.

Liste partielle des points de vente d'UNITÉ PROLÉTARIENNE ou du journal EN LUTTE!

Cette liste est encore très partielle, pour la compléter, faites-nous connaître les nouveaux points de vente dans votre région.

VANCOUVER

Spartacus Bookstore
311 West Hastings
Vancouver, C.-B.

Le Bouquineur de Vancouver
Ltée
1222 Robson
Vancouver, C.-B.

Friendly Grocery
Corner 3rd Avenue & Victoria
Vancouver, C.-B.

Star Weekly News
Coin 2nd Avenue/
Commercial Drive
Vancouver, C.-B.

Octopus Books
Commercial Drive
Vancouver, B.C.

ONTARIO

Mc Master University
McMaster University
Hamilton, Ontario

Book Villa
185 est King
Hamilton, Ontario

Windsor University Bookstore
Université de Windsor
Windsor, Ontario

Octopus Books
837 Bank
Ottawa, Ontario K1S 3V9

MONTRÉAL

Métro Joliette
Montréal, Qué.

Carrefour Variétés
3270 Rosemont (coin St-
Michel)
Montréal, Qué.

Tabagie Grech
1559 Jean-Talon
Montréal, Qué.

Tabagie du Coin
1800 Mont-Royal
Montréal, Qué.

Librairie l'encrier

1499 Laurier est
Montréal, Qué.

Kiosque Pine
Coin Pine/St-Laurent
Montréal, Qué.

Tabagie Perreault
Coin St-Denis/Mont-Royal
Montréal, Qué.

Librairie Raffin
6722 St-Hubert
Montréal, Qué.

Kiosque Mont-Royal
Coin Mont-Royal/St-Denis
Montréal, Qué.

Variétés Chambord
1280 Gilford
Montréal, Qué.

Librairie Opusculé
Coin Gilford/St-Denis
(sud-ouest)
Montréal, Qué.

Variétés Frontenac
2500 Frontenac
Montréal, Qué.

Librairie Hachette
550 Ste-Catherine est
Montréal, Qué.

Vari-Mag
826 Ste-Catherine est
Montréal, Qué.

Métro Beaudry
1225 Ste-Catherine est
Montréal, Qué.

Librairie Faubourg
1351 Ste-Catherine est
Montréal, Qué.

Librairie Déom
1773 St-Denis
Montréal, Qué.

Chercheur de trésor
12 Ste-Catherine est
Montréal, Qué.

Métro St-Laurent
Coin Maisonneuve/St-Laurent
Montréal, Qué.

Librairie Caron
251 Ste-Catherine est
Montréal, Qué.

Abonnez-vous aujourd'hui à EN LUTTE!

EN LUTTE! est le journal de l'Organisation marxiste-léniniste du Canada EN LUTTE!/IN STRUGGLE!. Il paraît à chaque semaine, en anglais et en français, et est diffusé à travers tout le pays, de Halifax à Vancouver. Pour réaliser un journal hebdomadaire, nous avons grandement besoin du soutien de tous les ouvriers et progressistes canadiens.

Une des formes privilégiées de soutien consiste à s'abonner et à souscrire au journal, car cela constitue un revenu stable sur lequel nous pouvons compter pour aller de l'avant.

Le développement d'une presse communiste fait partie de la construction du Parti prolétarien marxiste-léniniste, et par le fait même, cela constitue un autre clou dans le cercueil de la bourgeoisie impérialiste canadienne.

TARIFS:

- ABONNEMENT RÉGULIER: ☐ \$10.00 pour 1 an
- ABONNEMENT 1ère CLASSE: ☐ \$15.00 pour 1 an
- ABONNEMENT À L'ÉTRANGER: ☐ \$15.00 pour 1 an
- ABONNEMENT D'ESSAI: ☐ \$2.00 pour 8 numéros
- ABONNEMENT DE SOUTIEN: ☐ \$10.00 plus n'importe quel montant pour 1 an
- ABONNEMENT AUX PUBLICATIONS D'EN LUTTE!: ☐ \$75.00 pour 1 an

Ci inclus \$..... pour un abonnement commençant au numéro et \$..... à titre de soutien financier au journal.

NOM

ADRESSE

VILLE

PROV/ÉTAT/COMTÉ

PAYS

OCCUPATION

Envoyez de préférence des mandats à l'adresse suivante: Journal EN LUTTE! a/s Librairie L'ÉTINCELLE, 325 Ste-Catherine est, Montréal, Québec, CANADA, ou à l'une des librairies "L'ÉTINCELLE" ou "SPARK" ou encore contactez un diffuseur.

LIBRAIRIES

MONTRÉAL

LIBRAIRIE L'ÉTINCELLE

325 Ste-Catherine est, Montréal, Qué.
tél: (514) 844-0756

(à l'ouest de St-Denis, descendez au métro Berri-de-Montigny)

Heures d'ouverture:

Lundi, Mardi, Mercredi: de 10h à 18h

Jeudi, Vendredi: de 10h à 21h

Samedi: de 10h à 17h

VANCOUVER

THE SPARK

25, Cordova ouest, Vancouver, C.B.
tél: (604) 681-7723

Heures d'ouverture:

Mercredi au Vendredi: de 19h à 21h

Samedi: de 11h à 16h

QUÉBEC

LIBRAIRIE L'ÉTINCELLE

110, St-Vallier ouest, Québec, Qué.
C.P. 64, St-Sauveur
tél: (418) 522-2186

Heures d'ouverture:

Lundi, Mardi, Mercredi: de 12h à 17h30

Jeudi, Vendredi: de 12h à 21h

Samedi: de 12h à 17h

TORONTO

THE SPARK

2749, Dundas ouest, Toronto, Ont.
tél: (416) 763-4413

(½ mille au nord de Bloor)

Heures d'ouverture:

Lundi au Vendredi: de 19h à 21h

Samedi: de 10h à 17h

Abonnez-vous à QUE HACER?

Abonnement régulier à QUE HACER?: 40 francs (\$12.00)

Abonnement de soutien à QUE HACER?: 60 francs (\$18.00)

Nom

Adresse

Pays Code

Durant les mois de juin et juillet, le journal QUE HACER?, organe du Comité national des comités de lutte populaire au Venezuela publié en espagnol, entreprend une vaste campagne d'abonnement.

Pour les travailleurs et tous les progressistes canadiens, s'abonner à QUE HACER?, ce n'est pas seulement fournir un soutien financier à un journal qui rend compte des luttes du peuple vénézuélien. C'est aussi aider ces camarades à régulariser la parution de leur journal à toutes les deux semaines et fournir un appui concret à la lutte révolutionnaire au Venezuela. C'est finalement aider les marxistes-léninistes à faire entendre leur voix dans un pays où la publication d'un journal progressiste affronte quotidiennement la répression, les perquisitions et les arrestations policières.

On peut s'abonner en envoyant directement un mandat poste international à QUE HACER, Vereos a santa capilla, Edificio cipriano morales 5e piso, Oficina 51 apartado 4614 carmelitas, Caracas — Venezuela.

ou, plus simplement, en faisant parvenir vos chèques ou mandats aux Distributions 1er mai qui se chargeront de les acheminer: Distributions 1er mai 1407 d'Iberville, Montréal, Québec, Canada, H2K 3B1.

Publications régulières de l'Organisation marxiste-léniniste du Canada EN LUTTE!

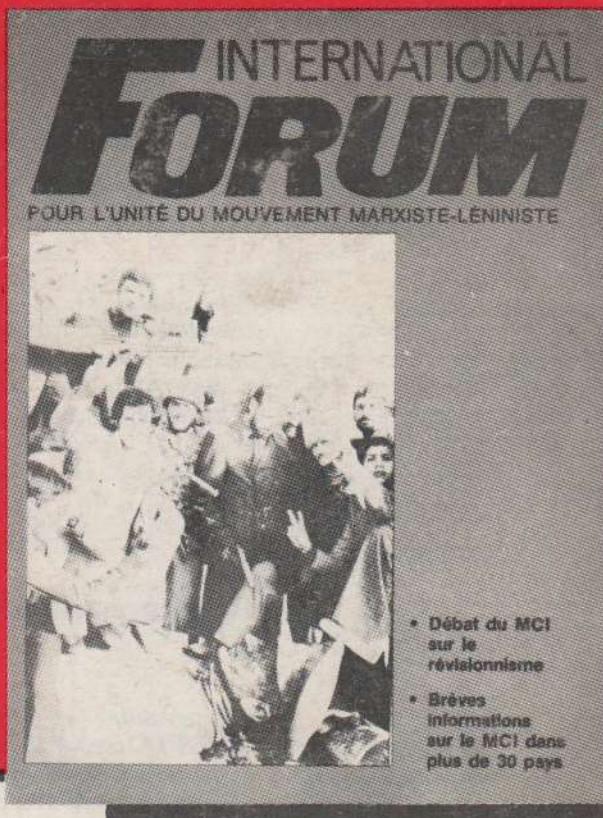
- *EN LUTTE!*, organe central de l'Organisation, publié à toutes les semaines en anglais et en français et diffusé à travers le Canada. Le journal EN LUTTE! a publié dans ses pages de nombreux suppléments sur les questions politiques de l'heure ainsi que des cahiers de formation communiste visant à diffuser largement les principes du marxisme-léninisme.
- *UNITÉ PROLÉTARIENNE*, revue théorique de l'Organisation, publiée en français et en anglais à tous les trois mois.

Brochures disponibles

- *Programme et Statuts de l'Organisation marxiste-léniniste du Canada EN LUTTE!*, avril 1979.
- *Le IIIe Congrès de l'Organisation marxiste-léniniste du Canada EN LUTTE!*, comprenant le Rapport politique, le Programme, les Statuts et autres documents, 2e trimestre 1979.
- *Pour le Parti prolétarien*, octobre 1972. (\$0.75)
- *Contre l'économisme*, à propos du Comité de solidarité avec les luttes ouvrières (CSLO), septembre 1975. (\$0.65)
- *Pour l'unité des marxistes-léninistes canadiens, Contre le sectarisme de la LC(m.-l.)C.*, juillet 1976. (\$1.00)
- *Les tâches des marxistes-léninistes canadiens à l'étape actuelle* (réédition du discours du deuxième anniversaire d'EN LUTTE!, mai 1975), mars 1977.
- *L'unité du mouvement marxiste-léniniste passe par l'intensification de la lutte contre l'opportunisme*, communiqué du Comité central d'EN LUTTE!, avril 1977.
- *Contre l'opportunisme de droite dans les questions internationales*, Déclaration du Groupe marxiste-léniniste EN LUTTE! à l'occasion de la IIIe Conférence nationale des marxistes-léninistes canadiens tenue à Montréal les 9, 10 et 11 septembre 1977, septembre 1977.
- *Pas de parti révolutionnaire sans programme révolutionnaire*, sur les tâches des communistes canadiens dans la situation actuelle, février 1978.
- *Pour l'unité du prolétariat canadien*, notes sommaires sur la conjoncture actuelle, avril 1977.
- *Manifeste contre la loi C-73 et le contrôle des salaires*, mars 1977.
- *Pour l'unité révolutionnaire des ouvriers de toutes les nations et minorités nationales*, contre l'oppression nationale, mars 1978.
- *Hommes et femmes du prolétariat: un seul ennemi, un seul combat*, mars 1978.
- *L'objectif et l'action des communistes canadiens dans les syndicats aujourd'hui*, mai 1978.
- *Le PCC(m.-l.) une organisation révisionniste d'agents provocateurs*, juin 1978.
- *La LC(m.-l.)C, la voix du social-chauvinisme au Canada*, février 1979.
- *Qui manipule les syndicats?*, juin 79.
- *Manifeste pour le mouvement ouvrier, Dehors McDermott!, Non à la politique bourgeoise dans les syndicats!*, septembre 1979.
- *Guerre de religion ou révolution populaire en Iran: qui dit vrai!*, janvier 1980.
- *Appel aux travailleurs du Québec: Ni fédéralisme renouvelé ni souveraineté-association*, février 1980.
- *Le Québec a le droit de choisir*, février 1980.

Tous ces documents sont disponibles en anglais et en français. Le Programme et les Statuts de l'Organisation sont aussi disponibles en italien, portugais et espagnol.

Une nouvelle publication



En avril dernier, l'Organisation marxiste-léniniste EN LUTTE! publiait un nouveau périodique destiné au mouvement communiste international: **Forum international**. Comme son nom l'indique, cette nouvelle revue qui paraîtra environ trois fois par année vise à faire circuler à l'échelle internationale le plus grand nombre de points de vue des diverses forces communistes dans le monde. **Forum international** entend donc par le fait même contribuer au développement de la lutte contre le révisionnisme et pour l'unité du mouvement communiste international. C'est pourquoi cette publication ne se cantonne pas à faire connaître les positions d'une partie seulement du mouvement communiste, mais veut devenir un instrument de lutte et de polémique afin que les communistes puissent se présenter un jour devant le prolétariat unis sur la base d'un même programme.

Le premier numéro de **Forum international** publie les positions d'un grand nombre de partis et d'organisations sur la question de l'unité du mouvement communiste international: Comité national des comités de lutte populaire du Venezuela, Parti communiste révolutionnaire du Chili, Parti communiste du Japon (gauche), Parti communiste révolutionnaire des USA, Parti (m.-l.) d'Autriche, revue Albanie aujourd'hui, Parti communiste portugais (reconstruit), Parti communiste du Ceylan, Mouvement populaire dominicain, et EN LUTTE!

Forum international contient de plus une chronique sur la vie et l'action du mouvement communiste international. On y prend connaissance des positions de différents partis et organisations dans le monde ainsi que de leur action dans la lutte révolutionnaire de leur pays.

Procurez-vous Forum international